

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

AFFAIRES D'EXTRÊME-ORIENT

DE 1842 A 1902

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PAR

Eugène BALMELLE

AVOCAT



CARCASSONNE

Imprimerie ANDRÉ GABELLE, Rue Victor-Hugo, 6

—
1906

AFFAIRES D'EXTRÊME-ORIENT

DE 1842 A 1902

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

AFFAIRES D'EXTRÊME-ORIENT

DE 1842 A 1902

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PAR

Eugène BALMELLE

AVOCAT



CARCASSONNE

Imprimerie ANDRÉ GABELLE, Rue Victor-Hugo, 6

—
1906

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, Professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.
BRÉMOND, Assesseur, Professeur de Droit administratif.
GLAIZE, Professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.
LABORDE, Professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.
CHARMONT, Professeur de Droit civil.
CHAUSSE, Professeur de Droit romain.
MEYNIAL, Professeur d'Histoire du Droit.
VALERY, Professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.
DECLAREUIL, Professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.
MARGAT, Professeur de Droit civil.
PERREAU, Professeur du Droit civil approfondi.
MOYE, Professeur de Droit international public.
RIST, Professeur d'Economie politique.
PORTE, professeur adjoint, chargé d'un cours d'Economie politique.
GIDEL, chargé de cours de Droit constitutionnel.
ROCHETTE, Secrétaire.
LAURENS, Professeur honoraire.
GIRAUD, Secrétaire honoraire.

MEMBRES DU JURY :

MM. MOYE, *Président.*

VALERY, }
GIDEL, } *Assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Il y a plusieurs siècles que l'Extrême Continent Asiatique attire l'attention des savants et des curieux et plus de cinquante ans, celle des commerçants et des industriels. La Chine et le Japon n'ont pas toujours vécu à l'écart du monde entier, et autrefois des visiteurs nombreux pouvaient y pénétrer, profitant de l'hospitalité bienveillante de ces pays. Mais à partir du XVI^e siècle, un changement soudain se produit : l'Extrême-Orient s'isole des puissances occidentales. Le Portugal, l'Espagne, la Hollande, les plus anciennes nations coloniales de l'Asie, en s'établissant dans la presqu'île de Malacca, aux Philippines, à Formose, à Canton, deviennent un objet de crainte pour le Japon et pour la Chine, qui dès ce moment-là, restent obstinément fermés, comme si ces pays voulaient s'acharner à vivre avec leur histoire. La Hollande seule conserve quelques relations avec le Japon, tandis qu'en Chine les Européens doivent abandonner tous les

points de la côte où ils sont établis, et se grouper à Macao et à Canton où peu à peu se fondent des factoreries de tout pays.

Le jour est venu cependant où l'Extrême-Orient s'est réveillé de son engourdissement séculaire. Tandis que la pression des puissances occidentales obligeait la Chine à se transformer et à s'ouvrir progressivement, le Japon se renouvelait de lui-même, abandonnant sa vieille civilisation pour adopter celle d'une autre race. La Russie par la voie du Nord, l'Angleterre et la France par la voie du Sud pénétrèrent peu à peu dans l'Empire du Milieu. Missionnaires, marchands, diplomates se portèrent tour à tour vers ces pays nouveaux. L'Occident va vers l'Orient, obéissant à cette sorte de mission, tantôt pacifique, tantôt armée, qui le pousse hors de l'Europe vers les autres continents.

Et c'est l'histoire des progrès de l'Europe en Extrême-Orient qu'il nous a paru intéressant de retracer rapidement, en prenant pour point de départ l'époque où la Chine ouvrit ses premiers ports au commerce des étrangers, c'est-à-dire l'année 1842. A cette date, en effet, l'intervention de l'Angleterre inaugura le régime actuel des relations entre l'Europe et la grande puissance asiatique. Depuis lors, les principales nations occidentales s'inquiètent de cet immense pays et de son voisin, le Japon. Ces pays ne pouvaient du

reste que s'incliner devant les atteintes faites à leur souveraineté et à leur indépendance. Si en effet le principe de l'intervention est condamné par la science et par les mœurs modernes, les nations ne s'y sont point conformées en pratique, et des motifs plus ou moins légitimes ont de tout temps poussé les Etats étrangers à s'ingérer dans les affaires intérieures ou dans les relations extérieures d'une autre puissance indépendante.

On s'explique aisément les motifs de l'intervention des Etats étrangers en Extrême-Orient.

Très prosaïquement occupées de commerce et de débouchés, les puissances ont eu surtout en vue leur intérêt. La Chine, où vit une population énorme, leur est apparue comme le grand réservoir de consommateurs ; obligées par les besoins de leur existence à chercher toujours des marchés nouveaux, elles ont fatalement voulu ouvrir à leur négoce ce centre par excellence de production et de consommation.

Les relations commerciales du reste ne sont-elles pas aussi nécessaires pour les Etats que pour les individus ? Sans insister beaucoup, en effet, c'est depuis longtemps un lieu commun de dire que l'homme étant un être sociable, doit vivre avec ses semblables, pour échanger avec eux des services et se transmettre les choses agréables ou nécessaires à la vie. Ce qui est vrai pour chacun des individus, l'est aussi pour chaque

peuple : il convient que chaque Etat ne vive pas confiné dans son territoire et que l'accès en soit possible aux autres peuples. En fait, aujourd'hui il n'y a pas une nation qui s'isole du commerce avec les autres Etats.

Les puissances étrangères, en intervenant en Chine et au Japon, ont eu en vue non seulement l'intérêt de leur commerce, mais aussi la protection de leurs nationaux ou de leurs coreligionnaires. Par suite de l'incompatibilité de mœurs, d'institutions sociales et religieuses qui existe entre les peuples de race jaune et les Européens, les Etats étrangers ont soustrait leurs nationaux dans les pays d'Extrême-Orient aux règles ordinaires des juridictions locales. C'est encore la nécessité de rendre possibles et sûres les relations commerciales avec ces pays, qui a amené cette situation exceptionnelle en droit international, qui donne aux consuls étrangers les pouvoirs de répression pénale, de police et de juridiction.

En forçant la Chine à leur ouvrir ses portes, les puissances n'agissaient-elles pas aussi dans l'intérêt de la civilisation, et par le fait, dans l'intérêt du Céleste Empire ? Se considérant comme des Etats civilisés, ne pouvaient-elles pas se croire autorisées à intervenir dans les pays extrême-orientaux, dans le but de leur imposer

leur propre civilisation et de faire en quelque sorte leur bien malgré eux ?

Pour si élevé que paraisse dans ce cas, le mobile de l'intervention, il faut répondre, qu'au point de vue du droit international, cette intervention même est condamnable, car c'est une violation de l'indépendance d'un Etat que de vouloir lui faire connaître les bienfaits d'une civilisation différente de celle qu'il a ; c'est aussi un moyen trop favorable aux attentats de la violence. Peut-être, d'ailleurs, n'est-il pas très équitable d'apporter la civilisation à coups de canon et à la pointe de l'épée. Etait-il de même bien juste de ranger la Chine et le Japon dans la catégorie des Etats barbares et ne faudrait-il pas les considérer au contraire comme ayant une civilisation simplement différente ?

C'est donc pour se procurer de nouveaux débouchés, pour protéger leurs nationaux et faire progresser la civilisation, que les puissances sont intervenues en Extrême-Orient ; dans ce but, elles ont tout mis en mouvement : ambassades, missions, traités et armées au besoin. Leurs efforts ne sont pas restés infructueux et les rapports de l'Extrême-Orient avec l'Occident, sont devenus de plus en plus nombreux et importants. L'Europe entière s'est passionnée pour les événements qui se sont déroulés en Chine et au Japon et la ques-

tion d'Extrême-Orient, a pris dans la politique générale l'une des premières places.

Aussi présente-t-elle un réel intérêt l'histoire des faits qui ont eu l'Extrême-Orient pour théâtre de 1842 à 1902; car c'est à cette dernière date que s'arrête notre travail, c'est-à-dire aux débuts des complications russo-japonaises. Après avoir constaté que l'influence européenne n'a exercé d'abord qu'une légère action sur certains points de la côte chinoise, nous la verrons pénétrer peu à peu profondément dans l'Empire du Milieu qui a dû, de gré ou de force, ne plus vivre isolé de l'Occident. L'Angleterre, la France et la Russie prennent la première place en Extrême-Orient, tandis que le Japon procède à sa réorganisation intérieure et se prépare à jouer un grand rôle sur l'équilibre général du monde.

Une guerre sanglante suit bientôt le réveil des deux principales nations de l'Orient. Cette guerre qui prouve l'évidence du développement économique et militaire de l'Empire du Soleil-Levant, montre aussi la faiblesse de la Chine, que s'empressent de mettre à profit les puissances rivales de l'Europe. Elles empêchent le Japon de profiter de ses victoires, mais ne tardent pas à se faire rémunérer leurs bons offices. Elles poussent leurs conquêtes jusqu'à leurs plus extrêmes limites; voulant chacune un morceau du céleste Empire, elles ont recours à des fictions diplomatiques; par

des concessions de mines ou de chemins de fer, elles étendent leurs zones d'exploitation.

C'est bien, en effet, pour leur plus grand profit que les Européens poursuivaient leur rapprochement avec les peuples d'Extrême-Orient. Mais ce sera peut-être un jour à leur détriment. La révélation de la puissance japonaise n'est-elle pas l'avant-coureur certain de la révélation de la puissance chinoise ? Le temps ne viendra-t-il pas, où « les Jaunes » renversant les rôles, se retourneront contre les envahisseurs occidentaux et refermeront les portes de l'Orient ? C'est la question du « péril jaune » à laquelle nous avons consacré un chapitre.

Il y a déjà eu en Chine des secousses violentes — telle l'affaire des Boxeurs — déterminées par l'ambition des nations étrangères, par le choc de leur civilisation envahissante contre la civilisation figée sur place des Célestes.

C'est parce que cette civilisation ne leur donnait pas toutes les garanties désirables, que les puissances ont eu soin, dans les actes diplomatiques qui ont fixé leurs limites d'extension, d'assurer à leurs nationaux ayant leur résidence en Chine, certains droits dont nous donnons un rapide aperçu dans un dernier chapitre. Le Japon qui avait dû les consentir à l'époque où il sortit de son isolement, a poursuivi avec persévérance la conquête de sa souveraineté territoriale.

Notre travail s'arrête là. Nous aurons vu l'Extrême-Orient se transformer dans l'espace d'un demi-siècle, le Japon s'européaniser, la Chine dépecée par l'Europe, se ressaisir et montrer qu'elle peut aussi se renouveler. Bien qu'on ait dit qu'Européens et Asiatiques n'arriveront jamais à se comprendre à cause des différences de mentalité et de moralité qui existent entre les races, il faut croire que l'entente deviendra possible. Ce sera le jour où l'Europe sauvegardera les intérêts essentiels et les droits des Asiatiques, tout en s'assurant contre toute agression de leur part. Les puissances doivent s'unir comme après la crise de 1900; elles doivent mettre fin aux ambitions particulières, aux compétitions égoïstes, établir entre elles un certain équilibre et se lier par des traités conçus de telle sorte qu'aucune d'elles ne puisse les enfreindre sans soulever aussitôt l'opposition des autres. Si l'Europe ne veut pas comprendre, elle se prépare de longues et terribles épreuves.

CHAPITRE PREMIER

Traités avec l'Europe

§ I. — *Traités de Nankin et de Whampoa*

Les nations européennes ont d'abord cherché à acquérir en Asie des avantages commerciaux, des traités de commerce ; mais ce n'est pas sans de grandes difficultés qu'elles ont atteint leur but. Le plus souvent en effet la Chine n'a cédé qu'à la force, ne faisant de concession sérieuse qu'à la suite d'une guerre malheureuse.

L'Angleterre fut la première des nations occidentales à s'en apercevoir, mais elle fut aussi la première des puissances venant en Chine par mer, à signer une convention régulière avec l'Empire du Milieu. C'est après la guerre de l'opium, que le plénipotentiaire anglais signait le traité de Nankin, le 29 août 1842 (1), avec le commissaire chinois, le mandarin Ki-Ying. Pour la première fois, la Chine reconnaissait à une nation européenne le droit de faire le commerce chez elle. Le nouveau traité n'avait en vue

(1) CORDIER. *Relations de la Chine avec les puissances occidentales*, I, p. 15.

en réalité que de favoriser les commerçants anglais ; il faisait ouvrir au commerce les ports d'Amoy, de Shanghai, de Fou-Tchéou et de Ning-po, ce qui avec Canton, portait à cinq le nombre des ports ouverts ; l'île de Hong-Kong à l'embouchure même de la rivière de Canton, était cédée en toute propriété à la Grande-Bretagne.

Sir Henry Pottinger au moment de la ratification du traité, y introduisit des dispositions qui créaient un droit nouveau en donnant aux Anglais en Chine la garantie de la juridiction consulaire. Il convint de plus avec le commissaire impérial d'un tarif douanier et d'un règlement de commerce.

Déjà, à cette époque, les Pays-Bas, possesseurs dans les mers voisines, des îles de la Sonde et des Moluques, la Prusse et la Belgique, voulant ouvrir de nouveaux débouchés aux produits toujours croissants de leurs manufactures, se préparaient à suivre la voie ouverte par l'Angleterre.

La France s'occupait elle aussi des moyens d'assurer dans les mers de Chine, une protection efficace à nos intérêts politiques et commerciaux. Bien que notre commerce avec la Chine s'élevât à peine à deux millions de francs, bien que le gouvernement Chinois eût ordonné l'extension du traité de Nankin à tous les étrangers, elle ne pouvait rester en arrière. Pacifiquement elle allait obtenir de la Chine un arrangement semblable quant aux rapports commerciaux, à celui signé à Nankin par la Grande-Bretagne.

M. de Lagrené, ministre de France à Athènes, fut chargé de ce soin par M. Guizot. Il devait se faire

accorder non seulement les mêmes privilèges que ceux concédés à l'Angleterre, mais aussi les mêmes garanties, c'est-à-dire conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la Chine, traité par lequel l'empire chinois se trouverait lié envers la France comme il l'était avec l'Angleterre. « Il devait aussi se procurer des notions détaillées tant sur les produits de l'agriculture et de l'industrie française qui pouvaient, avec le plus de chances de succès, se présenter sur les marchés de la Chine, que sur les marchandises de ce pays susceptibles de trouver place dans notre consommation intérieure et de composer utilement pour nos navires des charge-ments de retour » (1).

Le traité que devait conclure M. de Lagrené fut signé le 24 octobre 1844 à Whampoa, à bord de *l'Archimède* (2).

Rédigé sur le modèle du traité anglais, le traité de Whampoa, autorisait les Français à s'établir dans les cinq ports ouverts ; il reconnaissait le principe du droit des gens, le principe de la propriété privée dans ces mêmes ports ; il admettait la libre concurrence dans l'Empire du Milieu au profit des étrangers, en consacrant l'abolition déjà admise dans le traité anglais, de la Corporation des *marchands hannistes* qui avaient le privilège de faire le commerce avec les

(1) Lettre de M. Guizot à M de Lagrené, p. 10.— Ch. LAVOL-
LÉE, *France et Chine*, p. 10.

(2) CORDIER, *op. cit.* I. p. 17.

étrangers ; il plaçait les nationaux français sous la protection de leurs consuls et sous leur juridiction ; ce moyen des plus efficaces pour sauvegarder les intérêts européens était tiré du système des capitulations signées par l'Empire Ottoman et les puissances chrétiennes.

Mais le traité de Whampoa était plus complet que le traité de Nankin, le plénipotentiaire français ayant tenu à faire mieux et à obtenir davantage que son prédécesseur. Les consuls français ne sont plus tenus, comme les consuls anglais, de réprimer le commerce de contrebande et le trafic de l'opium, ils ne sont plus responsables des droils de douane. Le traité obtenait aussi le droit de relâche sans commerce dans un port non ouvert, ce que n'avait pas stipulé le traité anglais.

M. de Lagrené n'oublia pas la question religieuse. Le christianisme était prohibé dans l'empire chinois et le plénipotentiaire français voulait obtenir sur ce point une réforme de la législation Chinoise. « Peut-être, écrivait-il, le seul moyen de rapprochement efficace entre la Chine et le reste du monde, réside-t-il dans l'élément chrétien. Grâce à sa diffusion, les barrières, espérons-le, finiront par tomber quelque jour, et les deux civilisations sinon par se confondre au moins par se rapprocher et se donner la main. Ce sont là peut-être des rêves, mais du moins ils ne manquent pas de grandeur » (1). En tout cas, c'est à

(1) Lettre à M. Guizot. *France et Chine, Op. cit.* p. 132.

M. de Lagrené que le christianisme vit des mesures de tolérance succéder à une période de persécution. L'article 22 du traité de Whampoa, donnait encore aux Français le droit d'établir des églises, des hôpitaux, des hospices, des écoles et des cimetières dans les cinq ports ouverts. Il demeure le point de départ de nos rapports avec le Céleste Empire. Certains de ses articles ont été modifiés dans la suite, à mesure que les relations de la Chine avec les pays étrangers se sont développées.

§. II. — *Traités de Tien-Tsin. 1858*

La paix perpétuelle, *l'amitié de dix mille ans* que la Chine venait de conclure avec les nations de l'Occident, devait être soumise à de rudes épreuves. Et pouvait-il en être autrement ? Comme charbonnier est maître chez soi, les Chinois se croient le droit de l'être chez eux, et malgré le traité de paix, ils ne cessaient pas de mépriser les Occidentaux traités de « Barbares » dans les documents officiels. Ces occidentaux, confinés à Canton et dans les ports dont ils venaient d'obtenir l'accès, étaient impatients d'en sortir pour aller vers le Nord de l'Empire qui leur était encore fermé, et d'augmenter leurs privilèges. Convaincus de la supériorité de leur civilisation, ils supportaient mal les procédés sommaires des autorités chinoises et de nombreux incidents vinrent, dès le début, leur prouver la fourberie et la duplicité Chinoises.

Les Chinois en effet tâchaient de fermer en fait,

les ports ouverts en droit. L'hostilité de la population, des révoltes ne permettent pas aux Européens de profiter des avantages obtenus; des pirates infestent les mers de Chine et la marine anglaise doit faire la police du littoral; les consuls et les étrangers se voient soumis à toutes sortes d'avaries et d'injures. Les promesses de tolérance religieuse sont oubliées comme les autres : en 1848, aux environs de Shanghai trois missionnaires anglais sont assassinés; en 1856 un missionnaire français, l'abbé Chapdelaine, est mis à mort dans le Kouang-Si, après avoir souffert les plus cruelles tortures.

L'Angleterre et la France finirent par se lasser de l'inexécution continuelle des traités. L'Angleterre vit un prétexte d'intervention dans la saisie de plusieurs matelots chinois, à bord de l'*Arrow*, embarcation portant pavillon anglais. N'obtenant pas satisfaction du vice-roi de Canton, Yeh, pour cet acte considéré comme une violation du droit des gens, le consul anglais Parkes fit attaquer les forts de la rivière de Canton et bombarder la ville. Par représailles, les factoreries européennes étaient incendiées par les Chinois quelques jours après (13 décembre 1856). De fait la guerre était déclarée. L'Angleterre avait en cette circonstance l'appui de la France; les intérêts français en Chine étaient sans doute moins considérables que les intérêts anglais, mais la politique poussait la France à intervenir; et voilà pourquoi les cabinets de Paris et de Londres se concertèrent pour une action commune.

La campagne fut à la fois militaire et diplomatique :

les opérations militaires furent confiées aux amiraux Seymour et Rigault de Genouilly; lord Elgin pour la Grande-Bretagne, le baron Gros, sénateur de l'Empire, pour la France, reçurent la direction diplomatique de la mission.

Arrivés à Hong-Kong à la fin de 1857, les plénipotentiaires européens, par un ultimatum demandent d'abord au vice-roi de Canton, l'exécution des traités, le libre accès de la ville et la réparation des préjudices causés aux personnes et à la propriété; en même temps les amiraux établissent le blocus de la ville et du port de Canton; l'ultimatum ajoute que les alliés doivent occuper l'île de Ho-nan et les forts qui défendent la rivière de Canton, jusqu'au jour où seront signés les traités qu'ils se proposent de conclure avec l'Empereur de Chine. Le Vice-Roi repousse l'ultimatum; le 27 Décembre, les alliés occupent Canton, embarquent le Vice-Roi pour l'Inde, et commencent à s'occuper de l'objet réel de leur mission.

Lord Elgin et le baron Gros envoient au premier ministre de l'Empereur une note commune, dans laquelle ils exposent les bases du traité que leurs gouvernements leur ont donné mandat de négocier: ils déclarent que les opérations militaires seront arrêtées et qu'ils iront eux-mêmes attendre à Shanghai un représentant de l'empereur pour régler les questions en litige.

Le gouvernement chinois, une fois de plus, eût recours aux moyens dilatoires. La réponse ne venait pas d'abord du premier ministre de l'Empereur, mais des gouverneurs des deux Kiangs et de Kiang-Sou;

d'autre part les ministres européens étaient invités à soumettre leurs propositions à Canton même, car nul commissaire impérial ne pouvait traiter d'affaires à Shanghai. Selon les idées chinoises, en effet, les communications avec les étrangers doivent passer par l'intermédiaire du vice-roi de Canton, investi à cet effet du titre de commissaire impérial.

Il fallait en venir aux moyens violents. Lord Elgin et le baron Gros n'hésitèrent plus quand le comte Poutiatine, qui s'était joint à eux comme plénipotentiaire russe, leur eût annoncé que d'après une lettre reçue de Taou, gouverneur général du Petchili, l'Empereur refusait formellement d'admettre à Pékin les ambassadeurs européens. Le 20 mai 1858, un combat de deux heures mit au pouvoir des alliés les forts de Takou qui commandent l'entrée du Peï-ho, et, le 29, les ministres étrangers se trouvaient à Tien-Tsin.

Les conférences pour la rédaction des traités commencèrent dès les premiers jours de juin avec les commissaires impériaux, Kouei-Liang et Houa-cha-na. Le 6, première discussion destinée à préciser les points principaux des traités à conclure, dont l'une des clauses essentielles était la faculté d'accréditer des représentants diplomatiques auprès de l'Empereur de Chine avec résidence à Pékin. Cette disposition fut la plus dure à arracher aux commissaires chinois qui, dès le premier jour, avancèrent pour en obtenir le rejet, toutes sortes d'arguments, aussi bien la volonté de l'Empereur qui ne consentirait jamais à l'accepter, que la mauvaise saison : « le nord de la

Chine est si froid », écrivait-ils. Ils invoquaient aussi l'irritation du peuple : les Chinois considéraient en effet comme une véritable profanation l'admission des représentants étrangers à la cour de Pékin : et nous verrons qu'il faudra une nouvelle guerre pour triompher de leurs préjugés sur ce point.

La discussion se poursuivait sans avancer beaucoup, quand un jour les représentants de l'Empire du Milieu remirent à leurs collègues européens, une note rejetant à peu près toutes les demandes de ces derniers. Lord Elgin et le baron Gros comprenant qu'ils avaient été bernés, déclarèrent aux mandarins que ce jeu avait assez duré et que leurs atermoiements indiquant un refus, les troupes alliées allaient reprendre leur marche sur Pékin.

La menace suffit pour provoquer le 11 juin une note Chinoise accordant satisfaction sur tous les points. Le 26 juin 1858, le traité anglais était signé ; le 27 le traité français l'était à son tour. La Russie moins exigeante, avait conclu le sien quelques jours auparavant.

Les traités de Tien-Tsin donnaient à l'Angleterre et à la France des avantages à peu près identiques sous le rapport commercial : « le traité français était plus modéré que le traité anglais sur la question des rapports diplomatiques, il était plus complet sur la question des rapports religieux » (1).

(1) *Revue de D. I. P.* tome 9. p. 397 — DE LAPRADELLE
La question chinoise, op. cit.

En tête des traités est inscrit le grand principe du droit des gens, le respect de la liberté individuelle des étrangers. Le droit de propriété est reconnu aux Européens séjournant dans les ports ouverts au commerce, dont le nombre est augmenté, « l'expérience ayant démontré, dit l'article 6 du traité français, que c'est là une des nécessités de l'époque » (1). A côté d'autres clauses concernant les droits de douane, de navigation, de juridiction, le baron Gros avait stipulé la liberté de la propagande religieuse et le libre exercice du culte, tandis que lord Elgin s'était montré impitoyable sur la question du droit d'ambassade permanente à Pékin.

§. III. — *Traités de 1860*

L'orgueil chinois ne devait pas encore capituler sur ce point et cette clause, dans quelques temps, devait mettre le feu aux poudres. Si l'Europe en effet, nourrissait l'espoir de goûter les bienfaits d'une paix durable, grâce aux concessions obtenues par l'Angleterre et la France, les faits se chargèrent bientôt de montrer le peu que les traités valent pour les Chinois.

Se conformant aux conventions signées les 26 et 27 juin 1858, l'Angleterre et la France chargeaient MM. Bruce et de Bourboulon de se rendre à Pékin où devait avoir lieu l'échange des ratifications. Un premier obstacle arrêta les envoyés européens à Shangai

(1) H. CORDIER. *Histoire des Relations de la Chine* I. p. 23. *op. cit.*

où leur parvenait la nouvelle qu'on se préparait à défendre la route de Pékin.

Des dignitaires chinois qui les y attendaient, essayèrent d'abord de leur arracher quelques modifications aux clauses des traités, puis les sollicitèrent d'en échanger les ratifications sur place et non à Pékin. MM. Bruce et de Bourboulon, s'en tenant aux traités, n'écoutaient rien et prenaient le chemin de la capitale, escortés par un bâtiment de l'escadre française et par la division anglaise; le 20 juin, ils arrivaient à l'embouchure du Peï-ho. Ils doutaient, non sans raison, de la loyauté chinoise, car l'empereur Hien-Fong avait résolu de résister aux « Barbares de l'Occident » : l'entrée du fleuve était barrée et ce furent les canons des forts de Takou qui les accueillirent. L'escadre qui avait subi des pertes sérieuses, ramena les plénipotentiaires à Shangaï.

La Chine essayait cependant d'arranger ce qu'elle appelait le *malentendu* de Takou; directement ou indirectement elle cherchait un terrain d'entente. Mais la guerre était inévitable et les gouvernements anglais et français étaient décidés à venger l'insulte faite à leur pavillon. La nouvelle expédition comprenait 20.000 hommes : 12.000 Anglais, sous les ordres du lieutenant général sir Hope Grant, 8.000 Français commandés par le général Cousin-Montauban; lord Elgin et le baron Gros, qui avaient signé les traités de Tien-Tsin, furent de nouveau envoyés en Chine.

Le 9 mars 1860, les diplomates si mal reçus l'année précédente, MM. Bruce et de Bourbonlon, remettaient au commissaire impérial, vice-roi des deux Kiangs,

un ultimatum contenant des conditions identiques. Ils réclamaient des excuses, la double promesse que les plénipotentiaires européens pourraient aller sans obstacles à Pékin et que l'Empereur était décidé à y échanger les ratifications des traités, enfin une indemnité ; le tout dans un délai de trente jours.

Contrairement aux habitudes évasives de la diplomatie chinoise, la réponse apporta un refus très net de satisfaction, affectant de mettre la France en dehors de tout ce qui s'était passé à Takou et en faisant porter toute la responsabilité à l'Angleterre.

Les forces alliées furent donc chargées de contraindre le gouvernement Chinois à tenir ses engagements. Une conférence eût lieu à Shangaï entre les ministres de France et d'Angleterre et les généraux de Montauban et Grant. On décida d'occuper l'île de Chusan, dont la capitale, Ting-haï, se rendait sans résistance le 21 avril.

Le 11 juillet, lord Elgin et le baron Gros se trouvaient à Tche-Fou où les généraux avaient transporté leur base d'opérations. D'un commun accord, ils résolurent de laisser arriver les troupes jusqu'à Tien-Tsin, avant d'engager la conversation avec Pékin, où toute longanimité de la part du vainqueur a toujours été considérée, non comme une marque de générosité, mais comme une preuve de faiblesse. Le 1^{er} août, les alliés occupent sans coup férir la ville et les forts du Pétang ; le 21, ils sont à Takou et le 24, à Tien-Tsin.

La prise de Pétang avait suffi pour produire sur les Chinois un effet moral considérable. Elle valut au

baron Gros une lettre du vice-roi du Tchili annonçant l'arrivée de deux dignitaires chinois munis de pleins pouvoirs. Ceux-ci écrivaient à leur tour : « Nous avons reçu un décret de l'Empereur qui nous prescrit de venir vous donner des explications complètes. Sa Majesté craignant que le gouverneur du Tchili n'ait pas su conserver les relations pacifiques qui existaient entre nous, nous sommes arrivés à Tien-Tsin pour nous entendre avec vous et vous accompagner ensuite à Pékin, afin d'y échanger les ratifications du traité et d'assurer ainsi la paix entre les deux empires » (1).

A Tien-Tsin, lord Elgin et le baron Gros apprenaient qu'un décret impérial nommait comme plénipotentiaires pour traiter de la paix, Kouei-Liang et le gouverneur général Hang. La première entrevue eut lieu le 31 août, et les Chinois acceptèrent les conditions du traité de 1858, ainsi que toutes celles de l'ultimatum notifié au mois de mars précédent.

L'accord semblait complet, quand les ministres européens s'avisèrent de demander à leurs collègues célestes communication de leurs pouvoirs ; quel ne fut pas leur étonnement, d'apprendre après force détours, que les deux Chinois n'avaient aucune mission officielle et ne pouvaient traiter qu'*ad referendum* !

La marche sur Pékin arrêtée un moment, fut reprise sans hésitation après cette nouvelle fourberie du

(1) LAVOLLÉE. *France et Chine*, p 346.

gouvernement chinois. En chemin, de nouvelles propositions de paix arrivaient, souples et pressantes ; mais lord Elgin et le baron Gros ne voulaient traiter qu'à Toug-Tchéou, plus près de Pékin. Ils eurent pourtant le tort de ne pas s'y rendre avec les troupes qui les accompagnaient.

Les alliés s'arrêtaient en effet avant d'arriver à Toug-Tchéou, tandis que MM. Parkes et de Bastard se rendaient dans cette ville afin de rédiger les articles du traité, de concert avec les commissaires chinois ; ils étaient escortés d'une petite troupe, comprenant onze français et vingt-six anglais, envoyés en reconnaissance pour se procurer des vivres et des fournitures.

L'accord se faisait encore une fois entre les délégués chinois et européens. Mais l'odieux guet-apens du 18 septembre, obligea lord Elgin et le baron Gros à remettre à plus tard la formalité de la signature de la paix. L'armée chinoise s'était en effet présentée devant les troupes alliées, avait fait prisonniers les français et les anglais envoyés en reconnaissance et mis à mort certains d'entre eux. L'abominable conduite des Chinois reçut du reste son châtimement le 21 septembre, en même temps que les Européens étaient vengés : les 40.000 combattants du général San-ko-lin-sin étaient complètement mis en déroute dans leur forte position de Palikiao, par les 6.000 Anglo-Français qui campaient après la bataille à 18 kilomètres de Pékin.

De nouveau les Chinois parlèrent de paix par l'intermédiaire du prince Koung, frère de l'Empereur.

Lord Elgin et le baron Gros étaient décidés à écouter leurs propositions, mais ils exigèrent auparavant la reddition immédiate des Français et des Anglais faits prisonniers à Toug-Tchéou. Le prince Koung répondit qu'ils étaient à Pékin et que leur délivrance aurait lieu dès le rétablissement de la paix. Ce n'était pas ce que voulaient les plénipotentiaires européens ; et de nouveau la marche sur Pékin fut reprise.

Le 6 octobre, les alliés s'établissaient devant la capitale, abandonnée par l'Empereur Hieng-Fong qui avait fui à Djéhol, en Mongolie. Le 7 et le 8, le Palais d'Eté de l'Empereur était occupé par les troupes du général Montauban. La cruauté des Chinois qui avaient fait dix-neuf victimes parmi les Français et les Anglais pris par eux à Toug-Tchéou, excuse le pillage de ce palais, résidence favorite des empereurs de Chine, qui y avaient accumulé des trésors et en avaient fait un véritable musée. Lord Elgin, malgré l'opposition énergique du baron Gros, voulut une réparation qui produisit une impression durable et il donna l'ordre d'incendier le Palais d'Eté (18 octobre 1860).

Le prince Koung n'avait plus qu'à se rendre, et le 20 octobre, il écrivait aux deux ambassadeurs qu'il acceptait leurs conditions. Voici ce qu'il disait au baron Gros : « Je trouve juste que l'on donne aux familles de ceux de vos compatriotes qui ont été maltraités 200.000 taëls (1.500.000 francs) et je vous les remettrai moi-même avec exactitude. Les autorités qui ont fait subir de mauvais traitements à vos nationaux seront punies conformément aux lois et je viens de

recevoir un décret impérial qui enlève à San-ko-lin-sin sa dignité de prince. Quant aux églises catholiques élevées dans chaque province, dès le règne de l'Empereur Kang-hi, à leurs cimetières et à leurs dépendances, il est juste d'en faire une recherche exacte et de vous les rendre. C'est dans les conférences que tiendront ensemble les délégués des deux empires que ces questions pourront être définitivement arrêtés » (1).

Le 22 octobre, les indemnités de 300.000 taëls pour les Anglais et de 200.000 pour les Français victimes du guet-apens de TOUNG-TCHÉOU étaient payées ; le 24 la paix était signée avec lord Elgin et suivie de l'échange des ratifications du traité de 1858 ; le 25 les mêmes formalités étaient accomplies avec le baron Gros.

« D'apparence et sur le papier, l'effet des nouveaux traités était considérable. En 1842-1844, les puissances s'arrêtent au contact extérieur. En 1858-1860 elles entament l'œuvre d'introduction profonde. Instrument de pénétration, le grand fleuve, le Yang-Tsé-Kiang, ouvre son cours, jalonné de ports nouveaux (art. 10) ; les personnes, grâce au passeport délivré par le consul (art. 9), les marchandises, grâce à la passe de transit délivrée moyennant un demi-droit en sus par la douane extérieure (art. 28), peuvent atteindre en principe les districts les plus éloignés de l'Empire » (2).

(1) *France et Chine*. Ch. LAVOLLÉE. *Op. cit.* p. 392.

(2) *Revue de D. I. P.*, tome 10, p. 744. DE LAPRADELLE. *La question chinoise*. *Op. cit.*

C'est de cette époque aussi que date l'organisation dans les ports ouverts, du service impérial des douanes maritimes, composé de fonctionnaires européens, qui substitua la régularité dans la perception des droits à la fantaisie des fonctionnaires indigènes.

Mais ce qui fait l'importance des conventions signées à Pékin en 1860, c'est l'autorisation d'établir des légations européennes dans la capitale du Céleste Empire ; il manquait encore quelque chose cependant : la présence d'agents diplomatiques chinois dans les pays étrangers. Nous verrons le fait s'accomplir quelques années plus tard.

§ IV. — *Traité avec la Russie.*

A la suite de l'Angleterre et de la France, les autres nations de l'Europe entraient en Chine ; leur intérêt les poussait à obtenir à leur tour droit de cité dans Pékin, tout en créant des débouchés pour leurs produits et des centres d'activité commerciale pour leurs nationaux.

La Russie s'avancait par la voie du nord. Sa pénétration en Asie date du milieu du XVI^e siècle ; mais c'est surtout depuis cinquante ans qu'elle y a largement assis sa domination et étendu son influence : grâce à sa situation topographique elle se trouvait maîtresse de toutes les routes qui y donnent accès.

Après avoir conquis le nord de la Sibérie, la Russie atteignait la mer d'Okhost et vers le milieu du XVII^e siècle paraissait sur les bords du fleuve Amour. En 1689, la première des nations du vieux continent,

elle signait avec la Chine un traité, le traité de Nertchinsk, qui délimitait officiellement les frontières russo-chinoises et accordait aux Russes munis d'un passeport régulier, la faculté de circuler en Chine et d'y faire le commerce. Par contre, elle abandonnait, mais avec l'intention d'y revenir, les territoires de l'Amour.

Continuant à s'avancer dans la conquête de l'Asie orientale, la Russie concluait avec l'Empire du Milieu un second traité à Kiatcha le 21 octobre 1727. C'est sur les bases de cet arrangement que se firent les relations entre les deux pays jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

Le 16 mai 1858 en effet, une nouvelle convention avec la Chine, signée à Aïgoun, donnait à la Russie ce qu'elle désirait depuis de longues années, la possession de la rive gauche de l'Amour depuis l'embouchure de ce fleuve jusqu'à l'Argoun. Au mois de juin de la même année, un ministre russe, le comte Poutiatine, s'adjoignait aux plénipotentiaires anglais et français, lord Elgin et le baron Gros, dont nous avons raconté plus haut la mission, et leur annonçait la signature du traité qu'il était venu chercher comme eux et qu'avant eux il obtenait (13 juin 1858), avec des clauses à peu près identiques à celle des traités anglais et français conclus quelques jours plus tard.

A cette époque la Russie avait à Pékin un représentant habile à sauvegarder les intérêts de son pays. Le gouvernement du Tsar désirait avoir une issue sur le Pacifique : le général Ignatiev sut l'obtenir de la Chine. Par un traité additionnel du

14 novembre 1860, le prince Koung, au nom de l'Empereur, cédait en effet à la Russie l'entière propriété des territoires compris entre l'Ousouri affluent de l'Amour et la mer, possédés en commun par les deux pays, depuis la convention d'Aïgoun.

A ce sujet, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg écrivait à la date du 28 février 1861 : « Le dernier traité signé entre la Russie et la Chine a suffisamment mis en lumière les tendances de la Russie à s'établir plus solidement dans l'Océan Pacifique, en jetant dès à présent les bases de débouchés maritimes et de stations navales qui ne soient plus soumis aux rigoureuses conditions climatériques de ceux qu'elle possédait jusqu'ici ; les établissements entre la mer d'Okhost et l'embouchure de l'Amour sont loin d'être abandonnés, et c'est dans la presqu'île comprise entre ce fleuve et l'Ousouri que vont se fonder les nouveaux établissements qui mettront, dans un avenir sans doute encore éloigné, le pavillon russe en mesure de rivaliser dans les mers de la Chine et sur les côtes américaines de l'Océan Pacifique, avec les pavillons de la France, de l'Angleterre et des Etats-Unis. L'emplacement du principal de ces établissements destiné à la marine militaire est déjà fixé et sera dans la baie de Napoléon : il prendra le nom de Vladivostock qui veut dire dominateur de l'Orient » (1).

(1) H. CORDIER, *op. cit.*, I. p. 97.

§ V. — *Traités avec la Prusse, la Hollande, etc.*

La Prusse avait elle aussi formé le projet de signer un traité avec la Chine et s'était mise à la tête des pays constituant le Zollverein allemand pour former une expédition pacifique composée de diplomates, de savants et de délégués commerciaux (15 août 1859). Elle voulait pour ses nationaux des privilèges semblables à ceux déjà concédés aux Anglais, aux Français et aux Russes ; elle cherchait à augmenter son trafic extérieur et à ouvrir de nouveaux débouchés à l'industrie allemande. L'expédition partit ayant pour chef le comte d'Eulenburg. Le 24 janvier 1861, elle passe un traité avec le Japon ; elle s'embarque pour la Chine et le 7 mars arrive à Shanghai ; le 8 mai elle est à Tien-Tsin où commencent les pourparlers avec le gouvernement impérial. Celui-ci fait des difficultés ; il ne connaît pas le Royaume de Prusse, « ignore entièrement, écrit le prince Koung, à quelle catégorie d'Empires il appartient, » et se renseigne à la Légation de France. On lui démontre qu'il est de l'intérêt des deux pays de s'allier par un traité de commerce et consent alors à nommer un plénipotentiaire pour suivre les négociations.

Mais de nouvelles difficultés se présentent que M. de Bourboulon fait connaître à notre Ministre des Affaires étrangères dans une lettre du 22 juin 1861 : « Le gouvernement chinois, sans se refuser à reconnaître à la Prusse la qualité de *grande puissance*, ne comprend pas comment il serait obligé de lui accorder de prime abord tous les droits, toutes les préro-

gatives, — encore mal acceptées, mal digérées par son vieil orgueil, — qu'il a été contraint par de longs antécédents, et en dernier lieu, par deux défaites signalées, de consentir au profit d'autres puissances européennes, et croit qu'en offrant de bonne grâce de signer un traité commercial avec la Prusse l'admettant à tous les avantages de cette nature concédés aux autres nations qui ont déjà des traités avec la Chine, il satisfait, quant à présent, à tout ce qu'on peut raisonnablement exiger de lui » (1).

Le cabinet de Pékin ne voulait pas en effet introduire dans le traité la clause de la nation la plus favorisée, la préférence du texte allemand dans l'interprétation du traité, la faculté de résider à l'intérieur et la clause autorisant la résidence à Pékin d'un agent diplomatique allemand. Grâce à l'appui de la Légation de France qui lui avait prêté son propre interprète, le comte d'Eulenburg finit par obtenir tout ce qu'il demandait, acceptant cependant que la Prusse ne serait représentée à Pékin que cinq ans après l'échange des ratifications. Le 2 septembre 1861, le traité fut signé et ratifié à Shanghai le 14 janvier 1863.

Les autres nations obtiennent peu à peu des traités spéciaux. Les Portugais établis en Extrême-Orient dès le XVI^e siècle, avaient fondé en 1553 la ville de Macao, dans l'île de Hiang-Chan, à l'embouchure de la rivière de Canton, et pour cela ils payaient aux

(1) H. CORDIER. *Op. cit.* 1. p. 139.

Chinois une redevance annuelle de 500 taëls. Les relations entre la Chine et le Portugal firent l'objet d'un traité nouveau en 1862, mais des difficultés de texte empêchèrent la ratification et le traité ne fut repris qu'en 1887.

Signalons enfin un traité danois de Tien-Tsin du 13 juillet 1863 ; un traité hollandais du 6 octobre 1863 ; un traité espagnol du 10 octobre 1864. La Belgique signait un traité le 2 novembre 1865, l'Italie le 26 octobre 1866 ; et l'Autriche en dernier lieu, le 2 septembre 1869.

CHAPITRE II

De 1860 à 1885

§. 1. — *Obstacles mis par la Chine à l'exécution des traités*

La pénétration européenne en Chine avait déjà fait du chemin. Le Céleste Empire à la suite de nombreux traités, avait dû sortir de son immobilité et de son isolement séculaires, ouvrir ses ports et son arrière-pays à l'influence du christianisme et de la civilisation.

D'autre part, l'installation des légations à Pékin où dès 1861 flottaient les trois pavillons d'Angleterre, de France et de Russie, ainsi que la création d'un bureau analogue à notre ministère des affaires étrangères, le Tsoung-li-Yamen étaient d'excellentes mesures pour consolider et rassurer désormais les relations entre l'Empire du Milieu et les nations étrangères.

Mais voilà que celles-ci doivent surveiller l'exécution de leurs traités, alors qu'elles croient n'avoir qu'à les perfectionner, grâce aux clauses de révision qui s'y trouvent. La Chine est en effet toujours décidée à ne pas exécuter les traités signés par elle ; elle ne veut pas cesser de mettre en péril tous les droits qu'ils accordent ; elle profitera de toutes les occasions

pour ne pas tenir ses engagements, pour soulever des difficultés, des controverses et montrer son mépris et sa haine des étrangers : elle jette la pierre, mais cache le bras ; son mauvais vouloir est manifeste, « mais sa pensée se laisse moins voir » (1).

La révolte des Taï-pings en est bientôt une preuve. Les rebelles sont un danger pour les Européens : ils arrêtent le commerce, s'emparent des marchandises, se livrent au pillage et au vol. Les étrangers doivent d'abord défendre leurs concessions et protéger leurs établissements ; puis le gouvernement impérial leur demande des armes et des navires pour réprimer la rébellion, et il forme, sous l'inspiration de l'Angleterre, *l'Ever Victorious Army*, *l'Armée toujours victorieuse* (2), composée de Chinois comme hommes de troupe, et d'étrangers, la plupart américains, comme officiers. Les étrangers prêtent donc leur concours à la Chine dans cette circonstance, et le rétablissement de l'ordre va leur permettre d'augmenter leur commerce, grâce à l'accès maintenant possible du grand fleuve de Yang-Tzé-Kiang et de l'intérieur de l'Empire.

De fait un progrès se produit dans le commerce de certains pays, dans celui de l'Angleterre surtout. « Dans les Livres Bleus, dit M. de Lapradelle, qui donnent le graphique de l'importation britannique, le trait, stationnaire de 1858 à 1860, puis brusquement

(1) *La question chinoise*. DE LAPRADELLE. *Revue D. I. P.* *op. cit.* p. 753, tome 10.

(2) H. CORDIER. I. p. 204. *op. cit.* et DE LAPRADELLE, p. 747, Tome 10.

abaissé (1862) remonte vivement, regagne l'ancien niveau (1864), puis s'élève, en bonds rapides, jusqu'à une hauteur double de l'ancienne. Importations : plus de £ 4.000.000 en 1858-1860 ; plus de £ 8,000.000 en 1869. Exportations : plus de £ 7.000.000 en 1858 ; plus de £ 11.000.000 en 1868. Entre ces deux dates, l'importation double, l'exportation augmente de moitié » (1).

Mais, malgré les services qu'elle en a reçus, la Chine ne songe qu'à éloigner les étrangers ; la reconnaissance lui est inconnue. D'autres pays, comme le Japon, ayant conscience de leur infériorité, se sont efforcés d'y remédier, en sollicitant des conseils et des leçons de ceux qu'ils reconnaissaient pour leurs maîtres et avec lesquels ils tâchaient par la suite d'entretenir des relations amicales.

En Chine, rien de tel ; l'ensemble de la nation, peut-on dire, met des obstacles au libre accès des étrangers et à l'exécution des traités.

La libre circulation des bateaux à vapeur permise sur le Yang-Tzé-Kiang pendant la révolte des Taï-pings et pour faciliter leur répression, est interdite après, sous prétexte d'empêcher le transport frauduleux des armes et des munitions.

L'impôt de guerre appelé *li-kin*, perçu par les mandarins comme moyen de répression des insurgés, subsiste une fois la paix rétablie et pèse durement

(1) DE LAPRADELLE. *La Question Chinoise*. -- *Revue D. I. P.* p. 749-750. tome 10.

sur les chinois comme sur les étrangers ; le commerce étranger ne peut pas profiter de *la passe de transit*, octroyée par le gouvernement impérial à tous ceux qui auront payé un droit de 5 % *ad valorem*, droit supplémentaire de moitié des douanes extérieures et affranchissant des douanes intérieures : les autorités locales n'en tiennent aucun compte, exigeant malgré tout le paiement du li-kin.

Bien plus, la Chine n'exécute pas les clauses des traités, mais elle les interprète à sa guise et de la manière la plus restrictive ; elle n'en respecte pas l'esprit. C'est ainsi qu'elle ne veut pas laisser établir les étrangers dans les ports non ouverts par les traités, elle autorise seulement la circulation en vertu des passeports, mais non la faculté de résider, de louer des maisons et d'ouvrir des magasins. Comment faire le commerce sans ces accessoires indispensables ?

La pénétration intérieure souhaitée par le commerce, désireux de profiter des immenses ressources de production et de consommation offertes par l'énorme population du Céleste Empire, donne matière à de perpétuelles complications, si bien que le ministre anglais, sir F. Bruce, découragé, écrit : « Dans une contrée comme la Chine, la conclusion d'un traité n'est pas la fin, mais le commencement des difficultés » (1).

C'est vainement que son successeur, sir R. Alcock,

(1) DE LAPRADELLE. *Op. cit.* p. 757.

fait entrevoir au gouvernement impérial les avantages que la Chine peut retirer des inventions de l'Europe, de la science et des lumières des étrangers. Arrière tout cela ! L'orgueil de la Chine aurait à souffrir des concessions de chemins de fer, de mines ; des navires à vapeur qui ruineraient par leur concurrence le commerce des jonques ; de la résidence à l'intérieur, car les *diabls d'Occident* ruineraient par leurs manufactures le tissage indigène et seraient assez téméraires pour choquer partout ses idées, ses croyances, humilier son amour-propre et troubler son repos.

Le commerce extérieur passe encore : la Chine ne peut s'en défendre, et sur ce point elle est disposée à faire des concessions. Aussi, quand le ministre britannique parle de la révision du traité de Tien-Tsin, en 1867, le plénipotentiaire chinois, prince Koung, repousse-t-il tout ce qui touche à la pénétration intérieure, pour ne vouloir s'occuper que de la pénétration extérieure et sur ce point, il accepte toutes les demandes de sir R. Alcock.

Nous empruntons à M. de Lapradelle une analyse de la convention signée le 23 octobre 1869.

« Art. 7. — Il est stipulé que les vaisseaux de commerce ne seront appelés à payer les droits de tonnage qu'une fois en quatre mois. Art. 8. — Il est stipulé que tous les navires marchands avertiront les douanes de leur port de destination et leur remettront leur manifeste d'exportation au moment d'appareiller ; l'amende pour manifestes falsifiés n'excèdera pas 500 taëls. Art. 9. — Dans tous les cas d'amendes résultant d'infractions aux règlements des douanes,

le surintendant ou commissaire des douanes pourra siéger au Tribunal et prendre part à l'enquête avec le consul britannique ; et dans tous les cas de confiscations, résultant d'infractions aux règlements des douanes, le Consul britannique pourra siéger au Tribunal et prendre part à l'enquête avec le surintendant ou le commissaire des douanes ; l'Angleterre et la Chine rédigeront en commun un Code commercial. Art. 10. — La Chine accordera des licences aux pilotes ; et l'Angleterre interdira le pilotage aux sujets britanniques. Art. 11. — Les drawbacks accordés aux marchandises étrangères pour la réexportation sont convertibles dans les trois mois, à la banque de douane en argent comptant ; et passé le délai de trois ans, n'entrent plus en compte pour le droit d'exportation..., etc. Bref, toute une série de mesures pour assurer le pilotage, l'entretien et la réparation des navires, leur approvisionnement de charbon, les formalités de douanes, l'emmagasiner des marchandises et le jugement consulaire des ports à traité (1) ».

Cette convention mécontenta l'opinion anglaise et ne fut pas ratifiée par le gouvernement britannique : sir R. Alcock avait eu le tort de n'obtenir que de médiocres avantages au point de vue de la pénétration intérieure : ouverture de mines de charbon en deux ou trois endroits, ouverture des eaux intérieures

(1) DE LAPRADELLE. *La Question Chinoise*. R. D. I. P. p. 767, *Op. cit.* tome 10.

aux navires anglais, mais de type chinois, à rames ou à voiles ; ouverture d'un seul port fluvial, etc.

Il semble bien que la non ratification fut un tort. La Chine avait, en effet, volontairement accordé de nouveaux avantages au commerce extérieur : ne convenait-il pas d'en profiter en attendant mieux ?

Toujours est-il qu'il en résulta un trouble profond et un arrêt dans les relations amicales, réelles ou simulées peu importe, que le gouvernement chinois entretenait avec les puissances.

§ II. — *Revision des traités*

Les puissances, il est vrai, trouvèrent bientôt l'occasion d'engager de nouveaux pourparlers avec la Chine.

Dans les provinces de l'Empire, le parti anti-étranger ne désarmait pas ; des écrits circulaient présentant les Européens comme les plus grands ennemis, rappelant « qu'ils avaient violé Pékin, envahi les domaines impériaux, ruiné les temples des ancêtres, brûlé les palais, pillé les habitations des grands et du peuple » (1). Les sociétés secrètes, dont l'influence était considérable, avaient toutes la haine des « diables d'Occident », malgré leur but religieux, militaire ou social plus ou moins apparent. Le christianisme était l'objet de vives attaques : on l'accusait de tromper et d'égarer les masses ignorantes, de faire

(1) H. CORDIER, *op. cit.* I. p. 328.

circuler des compositions dépravées, de relâcher par ses principes les liens établis de la société.

Les résultats de ces intrigues ne devaient pas tarder à se produire : des scènes d'incendies et de massacres éclatent dans différents endroits ; tout près de la capitale à Tien-Tsin, un crime atroce est commis le 21 juin 1870 : le consul de France, le chancelier, les missionnaires et sœurs de la Charité, des nationaux russes, en tout vingt étrangers sont mis à mort de la manière la plus barbare qu'il soit possible d'imaginer : la cathédrale est livrée aux flammes.

Des navires de guerre venus au secours des étrangers mettent fin aux massacres, cependant que les représentants des Puissances à Pékin, font connaître au prince Koung leur douleur et leur indignation, à la suite des atrocités commises et demandent au gouvernement chinois, que justice soit faite, en même temps que des actes irrécusables, démontrant sa ferme volonté d'assurer dans toute l'étendue de l'Empire la sûreté des citoyens confiés à sa loyauté.

Les massacres de Tien-Tsin survenus à une époque où la France avait à soutenir en Europe une guerre malheureuse, ne furent pas vengés comme ils auraient dû l'être. Des excuses présentées au gouvernement français par un envoyé spécial chinois, quelques condamnations à mort, des peines d'exil, des indemnités pécuniaires furent le prix du sang versé.

Un moment, ils portèrent l'attention des diplomates vers les questions religieuses et c'est surtout pour favoriser l'établissement des missions dans l'inté-

rieur de la Chine que nos chargés d'affaires à Pékin, comte de Rochechouart et M. de Geoffroy, présentaient l'un en 1871, l'autre en 1872, des projets de traités demandant pour le gouvernement français le droit de nommer des consuls dans les villes choisies par lui et ouvertes ainsi aux étrangers.

Ils n'oubliaient pas néanmoins les questions diplomatiques, car il restait encore un pas à faire sur ce point, une innovation à établir. Jamais encore en 1872, les ministres européens accrédités près la Cour de Pékin, n'avaient pu présenter leurs lettres de créance à l'Empereur en une audience solennelle, les Chinois ayant toujours trouvé un moyen de retarder cette cérémonie désagréable pour eux. En 1873, un nouvel Empereur TOUNG-TCHÉ monta sur le trône et tous les ministres en profitèrent pour demander, par une note collective, l'honneur de présenter au nouveau souverain leurs respects et leurs félicitations au nom de leurs Gouvernements. Et cette fois satisfaction leur fut donnée, car l'étiquette de la réception une fois réglée, l'audience eut lieu le 29 juin 1873.

Un dernier progrès devait s'accomplir bientôt. Pendant que d'autres puissances entament la revision de leurs traités, que l'Allemagne se préoccupant d'augmenter son trafic extérieur, cherche des points d'appui pour ses navires dans les mers de Chine, une nouvelle affaire, l'affaire Margary permet à l'Angleterre d'entamer de nouveaux pourparlers avec le cabinet de Pékin, dans lesquels elle mêle toutes les questions, diplomatiques, commerciale, judiciaire, etc.

Depuis longtemps l'Angleterre rêvait une route commerciale de son empire des Indes vers la Chine par la Birmanie ; ses ministres dès le commencement du XIX^e siècle, ont jeté leur dévolu sur cette région, qui occupe la partie occidentale de l'Indo-Chine, et qui devait leur donner un rapide débouché vers le Céleste Empire. Elle voulait tenter du côté de la terre l'œuvre de pénétration intérieure, arrêtée du côté de la mer. Les Birmans avaient défendu leur indépendance : une première guerre en 1824 avait été suivie d'un traité leur enlevant certaines parties de leur territoire du côté du nord-est et de l'Inde. Mais ne se tenant pas pour battu, le gouvernement du pays soulevait toutes sortes de difficultés, mettait des entraves au commerce britannique, molestait les commerçants Anglais. Une seconde guerre éclate en 1852 : elle prive la Birmanie de toute communication directe avec la mer, l'estuaire de l'Irawadi et tout le littoral devenant colonie anglaise.

La Grande-Bretagne, par cette prise de possession était forcément ramenée à l'idée de créer une route commerciale directe vers l'Empire du Milieu. Elle songe à établir un chemin de fer de Rangam au Yun-Nan, avec embranchements sur le Siam, le Cambodge, l'Annam et le Tonkin. La révolte musulmane maîtresse du Yun-Nan arrête un moment les Anglais : mais quand les Chinois l'ont noyée dans le sang, par le massacre des derniers partisans de l'Islam enfermés à Tali, il devient possible à l'Angleterre de reprendre ses projets.

Au début de 1875, une nouvelle mission conduite

par le colonel Horace Browne est chargée d'explorer le terrain et doit partir de la Birmanie pour aller vers le Yun-Nan par Bahmo. C'est là que le chef de la mission doit être rejoint par l'interprète Margary : celui-ci muni d'un passeport régulier, part de Shangaï, suit le Yang-tzé-Kiang et traverse la Chine. Son périlleux voyage de cinq mois s'effectue sans encombre à travers le Yun-Nan, jusqu'à Bahmo, où il arrive le 17 janvier 1875. La mission qui avait repris sa route, venait d'arriver sur le territoire chinois quand elle se vit arrêtée par ordre des autorités locales, tandis que Margary était assassiné (février 1875).

A la suite de ce meurtre, le ministre anglais à Pékin, M. Wade, entreprend de longues négociations avec le Tsoung-li-Yamen. M. Wade ne veut pas seulement une réparation pour l'assassinat commis ; il ne borne pas ses réclamations à une indemnité et à la punition des coupables ; l'affaire du *Yunnan outrage* devient matière à revision de traité.

Voici ce qu'il demande le 19 mars 1875 : 1° Nomination en commun d'une commission judiciaire ; 2° délivrance de passeports pour une nouvelle mission ; 3° versement en acompte d'une somme de 150.000 taëls ; 4° règlement des questions diplomatiques et du *Likin*. Plus tard, il réclame de nouvelles mesures au point de vue commercial : l'établissement pendant cinq ans, de ports consulaires dans le Yun-Nan ; la reconnaissance en vertu de la passe de transit, de la franchise de toutes les importations étrangères. Au point de vue diplomatique, il demande l'établissement d'un code d'étiquette par le Tsoung-li-Yamen ;

au point de vue judiciaire, une plus sérieuse administration de la justice dans les ports ouverts (1).

De longs pourparlers s'engagent : la Chine ne désire que le *statu quo* et ne craint pas de dire à M. Wade qu'il sort de la question du Yun-Nan. Le ministre anglais feint alors de rompre les négociations et part pour Shangaï. La conversation reprend à Tche-fou avec Li-Hung-Chang au mois d'août 1876 et le 13 septembre la convention de Tche-fou était signée.

Ce traité a été diversement jugé. Certains n'y voient « qu'un verbiage vide » (2); d'autres comme M. Cordier, le considèrent comme très important et y voient « la troisième étape de l'histoire des relations de l'Europe avec la Chine dans les temps modernes, la première marquée par le traité de Nanking en 1842, la seconde par les traités de Tien-Tsin de 1858 et les conventions de Péking de 1860 (3) ».

Les ports de I-tchang, Wou-Hou, Wen-Tchéou et Pakhoï sont ouverts au commerce; l'Angleterre peut établir un agent consulaire à Tchoung-king sur le haut Yang-tzé, mais le port n'est ouvert au commerce que si les bateaux à vapeur peuvent y aborder, ce qui paraît difficile à cause des rapides qui intercep-

(1) DE LAPRADELLE. *La Question Chinoise*, R. D. I. P. tome 10, p. 780.

(2) DE LAPRADELLE. *La Question Chinoise*. R. D. I. P. *Op. cit.* tome 10, p. 789.

(3) H. CORDIER, *Op. cit.* II. p. 84.

tent le cours du fleuve. Dans les ports ouverts, l'opium seul reste soumis au *li-kin* qui, par contre, ne s'appliquera plus aux marchandises d'origine étrangère, quel qu'en soit le propriétaire ou le transporteur, grâce à la passe de transit. Des réparations sont accordées pour l'affaire du Yun-Nan. Pour ce qui concerne les relations officielles, l'Angleterre obtient la rédaction d'un code d'étiquette entre la Chine et les nations étrangères ; mais ce qui, d'après M. Cordier, « fait le principal intérêt de la convention, c'est l'établissement d'agents diplomatiques chinois dans les pays étrangers. Les résultats obtenus par l'installation des légations européennes à Pékin, à la suite de la guerre de 1860, se trouvaient complétés par la création de postes chinois hors du territoire du Céleste Empire » (1).

La Chine admettait enfin ce qu'en droit international, on appelle le commerce diplomatique ; elle consentait à avoir des relations avec les autres Etats, à l'aide de ces mandataires auxquels les Etats confient leurs pouvoirs, les agents diplomatiques. Longtemps elle soumit les ambassadeurs étrangers à des cérémonies humiliantes, comme était celle qui les obligeait à se prosterner un certain nombre de fois, lors des audiences que l'Empereur voulait bien leur accorder. Mais en même temps que le cérémonial diplomatique se modifiait heureusement, la Chine reconnut aux agents diplomatiques les prérogatives

(1) CORDIER, *Op. cit.* II. p. 84.

qui leur sont nécessaires pour accomplir leur mission en toute sécurité et toute liberté, c'est-à-dire l'inviolabilité et l'indépendance, ainsi que les faveurs qui leur donnent le droit de n'être soumis en rien à l'autorité chinoise, telles que l'exemption des lois de police et de juridiction criminelle locale, l'immunité de juridiction civile, la franchise de leur hôtel et l'exemption des impôts.

Les avantages commerciaux, les concessions territoriales, le privilège de la juridiction consulaire dont nous parlerons plus loin, constituent, vers 1880, les principaux caractères de la pénétration européenne en Chine. Les puissances jusqu'à cette date, se sont prêtées un mutuel appui ; leurs diplomates à Pékin se consultaient le plus souvent, agissaient en commun ; les traités, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, garantissaient à toutes l'accès des mêmes ports et les mêmes avantages. Leur action maintenant va se modifier, devenir plus pressante ; le chacun pour soi à l'ordre du jour les pousse à la politique d'appropriation territoriale. La Russie s'étend au nord ; le Japon se modernise et bientôt à l'étroit chez lui, songe à s'installer en Corée ; l'Angleterre se prépare à l'annexion pure et simple de la Birmanie ; et la France crée son empire indo-chinois, où nous allons essayer de la suivre, dans son action militaire et diplomatique.

CHAPITRE III

L'Indo-Chine

§ 1. — *La France en Cochinchine et au Cambodge.*

L'Indo-Chine, située dans la partie méridionale de l'Asie et entourée par la mer des Indes et la mer de Chine, comprend la Birmanie, le Laos, le Siam, le Cambodge, l'empire d'Annam et la presqu'île malaise de Malacca. A la suite de l'intervention de l'Angleterre d'abord, de la France ensuite, la partie occidentale de la péninsule Indo-Chinoise tomba sous la domination de l'Angleterre, la partie orientale sous celle de la France ; au milieu, le Siam a conservé son autonomie comme royaume.

L'Empire français indo-chinois est formé de parties distinctes par le nom : la Cochinchine est la plus ancienne des possessions françaises ; puis fut établi le protectorat sur le Cambodge ; l'Annam et le Tonkin ont été acquis à la France grâce aux efforts de Jules Ferry ; le Laos enfin a été annexé dans ces dernières années.

Les Portugais, les Hollandais, les Espagnols ont devancé les Anglais et les Français en Indo-Chine.

Les relations de la France avec la Cochinchine sont anciennes cependant ; les intérêts Européens y furent

d'abord représentés par des missionnaires ou des commerçants. « Mais pendant plus d'un siècle, aucune communication nationale ne fut établie entre les gouvernements; les Européens qui venaient, à leurs risques et périls, tenter le prosélytisme et la fortune, n'avaient ni commission ni mandat; ils agissaient pour leur compte personnel ou pour le compte de leurs sociétés, et n'avaient chance ni d'être soutenus en cas de litige, ni vengés en cas de dommages » (1).

A la fin du XVIII^e siècle, Pigneau de Béhaine, évêque d'Adran, à la suite de nombreux services rendus à Gia-Long, empereur d'Annam, établit la prépondérance de l'influence française en Indo-Chine. Mis à la tête d'une ambassade chargée de demander au roi Louis XVI le secours de la France pour aider le roi de Cochinchine à conquérir son trône, il signa à Versailles le 28 novembre 1787 un traité d'alliance offensive et défensive. On promettait à Gia-Long une escadre de vingt bâtiments de guerre français, cinq régiments européens et deux régiments de troupes coloniales. En outre, Louis XVI s'engageait à fournir « la somme d'un million de dollars dont 500.000 en espèces, le reste en salpêtre, canons, mousquets, et autres armements militaires ».

Par contre la France obtenait « la propriété absolue et la souveraineté de l'île formant le port principal de la Cochinchine appelée *Hai-Nan* et par les Européens *Touron* » (art. 3); « la propriété et la souve-

(1) DE POUVOURVILLE : *La Question d'Extrême-Orient*, p. 107.

raineté de Poulo-Condor » (art. 5) ; la liberté de commerce et de circulation pour ses nationaux dans tous les Etats du roi de Cochinchine.

L'exécution du traité fut empêchée par les événements de la Révolution française. La mission Cochinoise était partie cependant avec des navires de commerce, et avec un certain nombre d'officiers français qui aidèrent Gia-Long à remonter sur le trône et à réunir sous son sceptre en 1802 l'Annam, le Tonkin et la Cochinchine ; quelques-uns, ingénieurs distingués, élevèrent des forteresses.

Gia-Long mourut en 1819, et par la suite les relations de la France avec son royaume furent moins cordiales. Son successeur, son fils Minh-Mang n'avait pas pour la France les mêmes sentiments que son père ; il n'avait pas du reste les mêmes raisons de reconnaissance. Les rois de Cochinchine après Minh-Mang, nous furent aussi défavorables, effrayés de la prépondérance prise dans leurs Etats par les Européens et de l'extension de la puissance anglaise dans l'Inde. M. Chaigneau, nommé consul en Cochinchine par le gouvernement de Louis-Philippe, n'obtint rien de la cour de Hué et dut quitter son poste. La France n'intervint plus dans ce pays qu'à la suite des meurtres, provoqués par des édits de persécution, de ses missionnaires ou de ses nationaux : en 1847, sous le règne de Thieu-Tri, les commandants Lapierre et Rigault de Genouilly durent détruire cinq bâtiments annamites dans la baie de Tourane.

En 1858, la France et l'Espagne organisèrent une expédition : les troupes franco-espagnoles prirent

Tourane et le 17 février 1859, s'emparaient de Saïgon, qui nous donnait la clef de la Basse-Cochinchine.

La guerre d'Italie et l'expédition de Chine ne permirent pas à la France de profiter de la situation acquise : les Annamites reprirent Tourane et bloquèrent Saïgon ; la cour de Hué refusait de recevoir un envoyé extraordinaire, M. de Montigny. Aussi Napoléon III « las des dénis de justice et des fins de non recevoir dont on bernait la France depuis soixante ans, exigea-t-il subitement l'exécution des clauses du traité de 1787 ; il fit appuyer ses réclamations de sa flotte et de ses troupes, sur la route du retour après l'expédition de Chine » (1). La campagne fut longue et pénible, mais elle marque l'établissement définitif de notre pouvoir en Cochinchine. Le traité de Saïgon (5 juin 1862) (2), ouvrait au commerce les trois ports annamites de Tourane, de Balat et de Queng-An ; cédait à la France les trois provinces de Bien-Hoa, de Gia-Dinh et de Dinh-Tuong, ainsi que l'île de Poulo-Condor ; accordait la liberté du culte catholique et stipulait le paiement d'une indemnité de 4 millions de dollars... etc.

Peu après, l'amiral de la Grandière, gouverneur de la Cochinchine, entra en pourparlers avec Norodom, roi du Cambodge, qui accepte notre protectorat et en 1867 (3), il passe avec le Siam un traité, par lequel le roi de ce pays renonce à sa suzeraineté

(1) DE POUVOURVILLE. *Op. cit.* p. 112.

(2) H. CORDIER. *Op. cit.* II. p. 257.

(3) *Archives diplomatiques*, 1868. II. p. 589.

prétendue sur le Cambodge. La même année, l'établissement de la France dans la Basse-Cochinchine devenait définitif, par l'occupation provoquée par les agissements des Annamites, des trois provinces de Vinh-Long, de Chandoc et de Ha-Tien.

§ II. — *La conquête du Tonkin*

La possession de Saïgon devait fatalement nous faire explorer le grand fleuve qui arrose l'Indo-Chine sous le nom de Mékong, et le sud de la Chine sous le nom de Yan-Tsé-Kiang. Le capitaine de frégate Doudart de Lagrée dirigea une première mission d'exploration, dont le voyage jusqu'à la province chinoise de Yun-Nan fut important non seulement au point de vue géographique, mais aussi au point de vue politique, car il éveilla des idées d'expansion qui visèrent tout d'abord le Tonkin, la plus riche province du royaume d'Annam.

Jean Dupuis à son tour, négociant et armateur français établi en Chine, essaya d'ouvrir une route du Yun-Nan à la mer : il entreprit l'exploration du Song-Koi ou fleuve Rouge, principale artère du Tonkin, dans l'intention d'ouvrir cette voie de navigation à notre influence. Les autorités du Yun-Nan l'avaient chargé de transiter à travers le Tonkin des marchandises et des armes de guerre à destination de la Chine, pour écraser l'insurrection musulmane et pour ouvrir la nouvelle voie commerciale, en la protégeant contre les bandits et les pirates par des postes établis selon la nécessité des lieux. Mais les manda-

rins annamites et les autorités de Hanoï lui opposèrent des empêchements de toute sorte, prenant une attitude de plus en plus hostile.

Au mois d'août 1873, Tu-Duc, le roi de l'Annam, envoyait deux agents à l'amiral Dupré, alors gouverneur de la Basse-Cochinchine, « pour lui dire que Dupuis refusait de quitter le Tonkin », et lui demander « d'envoyer un navire de guerre pour aider les Annamites à expulser de leurs territoires cet audacieux Français » (1).

« L'amiral qui partageait le rêve commun à tous les marins de son époque, d'ouvrir pacifiquement à la France la voie commerciale du fleuve Rouge, délégua Francis Garnier au Tonkin avec pleins pouvoirs pour faire une enquête au sujet des plaintes contradictoires qui avaient été formulées. En réalité, Garnier, devait obtenir l'ouverture du fleuve Rouge aux Français, en compensation de deux violations du traité de 1862, énoncées dans les lettres de service remises par l'amiral : 1^o démarche directe de la cour de Hué auprès du gouvernement anglais de Hong-Kong, ce qui constituait une infraction à l'article 4 du traité ainsi conçu : « la paix étant faite, si une nation étrangère voulait, soit en usant de provocation, soit par un traité, se faire céder une partie de territoire annamite, le roi d'Annam, préviendra par un envoyé l'empereur des Français, afin de lui soumettre le cas qui se présente, en laissant à

(1) H. CORDIER, vol. 11, p. 266.

l'Empereur pleine liberté de venir en aide ou non au royaume d'Annam ; s'il s'agit d'une question de cession de territoire, cette cession ne pourra être sanctionnée qu'avec le consentement de l'empereur des Français » ; 2^o vexations et mauvais traitements infligés aux chrétiens, qui constituaient des violations aux articles 1 et 7 du même traité.

Le maréchal annamite Nguyễn-tri-phong, ne voulut même pas entamer de pourparlers, et force fut d'en venir aux mains. On connaît l'héroïque et légendaire campagne de la petite phalange qui conquit le delta du Tonkin, emportant les citadelles, occupant les villes, sillonnant les fleuves et rééditant au milieu des temps modernes les fabuleux exploits de Cortez et de Pizarre. Le Tonkin était dompté déjà, quand son vainqueur succomba dans un guet-apens de Pavillons-Noirs, le 21 décembre 1873 ; mais la mort de Garnier, toute déplorable qu'elle fût, n'aurait rien dû changer aux conséquences diplomatiques de ces événements » (1).

Malgré la situation assez difficile dans laquelle il se trouvait, le commandant Esmez, qui était à la tête des troupes après la mort de Garnier, signait avec deux envoyés de Tu-Duc, une convention stipulant le maintien des garnisons françaises dans les citadelles occupées par elles, jusqu'à la ratification du traité définitif.

Mais les pertes considérables en hommes, en argent,

(1) DE POUVOURVILLE, *op. cit.*, p. 144 et 145.

en effets de toute nature causés par les expéditions organisées dans le but de soumettre le Tonkin à notre influence, ne devaient pas servir encore à grand chose ; une nouvelle convention signée le 6 février 1874 par M. Philastre, envoyé par le président du Conseil d'alors, le duc de Broglie, faisait abandon de tous les avantages récemment conquis dans cette province. Nous devions rétrocéder les places de Haï-duong, Nandinh, Ninhbing et Hanoï ; une concession hors murs pour l'établissement de nos compatriotes nous était accordée à Haïphong et à Hanoï, les pouvoirs de l'agent français ne devaient pas en dépasser les limites. Le commerce français se voyait interdit l'accès du fleuve Rouge au-dessus de Hanoï. Pour toute compensation la France pouvait installer un consul à Hué, compensation toute platonique, puisque la situation de ce consul devint si difficile qu'il dût bientôt demander son rappel.

Des modifications ne tardèrent pas à être apportées à la convention signée par M. Philastre : l'amiral Dupré et les plénipotentiaires annamites, concluaient en effet un nouveau traité le 15 mars 1874 (1).

Le but de la France était de placer l'Annam sous son protectorat, mais son plénipotentiaire eut le tort de ne pas le dire dans un texte net et précis. Si l'Etat qui couvre un pays de sa protection, songe à ses propres intérêts, se propose d'accroître son influence et de secréter des alliés, il faut reconnaître que le traité signé

(1) *Archives diplomatiques*, 1875, IV, p. 295.

par l'amiral Dupré, n'assurait pas tous ces avantages à la France. Sans doute les conditions essentielles du protectorat semblaient bien respectées par les articles 2 et 3 du traité du 15 mars 1874.

D'après l'article 3, en effet, le roi d'Annam « s'engageait à conformer sa politique extérieure à celle de la France et à ne rien changer à ses relations diplomatiques actuelles ». En vertu de ce texte, la France était en droit de se considérer comme puissance protectrice de l'Annam. Et l'Annam prenait cet engagement, en reconnaissance de la protection que promettait de lui accorder, sur sa demande, et gratuitement, le gouvernement français qui « reconnaissait aussi la souveraineté du roi de l'Annam et son entière indépendance vis-à-vis de toute puissance étrangère, quelle qu'elle soit ». Le traité respectait donc ce caractère du protectorat, d'après lequel l'Etat protégé garde sa personnalité et reste un Etat distinct et séparé de la puissance protectrice.

Le protectorat de la France sur l'Annam n'était pourtant pas nettement précisé, car les clauses du traité s'y rapportant, laissaient une grande latitude au gouvernement annamite et se trouvaient contradictoires.

L'Annam en réalité, ne se croyait pas engagé dans une alliance étroite, lui imposant entr'autres obligations, une politique conforme à celle de la France et de ne rien changer à ses relations diplomatiques. Si d'après l'article 3 en effet, le roi d'Annam s'engageait à conformer sa politique extérieure à celle de la France, la France ne recevait pas « la direction »

de cette politique. La suzeraineté de la France n'était pas nettement marquée et le rôle du gouvernement français, était réduit au fond, à celui d'un simple spectateur. Aucune modification ne devait être apportée dans les relations de l'Annam avec les puissances étrangères ; c'était donc laisser la main libre à la cour de Hué et lui permettre, d'une façon implicite, d'invoquer la suzeraineté Chinoise, à laquelle, nul ne l'ignorait à cette époque, elle avait recours en cas de besoin, sans en être pourtant beaucoup gênée. Pourquoi avoir laissé l'Annam libre de demander l'appui de la France, pour maintenir dans ses Etats l'ordre et la tranquillité, pour se défendre contre toute attaque ? Pourquoi lui avoir laissé la faculté de réclamer ou non le concours armé de son co-contratant ?

C'était vouloir lui laisser le moyen d'échapper à l'influence française ; c'était le croire peu attaché à son indépendance, que de s'imaginer qu'en cas de besoin, il permettrait l'occupation de son territoire par les « Barbares étrangers ». Il aurait pu éviter aisément l'immixtion de la France dans ses affaires intérieures, ce qui semble bien difficile au contraire dans le protectorat nettement défini, à l'Etat protégé, qui doit subir cette immixtion, sinon pour diriger, au moins pour contrôler son administration, l'Etat protecteur étant responsable vis-à-vis des puissances étrangères des actes accomplis par l'Etat protégé. Enfin, et c'est ici que se trouve la contradiction entre les clauses qui voulaient établir le protectorat, cela semblait au contraire la négation de tout protectorat,

que la reconnaissance par la France de la souveraineté et de l'entière indépendance de l'Annam, « vis-à-vis de toute puissance étrangère, quelle qu'elle soit ».

Le traité sauvegardait mieux nos intérêts commerciaux que nos intérêts politiques. Il ouvrait au commerce plusieurs ports, ainsi que le passage par le fleuve Rouge, depuis la mer jusqu'au Yun-Nan. La France pouvait nommer dans chacun des ports ouverts un consul ou agent assisté d'une force suffisante dont le chiffre ne devait pas dépasser cent hommes, pour assurer sa sécurité et faire respecter son autorité. Tandis que les victoires de Garnier auraient dû nous donner une situation prépondérante dans le pays conquis par lui, « la France, comme le dit M. de Pouvoirville, n'avait plus barre sur le Tonkin que par l'intermédiaire de l'Annam, grâce à la clause par laquelle le roi d'Annam s'engageait à conformer sa politique extérieure à celle de la France (art. 3) et grâce à celle qui permettait aux forces françaises d'aider les forces annamites à détruire la piraterie maritime qui désolait les côtes chinoises (art. 2) » (1). M. Jules Ferry disait de ce traité qu'il était « le père d'inextricables difficultés. »

Bientôt en effet les difficultés se présentèrent de toutes parts.

La cour de Hué d'abord, sans contrecarrer ouvertement nos projets d'établissement au Tonkin, profita

(1) DE POUVOIRVILLE. *Op. cit.* p. 146.

de toutes les occasions favorables pour ne pas tenir compte de ses engagements et pour résister à l'ouverture pratique du fleuve Rouge. Oubliant volontiers que tout acte de vassalité de sa part était en contradiction avec nos droits, elle agit en vassale de la Chine, lui envoyant des ambassadeurs pour porter le tribut, cherchant dans ses anciennes relations avec l'Empire du Milieu un moyen d'échapper à notre prépondérance exclusive.

La Chine avait en effet toujours prétendu à un droit de suzeraineté sur l'Annam, et ce droit était tantôt admis, tantôt rejeté par les empereurs annamites, selon que leur intérêt les y poussait ou non : ce lien ne les gênait d'ailleurs en rien dans l'exercice de leur absolutisme. L'investiture que les rois annamites recevaient depuis plusieurs siècles des empereurs chinois, n'avait, il est vrai, aucun effet sérieux en pratique et n'entraînait aucune alliance : elle consistait simplement en la remise d'un sceau qui ne servait au roi de l'Annam que dans sa correspondance avec l'Empereur de Chine, l'envoi d'ambassades et le paiement d'un léger tribut. Il n'existait en réalité que des relations traditionnelles entre la Chine et l'Annam, comme du reste entre la Chine et les autres pays de l'Indo-Chine, et ces relations venaient de ce que « l'immensité presque indéfinie du sol, l'absence de voisins égaux, la diffusion d'une race prolifique et généreuse, le terrible éclat des souverains conquérants, tout s'accorde à donner et à conserver à la Chine une hégémonie sans conteste qui dépasse ses frontières et à laquelle nul peuple

jaune ne cherche à se soustraire. Telle est la réputation de faste et d'omnipotence du Céleste Empire, que l'Asie entière s'enorgueillit d'être son client, et que ceux-là même parmi les souverains qui eussent pu s'affranchir de tout lien de vassalité, reconnaissent néanmoins au Fils du Ciel par une déférence coutumière, un droit vague de suzeraineté » (1).

Mais ravie de l'occasion qui s'offrait de nous susciter des embarras, la Chine ne manqua pas de faire valoir ses droits de suzeraineté sur l'Annam, quand notre chargé d'affaires à Pékin donna communication au prince Koung du traité de 1874 (2). Pratiquement elle encouragea la résistance de l'Annam : des troubles ayant éclaté au Tonkin, une armée chinoise entra dans la province pour battre les rebelles sous les yeux de nos garnisons de Hanoï et de Haïphong, pendant que les canonnières chinoises faisaient la police des côtes et brûlaient des villages et des jonques en vue des navires de notre station du Tonkin.

L'Angleterre, l'Allemagne et l'Espagne, jalouses de notre situation prépondérante dans la presqu'île indo-chinoise, se mirent elles aussi en devoir de nous créer des difficultés. Bien que le traité de 1874 interdit à l'Annam d'entretenir des relations directes avec toute autre puissance que la France, et bien que l'article 16 fit défense au gouvernement annamite de rien changer à l'état de ses relations avec les puissances étrangè-

(1) DE POUVOURVILLE. *Op. cit.* p. 55.

(2) H. CORDIER, II. p. 278 et s. *Op. cit.*

res, l'Angleterre et l'Allemagne profitèrent des mauvaises dispositions de Tu-Duc à notre égard, pour l'aider à oublier ses engagements; elles se firent donner l'autorisation d'installer des consuls dans certaines villes de ses Etats, et l'Allemagne voulut bien nous faire part de son intention. L'Espagne elle aussi, notre alliée de 1860, désirant sans doute ne pas laisser disparaître l'influence acquise alors, envoya une mission spéciale négocier et signer un traité avec l'Annam (27 janvier 1880), soutenant en outre qu'il n'y avait dans le traité de 1874 aucun article qui lui interdise de se faire représenter à Hué (1).

Quelle que fût leur source, les infractions au traité de 1874 étaient trop préjudiciables à la France, pour ne pas l'amener à une action plus vigoureuse. La Chine et l'Annam s'unissaient d'ailleurs, dans une même pensée de résistance contre nous. Au Tonkin, des mercenaires chinois à la solde du gouvernement annamite « les Pavillons Noirs », se livraient à toutes sortes de méfaits. La cour de Hué, malgré la demande de notre représentant, et par impuissance sans doute, ne les expulsait pas. Aussi le gouverneur de Cochinchine, M. le Myre de Vilers, jugea-t-il à propos de renforcer les garnisons de Haïphong et de Hanoï, écrivant du reste au commandant Rivière, mis à la tête des troupes : « évitez les coups de fusil, ils ne serviraient qu'à nous créer des embarras » (2).

(1) H. CORDIER, II, p. 300. *Op. cit.*

(2) H. CORDIER, II, p. 347. *Op. cit.*

Cet envoi de troupes causa une grande émotion dans le pays. De leur côté, les mandarins de Hanoï ne croyaient pas aux assurances pacifiques que leur donnait le commandant Rivière et mettaient la citadelle en état de défense, rassemblant toutes les forces à leur disposition. Cet état de choses constituant un danger pour nos troupes et le gouverneur de Hanoï n'ayant pas voulu faire évacuer les forts et la citadelle de la ville, les troupes françaises durent s'en emparer.

A la suite de cette affaire, le Tsoung-li-Yamen crut bon de rappeler à notre Légation à Pékin « que l'Annam est placé sous la suzeraineté de la Chine », tandis que l'ambassadeur chinois à Paris, le marquis Ts'eng intervenait auprès du gouvernement français au nom de l'Empire suzerain, demandant même le rappel de nos troupes. « Le gouvernement de la République, lui répondit M. de Freycinet, soucieux de faire respecter un acte qu'il a signé, a donné aux autorités coloniales en Cochinchine l'ordre d'assurer l'exécution du traité conclu entre la France et l'Empire annamite en 1874 » (1).

Le cabinet de Paris prenait bientôt de nouvelles mesures pour régler les affaires d'Annam : il était urgent de mettre fin à la situation pleine de périls dans laquelle se trouvaient nos compatriotes, et d'interdire à la Chine de s'ingérer dans nos rapports avec la cour de Hué. Le général Bouet était mis à la

(1) CORDIER. *Op. cit.* II. p. 353.

tête des troupes et l'amiral Courbet à la tête de l'escadre et leurs succès ne tardaient pas à amener le successeur de Tu-Duc, à signer avec M. Harmand, chargé des pouvoirs français, le traité de Hué du 25 août 1883 (1).

La cour de Hué reconnaissait le protectorat de la France sur l'Annam, avec les conséquences de ce mode de rapports au point de vue européen ; le protectorat stipulé était donc tel que les puissances civilisées l'entendent aujourd'hui. « Les relations extérieures du royaume avec les puissances étrangères, y compris la Chine, seront exercées et contrôlées par la France », dit l'article premier. La direction de la politique intérieure restait aux mains du roi ; il n'aurait à subir de contrôle que pour les douanes, confiées à des administrateurs français, et dont les produits devaient servir au paiement d'indemnités.

Les troupes envoyées au Tonkin seraient rappelées ; la province de Binh-Thuan annexée à nos possessions de Cochinchine ; les forts de Thuan-An et ceux de l'entrée de la rivière de Hué occupés par nos troupes. Sous le contrôle du Gouverneur ou Commissaire général chargé des affaires extérieures de l'Annam, un résident serait placé à Hué ; il devait en être nommé à Hanoï, à Haïphong, au chef-lieu de chaque province, dans les villes maritimes qui pourraient ultérieurement se fonder.

(1) H. CORDIER. II. p. 387.

Mais si la question paraissait réglée avec l'Annam, il n'en était pas de même avec la Chine. Ne semblait-il pas cependant que l'Annam avait rejeté le lien de suzeraineté auquel prétendait son puissant voisin, et s'était dégagé de sa tutelle pour accepter celle de la France, en vertu de l'article premier du traité, « la France présidera aux relations de toutes les puissances étrangères, y compris la Chine, avec le gouvernement annamite » ?

En tout cas, le Gouvernement français dans un memorandum remis par M. Tricou, présenta ses propositions à la Cour de Pékin :

I. « Le gouvernement français s'engagerait à n'occuper aucun point et à n'exercer aucune action dans la région délimitée au nord par une ligne à déterminer partant d'un point sur la côte entre le 21^e et le 22^e degré de latitude, pour aboutir au fleuve Rouge en amont de Lao-Kay. Le gouvernement chinois s'engagerait de son côté, à n'occuper aucun point et à n'exercer aucune action dans la même région.

L'administration continuerait d'être exercée dans cette zone par des fonctionnaires annamites. Il ne pourrait pas être élevé de fortifications. Si des bandes armées y venaient chercher un refuge ou s'il s'y produisait des désordres incompatibles avec la sécurité des territoires voisins, les gouvernements français et chinois pourraient soit ensemble, soit séparément, y faire pénétrer des forces militaires, après s'être mis d'accord sur l'objet et sur l'étendue de l'opération. Ces forces devraient être retirées dès

qu'elles auraient atteint le but pour lequel elles auraient été envoyées.

II. La ville de Man-hao sur le fleuve Rouge, dans la province du Yun-Nan, serait ouverte au commerce étranger, dans les mêmes conditions que les autres villes ou ports de l'Empire Chinois où ce commerce est déjà permis » (1).

La Chine n'entrait pas dans nos vues ; le marquis Ts'eng, son ambassadeur à Paris, nous l'apprit dans les termes suivants :

« Les propositions du gouvernement français, peuvent se résumer ainsi : 1^o) l'établissement d'une zone neutre longeant la frontière méridionale de la Chine et dans laquelle ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties n'exerceront aucune action ; 2^o) l'ouverture par le gouvernement impérial, de la ville chinoise de Man-hao, au commerce étranger. Puisque ces deux propositions auraient pour résultat, au surplus d'une concession commerciale, l'abandon par la Chine de tous ses droits sur l'Annam, en les remplaçant par ceux de la France, il n'est pas besoin de dire que le gouvernement impérial ne saurait les envisager. Sincèrement désireux de trouver une issue pour cette affaire, le gouvernement impérial, loin de voir dans les propositions françaises, les bases d'un arrangement qui répondit à la dignité des deux pays, ne pourrait les considérer que comme une capitulation pour la Chine. Faute d'un arrangement qui

(1) H. CORDIER, II, p. 411. *Op. cit.*

conserverait le *statu quo* politique du Royaume d'Annam, tel qu'il existait avant 1873 et l'indépendance entière du roi d'Annam vis-à-vis de toute puissance quelconque, l'empereur de Chine son suzerain seul excepté, aucun autre arrangement qui ne laisserait pas au gouvernement impérial le droit entier et exclusif d'agir sur le fleuve Rouge, ne pourrait que lui paraître inadmissible.

Des deux solutions qui viennent d'être suggérées, la Chine préférerait la première ; car, étant à l'épreuve de toute ambition, elle regretterait de se trouver mise en demeure d'empiéter sur le territoire de son vassal qu'elle a su respecter depuis deux siècles » (1).

La tension qui existait dans les rapports diplomatiques franco-chinois ne fit que s'accroître après cette lettre du marquis Ts'eng datée de Londres, 5 octobre 1883 ; l'ambassadeur chinois les avait du reste rendus impossibles à Paris par son attitude personnelle, ses procédés contraires aux usages diplomatiques et par son départ pour l'Angleterre.

La France était donc obligée de faire la guerre pour obtenir de la Chine l'évacuation du Tonkin ; et cette guerre allait durer deux ans dans un pays inconnu de nos soldats, exposés aux attaques soudaines d'un ennemi trouvant de l'aide partout, et aux rigueurs d'un climat insalubre. Le succès répondit

(1) Documents diplomatiques : *Affaire du Tonkin*. Deuxième partie, décembre 1882-1883. *Livre Jaune*. Lettre du marquis Tseng, datée de Londres, 5 Octobre 1883.

néanmoins aux efforts de nos troupes qui occupèrent successivement au nord de Hanoï, la place de Son-Tay le 16 décembre 1883, Bac-Ninh le 12 mars 1884, Tuyen-Quan le 1^{er} juin. Des pourparlers engagés par la Chine, sortit la convention de Tien-Tsin, signée le 11 mai 1884, par le Commandant Fournier et le déjà célèbre Li-Hung-Tchang, vice-roi du Petchili (1).

Comme première satisfaction, la France avait déjà obtenu le rappel du marquis Tseng. D'un autre côté par le traité, la Chine s'engageait à retirer ses troupes du Tonkin du 6 au 26 juin, à respecter dans le présent et dans l'avenir, les traités directement intervenus ou à intervenir entre la France et la Cour de Hué; elle nous accordait le libre trafic dans les provinces chinoises limitrophes du Tonkin, le Yun-Nan le Kouang-Si et le Kouang-Toung.

L'article 4 était une satisfaction accordée à l'orgueil chinois : « le Gouvernement français, y est-il dit, s'engage à n'employer aucune expression de nature à porter atteinte au prestige du Céleste Empire, dans la rédaction du traité qu'il va contracter avec l'Annam, » La mention spéciale « y compris la Chine » contenue dans l'article 1 du traité conclu avec l'Annam par M. Harmand le 25 août 1883, avait en effet blessé les susceptibilités de l'Empire du Milieu toujours préoccupé « d'avoir la face sauve », c'est-à-dire de garder l'illusion de son intangibilité.

(1) H. CORDIER. II p. 435 et *Archives Diplomatiques*. 1884-11 347 et S.

L'article 4 annonçait d'ailleurs la conclusion d'un nouveau traité avec l'Annam. Cela n'aurait cependant pas suffi à faire modifier le traité Harmand, si le Gouvernement français ne l'avait pas lui-même considéré comme provisoire; or, il le considérait comme tel, en voici la preuve.

Un nouveau règne s'était ouvert dans le royaume d'Annam : Hiep-Hoa était mort empoisonné le lendemain d'une audience qu'il avait donnée à notre résident, M. de Champeaux, après de nombreuses résistances de la part des mandarins. M. Jules Ferry craignant que cet assassinat nous crée de nouveaux dangers, donna l'ordre à notre chargé d'affaires d'obtenir du nouveau roi son adhésion aux bases du traité du 25 août, ajoutant que le Gouvernement avait l'intention d'en remanier les détails et d'en adoucir les rigueurs. Une déclaration en ce sens est datée du 1^{er} janvier 1884 : « Le Roi et le Gouvernement de l'Annam déclarent solennellement donner leur adhésion pleine et entière au traité du 25 août 1883, s'en remettant au bon vouloir du Gouvernement de la République quant aux adoucissements qui pourraient y être introduits » (1).

Ces modifications agréables à la Chine et à l'Annam, se trouvent dans le traité de Hué du 6 juin 1884, négocié par M. Patenôtre, ministre de France à Pékin (2).

Notre protectorat sur l'Annam, stipulé déjà dans

(1) H. CORDIER. *Op. cit.* II. p. 482.

(2) H. CORDIER. *Op. cit.* II. p. 487.

le traité Harmand, s'y trouve précisé, tandis que l'Empire du Milieu, sans être nommé expressément, est placé dans l'ensemble des grandes puissances dont les relations avec l'Annam sont présidées par la France. Un résident général à Hué qui aura droit d'audience privée et personnelle auprès du roi, s'occupera des relations extérieures du royaume.

D'autres résidents, sous les ordres du résident général, seront placés dans les chefs-lieux où leur présence sera jugée utile ; l'administration intérieure des provinces restera indépendante. Mais M. Patenôtre consentait en faveur de l'Annam la rétrocession des provinces que M. Harmand avait fait rattacher à la Cochinchine et au Tonkin, c'est-à-dire les provinces de Binh-Thuan, Nghe-An, Ha-Tinh et Tanh-Hoa, moyennant versement d'une somme considérable à la Cochinchine, qui bénéficiait d'une union douanière avec le Tonkin et l'Annam.

Notre souveraineté sur l'Annam était cependant plus apparente que réelle. Le protectorat établi comme il l'était, donnait une grande latitude aux fonctionnaires qui en usaient contre nous et entravaient notre action ; la Cour de Hué se montrait mécontente ; les représentants français avaient des opinions différentes sur l'application du protectorat. Il en résulta des troubles et des difficultés, surtout quand notre résident général, M. de Courcy, eût établi par une convention du 30 juillet 1885, un protectorat moins large que celui stipulé par les traités de 1883 et de 1884. En vertu de cette convention, l'administration extérieure et intérieure de l'Annam, les finances

jusqu'alors réservées en grande partie au trésor royal, tombaient sous le contrôle direct de la France ; la signature du souverain devait être appuyée du seing du résident général, dont l'assentiment était encore nécessaire pour nommer ou révoquer les plus hauts fonctionnaires.

Le calme revint avec l'administration de M. Paul Bert qui replaça l'Annam sous le protectorat organisé par les traités antérieurs ; et c'est ce protectorat qui à part quelques restrictions volontairement consenties de part et d'autre, est encore en vigueur aujourd'hui.

Du côté de la Chine, les résultats obtenus par la convention Fournier du 11 mai 1884, étaient tout au profit de notre prestige et de nos intérêts. La Chine semblait avoir accepté sa déchéance comme suzeraine de l'Annam, « déchéance consacrée dans une entrevue mémorable et symbolique des plénipotentiaires du traité de Hué, où l'on fondit au creuset le sceau d'argent doré, qui était donné par l'empereur de Pékin au roi de Hué et qui représentait le droit d'investiture de l'un sur l'autre » (1).

Mais les Chinois « ont le génie de la déloyauté et de la perfidie » (2).

Sur la foi des engagements pris par Li-Hung-Tchang d'évacuer du 6 au 26 juin les places fortes du Tonkin, le général Millot se décidait à faire

(1) DE POUVOURVILLE, *Op cit.* p. 137.

(2) Jules FERRY. *Discours et opinions*, tome V. p. 386.

occuper un certain nombre de points qu'il croyait abandonnés par les troupes chinoises.

Une colonne de 800 hommes part le 17 juin pour occuper Lang-Son ; dès le début, elle traverse des pays mal habités, mal fréquentés et reçoit des coups de fusil. Soudain elle tombe dans une embuscade que les réguliers chinois lui avaient tendu à Bac-lé, (23 juin 1884), lui tuant treize hommes et un officier et lui faisant 40 blessés ; attaquée par des forces très supérieures en nombre, la petite troupe revint en arrière.

La trahison était évidente et demandait une répression énergique. Il convenait de ne pas rester sous l'impression d'une défaite, ce qui pouvait amener un soulèvement général au Tonkin. L'amiral Courbet qui était dans la baie d'Along, reçut l'ordre d'appuyer avec toutes ses forces navales la réparation que M. Patenôtre allait demander au gouvernement de Pékin.

Le 12 juillet, notre chargé d'affaires, M. de Sémallé remettait au Tsoung-li-Yamen un ultimatum demandant qu'un décret impérial publié dans la *Gazette de Pékin*, ordonne aux troupes chinoises d'évacuer le Tonkin sans délai ; les places elles-mêmes y seraient nommées : ainsi serait impossible toute controverse de la Chine sur ce point. L'ultimatum réclamait de plus, comme réparation pour la violation du traité de Tien-Tsin et comme dédommagement des frais entraînés par le maintien du corps expéditionnaire, une indemnité de 250 millions au moins. La Chine

avait une semaine pour faire connaître sa réponse.

Elle laissa expirer la semaine presque tout entière, et ne se décida que le 16 juillet à publier dans la *Gazette de Pékin* l'ordre d'évacuation. Mais elle cherchait à gagner du temps, et en acceptant le principe de l'indemnité que le gouvernement français exigeait, n'en demandant plus, dans un esprit de modération, le paiement immédiat, le gouvernement chinois envoyait à toutes les puissances copie de la correspondance échangée avec la France, ainsi qu'un mémoire dans lequel il faisait appel aux bons offices des gouvernements étrangers, et donnait sa version sur l'affaire de Lang-Son, disant que les soldats chinois avaient été tués et que cependant il ne demandait aucune indemnité. . . .

Cependant M. J. Ferry, pour ne pas entrer dans la voie des attermoiemens indéfinis, avait fait savoir au cabinet de Pékin que la France reprendrait sa liberté d'action à la date du 1^{er} août, dernier délai. Des conférences ont lieu à Shanghaï, entre notre ministre et les plénipotentiaires chinois. Le 30 juillet, M. Patenôtre envoie le télégramme suivant : « Tout en persistant à déclarer injuste notre demande d'indemnité, les plénipotentiaires nous offrent par esprit de conciliation, cinq cent mille taëls, soit environ trois millions et demi de francs, à titre de secours pour les victimes de Lang-Son. Ils ajoutent que si nous acceptons ce chiffre, ils proposeront à l'Empereur de rendre un décret dans ce sens. J'ai naturellement refusé cette offre et je me suis borné à dire au

vice-roi que j'en référerai à mon gouvernement » (1).

Le gouvernement français avait manifesté une patience digne de sa force ; mais comme tout, la patience a un terme. M. J. Ferry, pour montrer à la Chine que la France était bien résolue à se faire rendre justice, ordonnait à l'amiral Lespès d'aller à Kélung, port de l'île Formose et d'y détruire la forteresse et les batteries de défense. Puis un ultimatum réclamant 80 millions d'indemnité et une réponse dans les 48 heures était notifié le 19 août, par notre ministre au Tsoung-li-Yamen. Le délai écoulé et le gouvernement chinois ayant donné à son représentant à Paris l'ordre de quitter le territoire français, les hostilités recommencèrent, bien qu'on ne fût pas en état de guerre déclarée avec la Chine ; le gouvernement du Céleste Empire pressait d'ailleurs ses armements et ses troupes, mêlées aux « Pavillons Noirs », envahissaient le Tonkin.

L'amiral Courbet, qui se trouvait avec sa petite flotte de 3 croiseurs, 2 canonnières et 2 torpilleurs dans la rivière Min, en face l'arsenal de Fou-Tchéou, bombardait les forts chinois les 23 et 24 août et les détruisit ainsi que 22 navires, n'éprouvant que des pertes insignifiantes. La France aurait dû frapper un grand coup dans le nord de la Chine, mais le cabinet de Paris n'était pas favorable à cette idée et l'amiral n'avait pas de troupes suffisantes. L'amiral Courbet mit alors le blocus devant Formose, bien que M. de

(1) J. FERRY. *Op. cit.* p. 400.

Giers comparât cette opération à la piqure d'une guêpe sur le dos d'un éléphant et ne la crût pas susceptible d'aboutir.

D'autre part, sur la frontière méridionale de la Chine, nos troupes, sous les ordres du général de Négrier, le 3, le 6, le 8, le 10, le 11 octobre 1884, luttant un contre quatre à Kep et à Chu, mettaient les troupes chinoises dans une complète déroute. Au mois de février 1885, le général Brière de l'Isle, commandant en chef, se dirigeait vers Lang-Son où cinq jours de combats acharnés lui permettaient d'entrer le 13. Laissant le général de Négrier, il venait délivrer Tuyen-Quan le 3 mars où depuis le 23 novembre étaient bloqués six cents hommes parmi lesquels le commandant Dominé et le sergent Bobillot, blessé mortellement le 18 février.

L'amiral Courbet, de son côté, prenait l'offensive et avec sept vaisseaux de guerre arrêta à l'embouchure du Yang-Tsé-Kiang les envois de riz que recevait la Chine de Shanghai. Le gouvernement chinois qui négociait secrètement avec le cabinet français depuis le 10 janvier 1885, par l'intermédiaire de sir James Ducan-Campbell, représentant à Londres de sir Robert Hart, inspecteur général des douanes chinoises, n'était pas éloigné de se soumettre, quand de mauvaises nouvelles arrivèrent à Paris : le général de Négrier blessé, avait dû remettre le commandement au colonel Herbinger ; celui-ci attaqué par les chinois en nombre et n'ayant plus de munitions, ordonna une désastreuse retraite, abandonnant le trésor et des canons (28 mars).

Mais ces nouvelles amenèrent la chute de M. Jules Ferry qui succomba sous une coalition de droite et d'extrême-gauche menée contre lui par M. Clément (30 mars 1885). M. Jules Ferry aurait pu sauver son cabinet en faisant connaître que la paix était proche, mais il ne le dit pas, parce qu'il avait promis à M. Campbell de ne révéler qu'à un certain jour les négociations, tout près d'aboutir au moment où il quitta le pouvoir. M. de Freycinet, le nouveau ministre des affaires étrangères, n'eût qu'à continuer la conversation avec le gouvernement chinois. La paix fut bientôt signée à Tien-Tsin le 9 juin 1885 (1).

« Le but que la politique française poursuit depuis plusieurs années dans la péninsule indo-chinoise, disait M. de Freycinet en présentant le traité à la sanction des Chambres, est d'assurer la pacification de l'Annam et particulièrement du Tonkin, afin d'ouvrir cette région à l'industrie et au commerce européens ». Aussi la Chine s'engageait-elle à ne rien faire qui pût compromettre l'œuvre de la France. Elle reconnaissait formellement nos droits sur l'Annam (art. 1 et 2), s'engageait à ne plus faire franchir par ses troupes la frontière du Tonkin, et à intervenir entre la France et la Cour de Hué. Nous obtenions toutes les garanties désirables pour la protection de nos droits sur l'Annam fixés par le traité de Hué du 6 juin 1884.

Selon l'esprit de l'article 4 de la première conven-

(1) H. CORDIER. *Op. cit.* II, p. 531.

tion de Tien-Tsin (11 mai 1884), le nouveau traité n'employait aucune expression dont puissent s'émouvoir les susceptibilités chinoises, et stipulait que les rapports de voisinage entre l'Annam et la Chine, motivés par le contact des populations ainsi que par les besoins du commerce et de l'échange, ne pourraient point porter atteinte à son antique dignité. Ces rapports de voisinage qu'il était de notre intérêt d'étendre, seraient facilités par la présence, sur des points déterminés du Tonkin, d'un certain nombre de consuls français.

L'article 3 stipulait une délimitation de la frontière sino-tonkinoise, question qui fut réglée par une convention signée à Pékin le 26 juin 1887 ; l'article 4 indique certaines formalités à imposer aux personnes qui veulent franchir cette frontière.

Les articles 5 et 6 ont trait aux rapports commerciaux entre l'Annam et les provinces chinoises du Yun-Nan, du Kouang-Si et du Kouang-Toung. Une commission spéciale devait organiser ces rapports, et un règlement spécial du 26 février 1886 en a précisé les conditions. Deux points de la frontière devaient être désignés pour servir d'entrepôt aux marchandises transitant entre les deux pays et de résidence aux négociants européens entreprenant dans les provinces chinoises du Tonkin des opérations de commerce.

Enfin, point capital pour notre influence, l'article 7 prévoyait la création de voies de communication au Tonkin et en Chine, pour rendre plus fréquentes et plus suivies les relations commerciales ; le gouvernement impérial ferait appel à nos industriels et à nos

ingénieurs, au moment peu éloigné où la Chine construirait des chemins de fer, « les meilleurs missionnaires de la civilisation » (1).

Dans le rapport présenté au Sénat au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, ayant pour objet la ratification du traité de Tien-Tsin, M. de Marcère en appréciait les avantages dans les termes suivants :

« La tâche que la France poursuit dans l'Extrême-Orient peut-être ardue ; elle n'est pas au-dessus de ses forces. Mais cette tâche sera rendue plus facile lorsqu'elle pourra s'appuyer sur l'amitié du grand empire de la Chine, qui exerce sur cette partie du monde une incontestable influence.

Les peuples soumis à notre domination ou à notre protectorat sauront qu'ils ne peuvent plus opposer un refus obstiné aux bienfaits d'une civilisation dont la Chine elle-même accepte le contact et recherche les avantages... Et enfin la Chine renonce formellement à accorder aux Etats que nous protégeons, l'assistance en tous genres qui les a si puissamment aidés jusqu'à ce jour dans leur résistance. Le traité assure donc le succès de la politique que depuis près d'un siècle la France n'a cessé de suivre dans ces lointaines contrées.

Cet acte diplomatique nous offre encore un autre avantage plus immédiat, d'un ordre différent, mais non moins intéressant. Il ouvre à notre commerce

(1) LEROY-BEAULIEU. *La rénovation de l'Asie*, p. 482.

un vaste débouché, au moment où toutes les nations cherchent de toutes parts des facilités pour l'écoulement de leurs marchandises, et tendent de tous leurs efforts à procurer aux industries, dont la puissance de production s'accroît sans mesure, des moyens de vivre qui soient également sans limite.

Il ne tiendra qu'à la France, à ses hommes d'Etat, à ses négociants, à ses industriels, à son génie, de retirer de sa situation dans les provinces méridionales de la Chine, des bénéfices de tout genre, en rapport avec les sacrifices qu'elle lui aura coûtés. Elle est ainsi appelée, sur ce point du monde, à remplir le rôle d'initiatrice qui lui convient si bien dans le mouvement civilisateur qui, après s'être arrêté pendant des siècles devant les murailles de la Chine, va pénétrer enfin dans l'Empire du Milieu » (1).

(1) H. CORDIER. II. p. 536.

CHAPITRE IV

Le Japon. — La guerre sino-japonaise

§ I. — *La révolution de 1868 au Japon.*

Malgré elle, la Chine s'ouvrait peu à peu à la civilisation occidentale ; les étrangers triomphaient de tous les obstacles qu'elle leur opposait ; et leur marche, bien que très lente, les avait déjà conduits au cœur de l'Empire. Le contraire s'est produit au Japon : la population et le gouvernement de ce pays ont en effet rivalisé d'ardeur pour profiter de toutes les innovations qui leur sont venues de l'Occident. Après s'être hermétiquement enfermé dans une réclusion volontaire, le Japon a ouvert ses portes toutes grandes aux idées, aux sciences, à la civilisation des étrangers, plus encore qu'à leurs personnes ; il s'est lancé dans la plus profonde transformation qu'on ait jamais vu. Le moment est venu de nous occuper de ce peuple que l'Europe s'est longtemps refusé à prendre au sérieux, mais avec lequel cependant elle doit compter aujourd'hui.

Découvert au XVI^e siècle par le Portugais Mendez, le Japon vit bientôt arriver des missionnaires parmi lesquels saint François-Xavier. Opérant des conversions en grand nombre, leur influence grandit au

point de porter ombrage au gouvernement qui défendit aux Japonais d'embrasser la nouvelle religion, fit mettre à mort ceux qui voulaient y rester fidèles, obligeant les Européens à fuir un pays si peu hospitalier et où des édits promettaient des primes pour la dénonciation des adhérents de la « secte menteuse et corrompue. »

Quelques Hollandais, au nombre de 15 ou 20, purent cependant rester au Japon et y faire le commerce. Etablis devant la ville de Nagasaki sur un îlot de 185 mètres de long sur 75 mètres de large, « il leur était interdit de s'aventurer dans la ville ; sous aucun prétexte ils ne pouvaient quitter leur îlot, et lorsque le gouverneur de Nagasaki avait à s'entretenir avec eux, il leur envoyait une forte escorte, qui les conduisait à son palais et qui les ramenait chez eux avec le même cérémonial. » (1)

Cette situation dura pendant 250 ans, car l'Empire du Soleil Levant n'a eu de vrais rapports avec les étrangers que depuis le milieu du 19^e siècle. Les Occidentaux forcèrent en effet le Japon à leur ouvrir ses portes en 1854.

En 1853, une escadre américaine de quatre navires de guerre, sous le commandement du Commodore Perry, paraissait dans la baie d'Yédo pour remettre au Shogun une lettre du Président des Etats-Unis, demandant la conclusion d'un traité de commerce et l'ouverture de ports ; il annonçait qu'il viendrait

(1) FRANCIS MURY. Conférence citée.

chercher la réponse dans quelques mois ; à son retour était signé un traité qui accordait l'ouverture de deux ports, Shimoda et Hakodaté, et permettait l'établissement d'un consul américain (1854). La même année, l'Angleterre, un peu plus tard la France et la Russie imitant l'exemple des Américains, signaient un traité leur donnant des privilèges semblables, accrus bientôt en 1858 par de nouvelles conventions.

Le Japon, à l'époque où il entrait en communication avec l'Occident, avait une organisation féodale qui rappelait celle de la France au XIII^{me} siècle, au temps de Saint-Louis. Le souverain spirituel du pays était le Mikado, considéré comme d'origine divine, ne devant ni marcher sur le sol indigne de le porter, ni se montrer aux yeux de ses sujets. Le souverain temporel était le Shogun, tout d'abord simple premier ministre du Mikado, et qui s'était emparé de toute l'autorité, par des empiètements successifs. Les Daïmios possesseurs de vastes domaines étaient les grands vassaux de la couronne et se trouvaient au-dessous du Shogun. Enfin les Samouraïs, soldats courageux et redoutables, protégeaient l'autorité des Daïmios.

En 1868, cet état de choses fut complètement modifié par une révolution qui fit entrer le Japon dans la voie du progrès où il devait marcher si rapidement. S. M. Mutsu-Hito était à cette époque comme aujourd'hui encore, à la tête de l'Empire du Soleil Levant. Supportant avec peine l'inaction dans laquelle il vivait, il saisit avec empressement l'occasion d'en

sortir : quelques Daïmios lui ayant proposé de s'emparer du pouvoir temporel, il fit avec leur aide la guerre au Shogun et triompha dans la lutte.

Mutsu-Hito organisa immédiatement son empire à la façon des Etats européens : ses sujets doués d'une puissance de travail et d'une facilité d'assimilation considérables, l'aidèrent dans cette transformation qui a été complète, adoptant une civilisation, des mœurs, des coutumes de peuples avec lesquels leur pays s'était obstinément refusé pendant deux siècles à entrer en relations. Ils comprirent qu'ils ne pouvaient plus se confiner dans leur isolement et que pour devenir les égaux des nations occidentales, ils devaient tout leur emprunter.

Aussi le nouveau gouvernement une fois bien assis, le pays « s'est-il lancé à toute vapeur dans la voie de l'eupéanisation : méthodes de production, institutions militaires, administratives, financières, politiques, tout se modèle sur l'Europe » (1).

§ II. *La guerre sino-japonaise*

Ce changement si complet allait faire du Japon un rival dangereux en Extrême-Orient pour les nations occidentales. Bientôt en effet il chercha à substituer son influence à celles qu'elles exerçaient en Asie et à y jouer à leur place un rôle prépondérant. Trop à l'étroit chez lui, il eût besoin de territoires nouveaux

(1) LEROY-BEAULIEU. *La rénovation de l'Asie*, p. 199.

pour nourrir sa population chaque année plus nombreuse et il se vit poussé à l'expansion au dehors par des nécessités économiques et sociales, auxquelles ne tardèrent pas à s'ajouter des combinaisons politiques.

La Corée lui paraissait revenir naturellement à son influence et plusieurs fois il en avait fait la conquête. L'histoire, les légendes populaires nipponnes roulent presque entièrement sur cette presqu'île, dont il n'est séparé que par un détroit large seulement de 175 kilomètres.

Mais la Corée, malgré les droits du Japon, était sous la suzeraineté de fait de la Chine. Les deux pays cherchaient à faire prévaloir leur influence à la cour de Séoul qui dût payer tribut, tantôt à l'un tantôt à l'autre. Le Japon le premier, réussit à faire ouvrir la Corée aux étrangers : en 1876 en effet, le « Royaume ermite » ouvrait aux Japonais le port de Fousan, moyennant la reconnaissance de son indépendance par le Japon ; une nouvelle convention ouvrit celui de Gen-san en 1879.

Des troubles fréquents ne tardaient pas à éclater en Corée, à l'instigation des agents chinois et japonais ; des conflits nombreux se produisaient entre nationaux des deux pays qui se virent obligés à définir par traité, les droits que chacun d'eux pourrait exercer, afin de maintenir l'ordre et la sécurité dans le royaume. Aux termes du traité de Tien-Tsin (18 avril 1885), les troupes japonaises et chinoises devaient évacuer la Corée, mais pouvaient la réoccuper provisoirement, en cas de troubles, à la con-

dition de notifier d'abord cette intervention à l'autre puissance.

Les influences rivales n'en continuèrent pas moins à agir, jusqu'au jour où leurs querelles amenèrent la guerre.

Voici, d'après M. Nagao Ariga, professeur de Droit International à l'Ecole supérieure de Tokio, le motif qui amena les deux empires à se déclarer la guerre : « Si quelqu'un insistait pour connaître l'origine de la guerre sino-japonaise, je lui répondrais brièvement ceci : Un conflit de volontés existait depuis de nombreuses années entre la Chine et le Japon, deux Etats également indépendants, à propos de l'indépendance du royaume de Corée. Le Japon voulait que la Corée fut complètement libre, tandis que la Chine entendait la mettre sous son protectorat. Tous les moyens furent vainement employés pour concilier ce conflit de volontés. La Chine, en sa qualité d'Etat indépendant, ne consentit pas à céder, et le Japon, en cette même qualité, n'y consentit pas davantage. » (1)

La cour de Séoul favorisait les projets formés par l'Empire du Milieu de conserver sur la Corée ses droits traditionnels et historiques, et les deux gouvernements, pour essayer de les réaliser, profitèrent d'une révolte qui éclata dans le pays, cause des rivalités sino-japonaises, la révolte des Tonghaks.

(1) NAGAO ARIGA. *La guerre sino-japonaise*, p. 10. Voy. aussi CORDIER. *Op. cit.* 111, p. 213 et s.

L'Empereur de Corée sollicita l'aide de la Chine pour la faire cesser. Aussitôt le gouvernement de Pékin expédia des renforts, après en avoir donné avis au gouvernement du Japon, conformément au traité signé entre les deux Etats. Mais le Japon, jugeant la situation sérieuse et estimant qu'il n'était pas de son intérêt de laisser la Chine exercer son influence sur la Corée, envoya à son tour des troupes à Séoul pour garder sa légation, tandis que son ministre près la cour de Corée remettait à l'Empereur un ultimatum demandant qu'à l'avenir son Empire agisse comme un Etat indépendant et non comme un pays vassal de la Chine ; dans ce cas, le Japon lui donnerait son appui moral et matériel.

Du reste, le Japon était résolu à mettre la Chine dans l'obligation de renoncer à ses prétentions et à trancher la question ; il était décidé à agir seul et à devenir le maître de la Corée. Il proposa néanmoins à la Chine d'opérer de concert des réformes qui pouvaient seules d'après lui, maintenir la paix générale entre les trois Etats. La Chine répondit par un refus.

Se tournant alors du côté de la Corée, le gouvernement japonais lui demanda d'ordonner le départ des troupes chinoises de son territoire ; et comme ici les choses n'allaient pas à son gré, il fit attaquer par ses soldats le palais royal de Séoul (23 juillet 1894) et déposer le souverain régnant. Cela fait, le 26 août, il signait un traité d'alliance avec la Corée et son nouveau souverain, dans le but de consolider l'indépendance de son allié et de favoriser le développe-

ment de leurs intérêts personnels, en chassant les troupes chinoises du territoire coréen (1).

La Chine s'empessa de protester contre des actes qu'elle estimait attentatoires à ses droits de suzeraineté : mais les deux pays commencèrent les hostilités avant même toute déclaration de guerre et malgré la démarche que la France et la Russie firent faire dans l'intérêt de la paix, auprès du gouvernement japonais, par leurs représentants à Tokio.

La Chine fut vaincue partout, sur terre comme sur mer, dans cette guerre dont l'issue a dérouté toutes les idées admises en Europe. La Chine avait trompé tout le monde, gouvernements et public, par son habileté à sauver la face, à jeter de la poudre aux yeux ; et grâce à l'impression produite par son énorme population de 300 à 400 millions d'âmes, l'opinion générale était que la Chine pouvait mettre sur pied une armée formidable et bien organisée.

Les faits se chargèrent de détruire toutes ces illusions, car pendant l'automne de 1894, on assista à l'écrasement des forces de la Chine, révélant la faiblesse du colosse et la puissance de son vainqueur dont la population était pourtant dix fois moins nombreuse que la sienne.

Les armées japonaises marchèrent en effet de succès en succès, en prenant la ville de Kintchou, occupant Port-Arthur dans la nuit du 21 novembre et Weï-Haï-Weï sur la côte chinoise ; elles s'emparaient des îles Pescadores le 23 mars 1895 et ren-

(1) NAGAO ARIGA. *Op. cit.* p. 277. Texte du traité.

daient toute résistance impossible à la Chine. Un armistice fut signé le 30 mars, préambule de la paix qui fut définitivement conclue à Shimonosaki le 17 avril (1).

Outre une indemnité de 200 millions de taëls, la Chine cédaît au Japon la presqu'île de Liao-Toung, au sud de la Mandchourie, jusqu'au 40^e degré parallèle ; elle lui cédaît les îles Pescadores et Formose que l'amiral Courbet signalait comme les plus importantes positions stratégiques des mers de Chine ; elle reconnaissait l'indépendance de la Corée. Le Japon faisait ouvrir à son commerce les villes de Cha-Chi, Tchoung-King, Sou-Tchéou et Hang-Tchéou, de nombreux ports de fleuves chinois tels que le Yang-Tzé-Kiang, sur lequel la navigation était déclarée libre de I-Tchang à Tchoung-King, et sur la rivière de Wou-Soung et le Canal. La Chine consentait encore à la fixation de nouveaux droits d'importation et à l'exercice par les Japonais d'industries de tout genre sur son territoire.

Le traité de Shimonosaki avait une importance considérable, car en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, les avantages faits aux sujets du Mikado, profitaient aux étrangers de tous pays. Le nombre des ports qui leur étaient ouverts et qui était de 5 après le traité de Nankin de 1842, de 19 après le traité de Tien-Tsin de 1858, était porté à 26, après le nouveau traité sino-japonais, et à la suite d'une convention avec l'Angleterre en 1897. Il faut y

(1) H. CORDIER. *Op. cit.* III. p. 281. Texte du traité.

joindre six villes ou lieux de marché, situés sur les frontières de l'Indo-Chine. Un traité de 1898 avec l'Angleterre a accordé enfin l'ouverture de trois nouveaux ports : Kin-Tchéou en Mandchourie, Fou-ning dans le Fo-kien, Yo-tchéou dans le Hou-nan.

Avant la guerre sino-japonaise, les étrangers n'avaient que le droit de s'établir dans les ports ouverts pour y faire le commerce et de voyager dans l'intérieur, munis d'un passeport. Le nouveau traité leur permettait de voyager à l'intérieur, d'y faire des achats ou de porter leurs marchandises sans payer de taxe ; ils pouvaient, concession très importante, établir des manufactures de toute espèce dans les villes et ports ouverts de la Chine. Il en est résulté des progrès sérieux, un développement considérable dans la production et dans le mouvement des échanges extérieurs.

§ III. *Intervention des puissances*

Le traité de Shimonosaki au contraire, laissait au Japon la main libre en Corée et lui donnait des avantages tels qu'il allait pouvoir exercer en Extrême-Orient une influence prépondérante, s'établir à la cour de Pékin et réorganiser la Chine dans un esprit plutôt hostile aux Européens. Mais les puissances étrangères commençaient à se rendre compte des conséquences du traité sino-japonais et parurent bientôt peu disposées à accepter le nouvel état de choses qu'il créait. Des opinions différentes se produisirent suivant les pays.

La Russie ne pouvait admettre la fin du *statu quo* qui lui convenait et dans lequel se trouvait la Corée, alors qu'elle était sous la suzeraineté plus ou moins effective de la Chine. Sa politique en Extrême-Orient avait pour but d'acquérir une issue sur la mer libre. Elle se trouvait bien déjà à Vladivostok, mais ce port est fermé par les glaces pendant plusieurs mois ; elle espérait donc se porter plus au sud à la première occasion, songeant à Port-Arthur et à Talien-Wan, ports libres de glaces, situés à l'extrémité de la presqu'île de Liao-Toung. Ces ports forment une position navale de premier ordre, peu éloignée de Pékin et lui permettraient de dominer tout l'Empire du Milieu. L'occupation par le Japon de la presqu'île du Liao-Toung allait donc contre tous les projets ambitieux de la Russie, et constituait aussi une menace pour la sécurité de son propre territoire en Asie, pour la Sibérie russe. Pour toutes ces raisons, le gouvernement du Tsar ne pouvait admettre que le traité sino-japonais soit ratifié tel qu'il avait été conclu.

Aussi, dès avant l'échange des signatures, était-il entré en pourparlers avec la France et l'Allemagne, en s'efforçant de leur démontrer que l'installation du Japon sur la côte ferme heurterait leurs intérêts non moins que les siens et il sut les entraîner dans son orbite.

La France en 1895 n'avait rien à attendre du Japon, soit en bien, soit en mal, tandis qu'elle avait tout avantage à vivre en bonne harmonie avec la Chine, notre voisine immédiate en Asie, bien que nous

ayons eu avec elle des difficultés à peu près continues. Nous devons pratiquer du reste en Extrême-Orient la politique d'entente avec la Russie, comme nous l'avions fait en Europe.

C'est aussi sans doute dans le but d'être agréable au Tsar et de gagner ses bonnes grâces que l'Allemagne consentit à entrer dans une alliance inattendue avec la France. D'autres motifs, il est vrai, la poussèrent à modifier l'attitude qu'elle avait eue jusqu'alors, car pendant la guerre, elle s'était montrée plutôt favorable au Japon. Elle voulut protéger son commerce, qui aurait eu à souffrir des avantages accordés par le traité aux Japonais ; elle craignait que la marine marchande japonaise ne ruine le cabotage allemand dans les mers chinoises, à la faveur de l'essor que lui donnerait le triomphe complet du Japon. « Elle obéissait à la poussée d'expansion au dehors qui l'entraîne à affirmer partout sa puissance politique et économique » (1).

En favorisant enfin les aspirations de la politique russe en Asie, elle pourrait prendre part à une action qui serait de longue durée et sur une scène où elle n'avait pas encore eu l'occasion de jouer un rôle.

La Grande-Bretagne au contraire se rangeait aux côtés du Japon. Elle voyait dans le vainqueur de la Chine un appui politique en Extrême-Orient, un appui militaire en cas de besoin, « un verrou qui

(1) *Revue des Deux Mondes*, 1899. *Le problème chinois*.
LEROY-BEAULIEU.

fermerait la voie aux velléités d'expansion russes », suivant le mot expressif de M. de Brandt, un débouché pour son commerce et pour ses capitaux, Aussi, après quelques hésitations, le cabinet de Londres déclarait qu'il n'avait aucune objection à faire aux démarches du Japon, préconisait une politique de neutralité absolue, et sa conduite faisait croire, à tort il est vrai, qu'il était lié par un traité secret avec le gouvernement de Tokio. En tout cas l'Angleterre estimait que les principes du droit des gens ne permettaient pas à une intervention de se produire en pareille circonstance et que l'Europe n'avait pas qualité pour s'immiscer dans les rapports de la Chine et du Japon.

Nous ne voulons pas rechercher si l'intervention en Extrême-Orient de ce qu'on a appelé « la nouvelle triple alliance », était légitime ou ne l'était pas ; toujours est-il que la Russie, la France et l'Allemagne ne se laissèrent pas arrêter par les considérations venues d'Angleterre et que leur action produisit de graves effets.

Leur intention était de faire une démarche amicale auprès du cabinet de Tokio pour lui demander de faire disparaître du traité signé avec la Chine, la clause lui permettant de prendre pied sur le continent, clause jugée par elles inopportune et menaçante pour la paix de l'Extrême-Orient et du monde entier. Dès le 20 avril 1895, la Russie prit l'initiative des pourparlers ; les jours suivants, les ministres de France et d'Allemagne insistaient auprès du Mikado dans le même sens, dans des notes rédigées du reste dans les termes les plus courtois.

Le premier mouvement du Mikado fut, dit-on, de refuser, coûte que coûte, la concession qu'on lui demandait, mais il ne tarda pas à se convaincre de l'inutilité d'une résistance quelconque, surtout quand il vit que l'Angleterre ne lui donnait pas nettement son appui, tout en ne se joignant pas aux trois autres puissances pour le dépouiller du fruit de ses victoires. Il put se convaincre aussi de l'hostilité de la Russie, voulant non seulement l'empêcher de s'établir sur le continent asiatique, mais voulant encore détruire sa puissance.

Répondant aux démarches des ministres européens, le Japon cependant ne fit d'abord que des demi-concessions. Il demandait la ratification du traité de Shimonosaki tel qu'il avait été signé, proposant de renoncer ensuite par un acte séparé à la possession définitive de la province de Feng-Tien, dont il garderait toutefois Port-Arthur ; il manifestait aussi l'intention de demander une compensation pécuniaire pour le territoire qu'il abandonnait et qui serait occupé jusqu'à l'expiration du traité.

Mais les trois puissances, la Russie surtout, ne l'entendaient pas ainsi, toute l'importance de la presqu'île du Liao-Toung dépendant de la possession de Port-Arthur ; elles ne voulaient pas voir les choses traîner en longueur et se prolonger l'occupation japonaise ; aussi revinrent-elles à la charge. Le Japon, sous peine de susciter de nouvelles difficultés, dut s'incliner. C'est le conseil que lui donna l'Angleterre elle-même. Le 6 mai, le traité de Shimonosaki ratifié la veille par la Chine dans sa teneur première

était volontairement révisé par le Japon, d'après les sentiments exprimés par les puissances et, le 9 mai, les ratifications étaient échangées. En compensation de la retrocession de la presqu'île du Liao-Toung que les troupes japonaises devaient évacuer dans un délai de trois mois, le gouvernement chinois payait au Japon le 8 novembre 1895, une indemnité supplémentaire de 30 millions de taëls ou 120 millions de francs.

Par les sacrifices qu'il s'imposait, malgré ses victoires, le Mikado faisait preuve de sagesse et de modestie et donnait une haute idée de son esprit. S'adressant à son peuple pour lui expliquer les raisons qui l'ont fait céder aux remontrances de l'Allemagne, de la France et de la Russie, il disait : « Dévoué comme nous le sommes inaltérablement et comme nous l'avons toujours été aux principes de la paix, nous avons été contraint de prendre les armes contre la Chine pour la seule raison d'assurer à l'Orient une paix durable. Maintenant la recommandation amicale des trois puissances a été également inspirée par le même désir. Consultant par conséquent les meilleurs intérêts de la paix, et animé par le désir de ne pas attirer à notre peuple de nouvelles souffrances et de ne pas empêcher le progrès de nos destinées nationales en créant de nouvelles complications, et par suite en rendant la situation difficile et en retardant le rétablissement de la paix, nous n'hésitons pas à accepter cette recommandation... Nous ne trouvons rien d'incompatible avec l'honneur et la dignité de notre empire à céder aux suggestions

de la magnanimité et, prenant en considération la situation générale, à accepter l'avis des puissances amies » (1).

(1) NAGAO ARIGA. *Op. cit.* p. 296.

CHAPITRE V

Les puissances en Extrême-Orient après la guerre sino-japonaise

§ 1. — *De 1895 à 1897.*

Le désir de voir respecter l'intégrité de la Chine avait amené l'Allemagne, la France et la Russie à intervenir dans les affaires sino-japonaises ; mais le secours donné par ces Etats à la Chine vaincue était loin d'être désintéressé. Ils n'ont pas tardé en effet à se faire rémunérer leurs bons offices. Chacun d'eux n'aura désormais qu'un désir : empêcher un rival de prendre ce dont il n'aura pas pu s'emparer lui-même sur le territoire de ce nouvel « Homme malade » qu'était la Chine pour eux. Au fond aucun d'eux n'en désirait le partage, mais chacun allait s'assurer sa part dans le cas où il faudrait en venir là et dans la crainte de voir ses voisins le réaliser à leur profit.

Par sa politique habile, la Russie sut acquérir une situation prépondérante à la cour de Pékin. Après sa défaite, la Chine ayant besoin d'argent pour payer ses frais de guerre ou de reconstitution, dût recourir à l'emprunt. Le gouvernement du Tsar n'hésita pas à se faire son bailleur de fonds, comprenant que

c'était le meilleur moyen de s'immiscer dans les affaires du Céleste Empire et de le soumettre à une sorte de vasselage financier. Ne pouvant lui prêter directement, la Russie lui donna son aval, ce qui permit l'émission, avec l'aide des principales banques de Paris qui tenaient les fonds russes en grande estime, d'un emprunt chinois 4 pour 100 de 400 millions, garanti (1) par la Russie, au cours de 94, c'est-à-dire au même cours, où, avant cette garantie, les grandes maisons françaises et allemandes offraient d'émettre un fonds 5 pour 100 (2).

Le gouvernement du Tsar avait fait preuve d'habileté en permettant au cabinet de Pékin de trouver à des conditions avantageuses une partie de l'indemnité de guerre qu'il devait payer au Japon. La Chine avait besoin d'argent, et n'aurait pu s'en procurer sans doute en émettant elle-même un emprunt. Dans ce cas, il est vrai, le gouvernement impérial aurait mieux sauvegardé son indépendance politique et

(1) Article 2 du contrat du 24 juin/6 juillet 1895 : « Comme il est prévu dans le contrat avec la Chine, en dehors des garanties spéciales accordées directement par cette dernière puissance, le gouvernement impérial de Russie prend l'engagement dans le cas où pour quelque motif que ce soit, le service de l'emprunt viendrait à se trouver en souffrance ou en retard, de parfaire de son côté et de placer à la disposition des contractants de l'emprunt, à bonne date, au fur et à mesure des échéances, toutes les sommes nécessaires pour le paiement des coupons et titres amortis du présent emprunt. »

(2) *La rénovation de l'Asie. Op. cit.* p. 426 et s.

financière ; mais pour cela, il aurait dû non seulement fournir des garanties pour son emprunt, soit des recettes particulières comme celles des douanes, soit des impôts spéciaux, mais encore se soumettre au contrôle de ses créanciers. Or, il se voyait forcé par contre d'ouvrir davantage ses frontières au commerce étranger, s'il voulait se trouver à même de payer ses créanciers au moyen des revenus plus considérables que l'augmentation des échanges ne pouvait manquer de procurer aux douanes impériales.

Mais la Chine n'était pas décidée à cette date à modifier sa politique et à réformer son administration. Les garanties et les gages qu'elle pouvait donner étaient insuffisants et auraient fatalement amené l'intervention des Etats étrangers. Alors, en effet, que la dette chinoise s'élevait à 1250 millions de taëls, soit un milliard pour l'indemnité à payer au Japon, 200 millions de taëls d'après le traité de Shimonosaki et 30 millions pour évacuer la péninsule de Liao-Toung, les revenus annuels du trésor chinois atteignaient à peine 600 millions de francs. Le gouvernement de Pékin ne pouvant tenir ses engagements, et les Etats ayant le devoir de veiller aux capitaux que leurs nationaux prêtent aux nations étrangères, l'intervention des puissances était certaine un jour ou l'autre ; les gouvernements intéressés eussent été fondés à demander au Céleste Empire compte de sa conduite et à établir un contrôle financier qu'aurait rendu légitime la mauvaise administration de ses finances. La garantie russe

éloignait donc de la Chine le danger plus ou moins éloigné d'un contrôle financier. C'était déjà un avantage pour le gouvernement de Pékin ; il y en avait encore un second.

Grâce à l'intervention russe en effet, les intérêts annuels à payer par la Chine étaient réduits d'un cinquième ; c'était là un bénéfice matériel, mais une faute tout de même, car le Céleste Empire devenait responsable vis-à-vis de la Russie seule de la gestion de ses deniers, se soumettant, comme nous l'avons dit, à une sorte de vasselage financier ; il mettait par le fait son indépendance politique et financière beaucoup plus en danger, que s'il avait émi lui-même son emprunt, ayant alors des créanciers de nationalités diverses, dont l'action sur lui aurait été toujours affaiblie par les divergences de leurs gouvernements.

Mais en somme les atteintes étrangères sur l'indépendance financière chinoise ont été jusqu'ici assez légères, car le Céleste Empire n'a que quelques revenus gagés et dans les mains de l'administration européenne.

Profitant des bonnes dispositions que le secours financier qu'il lui prêtait, lui attirait de la part du Céleste Empire, le gouvernement russe, avec l'aide de la banque de Russie, favorisa la formation de la banque russo-chinoise. Ici encore les banques françaises fournirent en grande partie le capital, mais la direction fut essentiellement russe : aussi la banque dont des succursales s'établirent rapidement dans les grandes villes de l'Empire, a-t-elle été le principal agent de l'influence russe en Chine.

Les victoires du Japon semblaient n'avoir été remportées qu'au bénéfice de la Russie, dont l'influence prépondérante en Chine, avait aussi la première place en Corée. Les Japonais ne s'y montraient pas adroits colonisateurs, faisant preuve d'un véritable despotisme, imposant sans ménagements les réformes les plus variées et les plus contraires aux usages du pays. Ils avaient proscrit les habits blancs portés par les Coréens, gens pourtant fort malpropres, les longues manches et les chignons, complément du costume traditionnel du pays. Ils avaient interdit aux indigènes de fumer leurs immenses pipes de 70 à 75 centimètres de longueur, de porter leurs chapeaux à grandes ailes, mais dont la coiffe est trop petite pour leur tête et qu'ils font tenir avec des brides. Les Coréens ont commencé par s'amuser de ces exigences, mais ils n'ont plus ri quand les soldats japonais ont coupé les chignons, rogné les manches et brisé les pipes de ceux qu'ils rencontraient (1).

Exploitant habilement le mécontentement qui accueillait les réformes japonaises, la Russie peu à peu substituait son influence en Corée à celle du Japon. Les révolutions du palais qui se succédèrent à Séoul en 1895 et 1896, lui fournirent encore l'occasion de l'accroître en prenant la défense du roi, prisonnier de fait des Japonais, et en faisant annuler

(1) *La rénovation de l'Asie. Op. cit.* p. 431. — V. aussi *Japon, Corée, Mandchourie*, conférence citée. FRANCIS MURY.

tous les édits réformateurs qu'il avait dû signer auparavant.

Aussi le Japon se vit-il bientôt obligé de s'entendre avec la nation rivale, pour ne pas perdre toute influence dans ce pays si troublé et pour sauvegarder les intérêts de ses nombreux nationaux. Un traité fut conclu le 28 mai 1896 par les représentants des deux Etats, d'après lequel la Russie et le Japon, tout en garantissant l'indépendance de la Corée et en assurant le roi de leur appui en cas de troubles, se donnaient le droit réciproque d'avoir chacun, deux cents soldats dans le royaume pour protéger les lignes télégraphiques et trois détachements militaires pour protéger leurs nationaux à Séoul, Fousan et Gensan. Aucune des deux puissances ne prendrait de disposition financière avec le gouvernement Coréen, sans le consentement de l'autre. Le Japon devait défendre les parties méridionales et occidentales de la Corée et la Russie les autres parties. La Russie était de plus autorisée à établir une ligne télégraphique de Séoul à la frontière sibérienne. Les deux Etats enfin devaient aider la Corée à réorganiser ses finances et s'engageaient à retirer leurs troupes, dès que les forces de police du pays seraient à même d'y maintenir l'ordre.

L'effet de cette convention fut à peu près nul. La Russie avait en effet la complète surveillance des affaires de Corée ; le gouvernement du Japon lui laissait d'ailleurs tacitement sa liberté d'action, en même temps que tout le profit de ses victoires.

Maître de la Corée et de la Mandchourie, où la

convention conclue entre la Chine et la banque russo-chinoise, le 27 août/12 septembre 1896, lui avait donné le droit d'établir un chemin de fer, le gouvernement du Tsar pouvait choisir le moment de faire aboutir son Transsibérien sur le point de la côte qui lui conviendrait et d'avoir sur les rives du Pacifique un port libre de glaces, son rêve depuis Pierre-le-Grand.

Prévoyant d'autre part le cas où il lui faudrait se livrer en Asie à des opérations militaires, la Russie avait profité de la présence à Pétersbourg de Li-Hung-Tchang, qui était venu, à la tête d'une mission spéciale, assister au couronnement de Nicolas II, pour signer avec le célèbre vice-roi, un traité d'une grande importance politique et diplomatique. Ce traité devait rester secret, mais le texte en a cependant été publié par le *North-China-Herald* du 30 octobre 1896. Attribué au comte Cassini, ministre de Russie à Pékin, il est connu pour cela sous le nom de Convention Cassini (1). La Chine, par ce traité, louait à la Russie le port de Kiao-Tchéou pour une période de 15 ans et lui permettait en cas de guerre de se servir de ceux de Port-Arthur et de Talien-Wan, qu'elle s'engageait aussi à ne jamais céder à une autre puissance. La Russie y préparait ainsi son installation définitive.

Ses alliés, l'Allemagne et la France, étaient moins bien payés de leur intervention par le gouvernement chinois.

(1) CORDIER, *Op. cit.* III. p. 343 et s.

L'Allemagne se contenta d'abord de quelques concessions de terrains pour ses nationaux à Tien-Tsin, Han-Kéou et quelques autres ports. Plus tard, il est vrai, elle montrera plus d'exigence.

Quant à la France, elle reçut la récompense de ses services dans les deux conventions que signa son ministre à Pékin, M. Gérard, le 20 juin 1895 : l'une définissait la frontière de l'Indo-Chine française, qui se développe du côté de la Chine sur une longueur de plus de 2137 kilomètres ; l'autre était une convention commerciale plus avantageuse que les précédentes de 1886 et de 1887. La France obtenait le droit d'installer un Consul à Tong-Hing, en face de Monkay près de la côte, et de faire de concert avec la Chine la police sur les zones limitrophes. La ville de Ho-Kéou était ouverte au commerce et devenait la résidence d'un agent français ; il en était de même pour Semaou, à l'est du Haut-Mékong. La France obtenait un droit de préférence pour l'exploitation des mines du Yun-Nan, du Kouang-Si et du Kouang-Toung. La convention lui permettait de prolonger en Chine les voies ferrées du Tonkin et de relier les réseaux télégraphiques français et chinois entre Semaou, Luang-Prabang et Laï-Chau. Après avoir protesté un moment, contre la délimitation de frontière établie par l'accord franco-chinois du 20 juin 1895, parce qu'il donnait à la France certains territoires plus ou moins tributaires du Xieng-Hong que la Chine s'était précédemment obligée à ne céder à personne, l'Angleterre finit néanmoins par l'accepter dès le début de 1896.

Cette année-là, la France se vit aussi chargée de

la reconstruction de l'arsenal de Fou-Tchéou, établi en 1866 par des Français et détruit par d'autres Français en 1884, sous le commandement de l'amiral Courbet.

Elle obtint enfin d'autres avantages, comme protectrice des catholiques : la Chine révoqua les règlements interdisant aux missionnaires les achats d'immeubles dans l'intérieur, promit de faire disparaître de la prochaine édition du recueil des lois de l'Empire, les punitions et les menaces qui s'y trouvaient et autorisa la reconstruction sur le même emplacement, de la cathédrale de Tien-Tsin, détruite et brûlée, en même temps que les missionnaires et les religieuses étaient massacrés lors de l'émeute de juin 1870.

A son tour, la diplomatie anglaise obtenait une convention le 4 février 1897, malgré le peu de faveur qu'elle trouvait à la Cour de Pékin. La frontière était rectifiée du côté de la Birmanie ; un consul anglais pouvait être établi en un point du Yunnan occidental, Manwyne ou Chouning-Fou, au choix du gouvernement britannique. La Chine s'engageait à ouvrir les routes menant à ces points et d'autres encore, et à permettre que les chemins de fer à construire dans le Yunnan fussent reliés au réseau birman. La navigation européenne était admise sur le fleuve Si-Kiang, de Canton à Ou-Tchéou, sur la frontière du Kouang-Si et du Kouang-Toung ; les ports de Samshui et de Ou-Tchéou devenaient ports de traité et des concessions y étaient établies pour les Européens.

§ II. — *Installation des Etats Européens en Chine*

Ainsi vers le milieu de 1897, toutes les puissances intéressées en Chine avaient reçu leur lot et leurs ambitions pouvaient paraître satisfaites. Il leur restait à profiter des avantages obtenus, quand de graves événements se produisirent en Chine, faisant naître la question d'Extrême-Orient.

Voici les faits : Deux missionnaires allemands avaient été massacrés le jour de la Toussaint, dans la province du Chan-Toung, où le fanatisme chinois est très ardent, car dans cette région se trouve le tombeau de Confucius. Les missionnaires surpris à onze heures du soir par une foule armée qui avait envahi la maison où ils se trouvaient, furent frappés sans pouvoir résister.

Le gouvernement allemand fit de suite occuper par ses troupes le port de Kiao-Tchéou qui se trouvait le plus rapproché du lieu du massacre (24 novembre 1897). Le procédé était expéditif sans doute, mais peu recommandable. La moralité s'impose en effet aux gouvernements comme aux individus, et au point de vue moral, l'occupation de Kiao-Tchéou par les soldats allemands, n'était qu'un abus de la force brutale, un acte dévoilant au grand jour les convoitises de l'Europe. C'était de plus, au point de vue juridique, une violation flagrante du droit des gens. Le procédé ne pouvait que froisser les Chinois, d'autant plus que le gouvernement de Pékin avait répondu à la demande de réparation de l'Allemagne par une

offre de compensation complète : destitution des fonctionnaires locaux, paiement d'indemnités considérables, croyant ainsi faire cesser l'occupation.

Mais l'Allemagne était décidée à la maintenir; volontairement elle refusait d'arriver à un accord par la voie pacifique et diplomatique. Guillaume II envoyait en effet en Extrême-Orient une division navale, sous les ordres de son propre frère, le prince Henri de Prusse, et l'invitait au moment de son départ, entouré d'une certaine pompe, comme s'il s'agissait d'un départ pour une nouvelle croisade, à faire sentir au besoin en Chine « sa dextre gantée de fer ».

L'Allemagne un peu plus tard et avec moins de ménagements que ses alliés, se payait des services rendus à la Chine en 1895. Elle voyait du reste dans l'Empire du Milieu, un vaste champ d'exploitation commerciale; son commerce en Extrême-Orient avait pris un essor considérable; sa marine marchande s'était substituée à la marine anglaise, ses produits aux produits britanniques et ses nationaux envahissaient les concessions étrangères.

Comme les autres puissances, les Allemands voulaient posséder un point d'appui en Chine; ils profitaient de l'occasion qui s'offrait à eux pour mettre la main sur un port qui leur convenait, situé au fond d'une baie profonde et bien abritée, au sud de la presqu'île qui forme la partie méridionale du golfe de Petchili.

Et dans ce but, le gouvernement allemand eut recours au système de la cession à bail « qui con-

siste essentiellement en une convention bilatérale, d'apparence parfaitement libre et normale, par laquelle un propriétaire d'un sol loue l'habitation de ce sol à un pays qui devient son locataire (1). »

La diplomatie avait là un moyen commode pour partager, sans en avoir l'air, l'Empire chinois et en attribuer un morceau à chacune des puissances. En effet, si en droit la cession à bail constitue une annexion temporaire, elle est en fait un acheminement vers une annexion pure et simple. L'opinion allemande a certainement considéré l'occupation de Kiao-Tchéou comme une main-mise définitive sur ce territoire, et les auteurs se montrent en général sceptiques sur la sincérité de la promesse de restitution que l'on trouve dans les conventions de ce genre. M. de Lapradelle, par exemple, est d'avis que le système a été employé en Chine « pour opérer des annexions déguisées, par la nécessité de respecter le dogme de l'intégrité territoriale que l'Europe croit toujours avoir à proclamer dès qu'il s'agit d'un homme malade et le Chinois l'est peut-être plus encore que le Turc (2). »

L'installation des nations concessionnaires de territoires sur la côte chinoise peut donc bien être considérée comme définitive. La longue durée de la cession tout d'abord, ne s'oppose-t-elle pas moralement à toute restitution ?

(1) *Question d'Extrême-Orient*, p. 183.

(2) *Revue de Droit public*, 1898, XI, p. 285.

L'Etat cessionnaire doit chercher en effet à s'assimiler la population qui habite sur le territoire cédé, à établir une fusion entre elle et ses nationaux. Au bout de 99 ans, il est probable que l'œuvre d'assimilation sera achevée : et c'est alors que se produirait la rupture des liens qui auraient pu s'établir, et que les habitants des territoires cédés à bail reprendraient leur première nationalité ? L'Etat cessionnaire se résignerait sans doute difficilement à se voir privé du fruit de ses efforts.

D'ailleurs fatalement, il se verra amené à prendre l'usage du droit pour le droit lui-même, à cause de la longue durée de l'usufruit dont il aura joui, et parce que son titre de cessionnaire à bail lui aura donné le droit de se conduire en véritable propriétaire sur le territoire loué, sur lequel enfin il aura certainement plus d'intérêts que le cédant.

Il est donc bien certain que la restitution des territoires cédés sous forme de bail, ne s'exécutera jamais exactement : les traités de cessions à bail, n'indiquent pas du reste les conditions de la restitution. Il n'y a guère que le traité sino-allemand qui en parle, mais dans le but de stipuler une indemnité pour les dépenses de l'Allemagne et la cession d'un autre territoire en échange. « C'est là, dit M. de Pourville, qu'on voit la duplicité d'une partie et la complaisance de l'autre ; l'une a trop conscience de sa force et l'autre de sa faiblesse, pour qu'au moment même de la cession à bail, l'un des signataires ait l'idée que cette cession puisse être temporaire en fait, comme elle l'est en droit. En louant, l'un sait

bien qu'il prend, l'autre sait bien qu'il donne et personne, non plus que les spectateurs, n'est dupe de la comédie » (1).

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que les puissances européennes, en mal de pénétration coloniale et de conquête, aient utilisé en Chine, avec un empressement significatif, ce moyen commode d'expansion qu'est la cession temporaire, ce chef-d'œuvre de la diplomatie moderne, application sans scrupule du vieux système copartageant. Poussées par l'idée du développement colonial et commercial surtout, elles ont vu dans le système un procédé de colonisation et un moyen de créer des sphères d'influences commerciales. L'essentiel pour chacune d'elles est de ne pas se laisser distancer, et dès que le voisin prend un morceau, d'en prendre soi-même un autre, au moins aussi gros.

C'est ce système qui fut imposé à la Chine, dans la convention signée par elle le 6 mars 1898, et contenant cession à bail en faveur de l'Allemagne, de la baie de Kiao-Tchéou, pour une durée de 99 ans. Il est utile de connaître le texte de ce traité qui allait servir de modèle aux conventions que les autres puissances vont arracher au Céleste Empire.

« Article 1. — S. M. l'Empereur de Chine, guidé par l'intention de fortifier les relations amicales entre la Chine et l'Allemagne, et en même temps, d'augmenter la préparation militaire de l'Empire chinois, s'en-

(1) *Question d'Extrême-Orient, Op. cit.*, p. 184.

gage tout en réservant tous ses droits de souveraineté dans une zone de 50 kilomètres, entourant la baie de Kiao-Tchéou à marée haute, à permettre le libre passage des troupes allemandes dans la limite de cette zone en tout temps, comme aussi de s'abstenir de prendre aucune mesure ou d'y promulguer aucun règlement sans le consentement préalable du gouvernement allemand; et spécialement de ne placer aucun obstacle en travers d'aucun règlement pour les cours d'eaux, qui pourrait être reconnu nécessaire; S. M. l'Empereur de Chine se réserve, en même temps, le droit d'avoir une garnison dans cette zone, d'accord avec le gouvernement allemand, et de prendre d'autres mesures militaires.

« Article 2. — Dans l'intention de satisfaire au désir légitime de S. M. l'Empereur d'Allemagne, que l'Allemagne, comme les autres puissances, possède une station sur la côte chinoise, pour la réparation et l'équipement de ses navires, pour l'emmagasinement du matériel et des provisions pour ceux-ci et pour tous autres arrangements s'y rapportant, S. M. l'Empereur de Chine cède à bail, provisoirement pour 99 ans, les deux côtés de la baie de Kiao-Tchéou. L'Allemagne s'engage à construire, à un moment convenable, sur le territoire ainsi cédé, des fortifications pour la protection des bâtiments à y construire et de l'entrée du port.

« Article 3. — En vue d'éviter la possibilité de conflits, le gouvernement impérial chinois, s'abstiendra d'exercer ses droits de souveraineté, sur le territoire cédé, pendant la durée du bail, et en abandonne

l'exercice à l'Allemagne dans les limites suivantes...

Les Hautes Parties contractantes se réservent de délimiter d'une manière plus exacte, d'accord avec les traditions locales, les limites du territoire loué par l'Allemagne et de la zone de 50 kilomètres, autour de la baie, par le moyen de commissaires devant être nommés des deux côtés.

Les navires de guerre chinois et les bâtiments de commerce devront jouir des mêmes privilèges, dans la baie de Kiao-Tchéou, que les vaisseaux des autres nations en termes amicaux avec l'Allemagne; et l'entrée, le départ et le séjour des vaisseaux chinois dans la baie, ne devront pas être soumis à aucune restriction autre que celles que le Gouvernement Impérial allemand, en vertu des droits de souveraineté sur l'ensemble de tout le mouillage de la baie transférés à l'Allemagne, peut à un moment quelconque, trouver nécessaires d'imposer, en vue des vaisseaux des autres nations.

« Article 4. — L'Allemagne s'engage à construire les signaux nécessaires à la navigation sur les îles et les bas-fonds, à l'entrée de la baie.

Aucun droit ne sera demandé aux vaisseaux de guerre et autres bâtiments de commerce chinois, dans la baie de Kiao-Tchéou, excepté ceux qui pourront être levés sur les autres vaisseaux, dans le but d'entretenir les arrangements des ports et des quais.

« Article 5. — Si dans l'avenir, l'Allemagne exprimait le désir de rendre la baie de Kiao-Tchéou à la Chine avant l'expiration du bail, la Chine s'engage à rembourser à l'Allemagne les dépenses qu'elle a

encourues à Kiao-Tchéou et à céder à l'Allemagne un endroit plus convenable. L'Allemagne s'engage à ne soustraire à aucune époque le territoire loué par la Chine.

La population chinoise, demeurant dans le territoire cédé, devra en tout temps jouir de la protection du Gouvernement allemand, pourvu qu'elle agisse en conformité de la loi et de l'ordre ; à moins que le terrain ne soit requis pour d'autres usages, les habitants pourront y rester. . (1). »

A peine les Allemands avaient-ils pris possession de Kiao-Tchéou, que les Russes envoyèrent leur flotte établir ses quartiers d'hiver à Port-Arthur. Cet acte se produisait bien d'accord avec le gouvernement chinois ; mais la Russie ne tarda pas à montrer, qu'elle voulait rendre durable son établissement dans ce port qui domine complètement du côté nord l'entrée du golfe de Petchili.

Son chargé d'affaires à Pékin, M. Pavlof signait en effet à Pékin, le 15/27 mars 1898, une convention par laquelle Port-Arthur et Talien-Wan, avec les territoires y attachés et les eaux territoriales qui en dépendent, étaient cédés en usufruit à la Russie pour un terme de vingt-cinq ans, lequel pourrait être prolongé ensuite d'un commun accord.

De plus la Chine concédait au gouvernement impérial le droit de construire une ligne de chemin de fer destinée à relier ces ports à la grande ligne

(1) Texte dans H. CORDIER, *op. cit.*, III, p. 357 et s.

transsibérienne. Celle-ci aurait ainsi un terminus sur la mer libre. Ce projet exécuté, la Russie devait se trouver chez elle à Port-Arthur ; Pétersbourg aurait des communications directes et relativement faciles par voie ferrée, avec ses flottes et ses diplomates : la Russie plus que jamais allait exercer une action prépondérante en Chine.

Celle-ci cependant conservait ses droits de souveraineté sur Port-Arthur et Talien-Wan, qui étaient déclarés ouverts aux bâtiments de commerce de toutes les nations étrangères.

C'était là peut-être une satisfaction accordée à l'Angleterre dont le gouvernement poussé par l'opinion anglaise, énonçait à la même époque la fameuse politique, dite *de la porte ouverte*. Le gouvernement britannique par la bouche du Sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, venait en effet de déclarer qu'il s'opposait à toute attaque contre l'indépendance ou l'intégrité de l'Empire du Milieu ; qu'il empêcherait toute tentative de fermer un port chinois à son commerce, alors qu'il resterait ou deviendrait ouvert au commerce d'une autre nation ; enfin qu'il entendait maintenir dans leur entier tous les droits à lui concédés par le traité de Tien-Tsin de 1858 (1).

En déclarant ouverts au commerce de toutes les puissances, les ports dont la Chine permettait l'accès, on en pouvait rendre beaucoup plus difficile l'accaparement par l'une d'elles.

Et dans ce sens, à la fin de février 1898, l'Angle-

(1) V. *Rénovation de l'Asie*, Op. cit., p. 453.

terre avait convenu avec la Chine que la région du Yang-Tzé-Kiang ne serait jamais cédée ni à bail, ni autrement à aucune puissance étrangère. En dehors de cet ordre d'idées, la convention ajoutait que le successeur de sir Robert Hart comme surintendant des douanes chinoises, serait un sujet britannique aussi longtemps que le commerce anglais aurait le premier rang dans les échanges extérieurs de la Chine, et que les navires de toutes les nations pourraient naviguer sur tous les cours d'eau de l'Empire.

Pour mieux se conformer encore à la politique qu'il préconisait, le gouvernement anglais, apprenant que la Russie négociait pour l'acquisition de Port-Arthur, proposait au gouvernement du Tsar de s'abstenir de cette acquisition, l'Angleterre s'engageant de son côté à ne prendre aucun port dans le golfe de Petchili.

Mais la Russie ayant décliné cette invitation, l'Angleterre n'hésita pas à se faire concéder à son tour de nouveaux avantages. La convention du 2 avril 1898 lui cédait Weï-Haï-Weï dans les mêmes conditions que la Russie avait obtenu Port-Arthur. Weï-Haï-Weï, situé à la partie méridionale de l'entrée du golfe de Petchili, tandis que Port-Arthur se trouve au nord, était une possession stratégique assez importante et facile à défendre, après le rétablissement des batteries du littoral, détruites par les Japonais. Ceux-ci qui devaient occuper cette position jusqu'à la fin du paiement de l'indemnité de guerre que leur devait la Chine, ne firent pas d'opposition à la cession, à la suite des négociations intervenues entre les deux gouvernements.

Le 9 juin 1898, une nouvelle convention signée à Pékin donnait à la Grande-Bretagne la concession à bail pour une durée de 99 ans, des territoires de Kou-Loung, situés en face de Hong-Kong. La Chine oubliait que la même année, elle avait promis à la France de ne donner à aucune autre puissance des avantages territoriaux dans les provinces voisines du Tonkin, notamment dans le Kouang-Toung.

Aussi la France ne pouvait-elle rester plus longtemps indifférente en face des concessions accordées aux autres puissances, et le cabinet de Paris chargeait notre représentant en Chine de transmettre nos demandes à la cour de Pékin. Nos gouvernants faisaient valoir à cet effet, aussi bien l'égalité de traitement assurée à la France par ses traités que les importants services rendus naguère au Céleste Empire.

Les instructions envoyées à notre chargé d'affaires, portaient qu'il fallait obtenir du Tsoung-Li-Yamen, la concession définitive d'une voie ferrée sur Yunnan-Fou, la faculté pour la France d'installer sur la côte méridionale chinoise un dépôt de charbon, dans les mêmes conditions que la nation la plus favorisée, et l'attribution du service des postes à un agent français. C'était la réponse à la promesse faite à l'Angleterre de confier la direction des douanes à un sujet britannique. L'alliance franco-russe nous permettait de faire appuyer nos démarches par le cabinet de Pétersbourg.

Le gouvernement les accueillit dans les termes suivants : « Votre Excellence pourra déclarer au

gouvernement français que la France a obtenu toutes ses demandes de négociations amicales, sans qu'elle ait eu à user de démonstrations navales ni d'ultimatum. »

La convention franco-chinoise fut signée à Pékin le 9 avril 1898, par M. Dubail, notre chargé d'affaires et le gouvernement impérial.

L'accord mettait la France au même niveau que les autres puissances. La Chine lui cédait à bail une baie de la côte méridionale, Kouang-Tchéou-Ouan, lui donnait le droit de construire un chemin de fer reliant le Tonkin à Yun-Nan-Fou, et accordait en général toutes les demandes du gouvernement français. La location de Kouang-Tchéou-Ouan, jointe au droit de préemption, que nous permet l'engagement de la Chine de ne pas céder à d'autre puissance l'île de Haïnan (12 juin 1897), donne au Tonkin plus de sécurité, car l'île de Haïnan commande l'entrée du fleuve Rouge, et Kouang-Tchéou nous rend maîtres du détroit entre la côte et Haïnan, et par conséquent des eaux tonkinoises.

Le Gouvernement italien, à l'exemple des autres puissances, songeait à s'établir à son tour, sur la côte chinoise. Ses titres à obtenir une cession à bail, n'étaient pas de nature à faire impression sur le gouvernement de Pékin : son commerce avec la Chine était minime et ses intérêts dans le pays très inférieurs à ceux des autres Etats européens. L'Italie se croyait tout au moins assurée de l'aide de l'Angleterre. C'est en effet beaucoup sur les conseils de la Grande-Bretagne, que le 28 février 1899, l'Italie par

l'intermédiaire de son ministre à Pékin, M. di Martino, demandait au Tsoung-li-Yamen, la cession à bail de la baie de San-Men, dans le Tché-Kiang, et l'autorisation d'établir une voie ferrée de la baie de San-Men au lac Po-Yang, dans le Kiang-Si. Le gouvernement chinois, pour la première fois depuis longtemps, répondit par un refus très net; un ultimatum lui donnant jusqu'au 14 mars, pour fournir une réponse, et menaçant de faire occuper la baie par les marins de l'escadre italienne, n'eut même pas le don de l'émouvoir. Le cabinet de Rome n'insista pas; l'opinion publique en Italie n'était pas en effet favorable aux aventures coloniales depuis les mécomptes éprouvés en Abyssinie, et l'Angleterre se tenait sur la réserve. Le gouvernement italien n'a plus depuis renouvelé sa démarche.

Il restait à satisfaire le Japon et il n'était guère facile à la Chine de se dérober. Le Mikado, cependant, se contenta d'une simple promesse de non-aliénation de la province de Fou-Kien, c'est-à-dire que le gouvernement chinois s'interdisait de permettre sur ces territoires convoités par le Japon, l'expansion de nations rivales. C'est ainsi que la France s'était fait promettre la non-aliénation des provinces limitrophes du Tonkin et que l'Angleterre avait obtenu une même déclaration pour la vallée du Yang-Tzé. Ces traités n'ont pourtant pas une grande valeur : ils n'ont force de loi qu'entre parties contractantes et les autres puissances peuvent ne pas en tenir compte.

Il en est de même du système des sphères d'in-

fluence, de ces conventions conclues entre deux puissances au détriment immédiat d'une troisième, qui n'est en rien pressentie ou consultée, et dont nous trouvons un exemple en Asie, dans un accord franco-anglais de 1896. Cet accord en effet, survenu sans consulter le Siam, cependant légitime souverain des régions qui s'y trouvent mentionnées, détermine que la presqu'île de Malacca est du domaine de l'influence politique de l'Angleterre et que la rive droite du Mékong est du domaine de l'influence politique de la France (1).

Le système des sphères d'influence, malgré ses défauts, a eu toutes les faveurs des hommes d'Etat anglais ; depuis longtemps ils ont étudié ce qu'il pouvait rapporter en Chine à la Grande-Bretagne. Pour eux, la Russie devrait avoir le Nord de l'Empire en cas de partage, l'Allemagne le bassin Hoang-Ho, la France le sud, la partie la plus pauvre, et l'Angleterre tout le reste du colosse jaune ; et il n'est pas à dédaigner ce reste du gâteau chinois qui comprendrait la riche et fertile vallée du Yang-Tzé, les mines du Cham-si et la partie de la côte la plus commerçante. On peut dire que l'expression de M. Chamberlain, lors de la convention anglo-africaine de 1890, « le coq gaulois pourra gratter le sable », ne serait pas loin ici de recevoir une nouvelle application.

(1) V. DE POUVOURVILLE. *Revue générale de Droit International* 1899. *Op. cit.* p. 121. Voy. aussi *La question d'Extrême-Orient*, *Op. cit.* p. 188 et 189.

§ III. — *Concessions de chemins de fer*

Le partage de la Chine, il est vrai, n'était pas près de s'accomplir en 1898 ; il l'est encore moins aujourd'hui. Il en serait sorti et en sortirait trop de difficultés. Les puissances tout au moins s'y préparaient en se créant une situation privilégiée dans certaines régions. Elles se sont fait accorder toutes sortes de concessions ; et surtout elles ont trouvé une nouvelle formule de conquête, la conquête par le rail (1).

La constitution d'un réseau de chemins de fer a été en effet un des grands moyens qui ont permis aux Européens d'enfoncer les portes de la Chine et de se réserver le trafic de cette immense population, trafic qui devait faire de rapides progrès, avec le développement des voies de communications.

La Chine a résisté avec la plus grande énergie à cet emblème par excellence de la civilisation moderne. En 1876, des Européens construisirent de Shanghai à Woosung, une ligne de 16 kilomètres, le premier chemin de fer qu'on ait vu dans l'Empire du Milieu : il fut enlevé l'année suivante par les autorités chinoises. En 1896, il n'existait qu'une ligne de 280 kilomètres de Kaiping jusqu'à Tien-Tsin d'une part et de l'autre jusqu'à Changhaï-Kouan. Après la guerre sino-japonaise, 135 kilomètres furent construits jusqu'à Pékin.

(1) CORDIER, *Op. cit.* p. 379 et s.

Voy. aussi LEFÈVRE. *Les chemins de fer de pénétration dans la Chine méridionale.*

A ce moment-là les nations étrangères, renseignées sur la faiblesse du Céleste Empire, modifient leur attitude et la question des chemins de fer devient vite à l'ordre du jour dans tout l'Extrême-Orient. Elles exigent plus qu'elles ne sollicitaient autrefois et prétendent obliger le Fils du Ciel à mettre en valeur les richesses de son Empire ou à les laisser le faire à sa place. Elles obtiennent la concession de quelques 10.000 kilomètres de voies ferrées, qui ont amené entre la Chine et ces Etats, dont les nationaux se disputaient les concessions, des rivalités nombreuses, des négociations compliquées.

Le 28 novembre 1898, sir C. Mac Donald donnait à Lord Charles Beresfort, la liste suivante des concessions de chemins de fer accordées à cette date :

	Nombre de lignes	Longueur en milles
Anglais.....	9	2800
Russes.....	3	1530
Allemands.....	2	720
Belges.....	1	650
Français.....	3	420
Américains.....	1	380 (1).

Les Russes surtout ont employé le chemin de fer comme principal moyen de pénétration en Asie. Le projet d'établir une voie de communication terrestre entre l'Europe et l'Extrême-Orient, conçu de bonne heure, est devenu définitif sous le règne d'Alexan-

(1) H. CORDIER, *Op. cit.*, III, p. 396.

dre III. Ce souverain sut comprendre toute l'utilité d'un chemin de fer entre ces pays, au triple point de vue politique, militaire et économique : le Transsibérien devait mettre la Russie d'Europe en rapport avec la Chine, le Japon et l'Océan Pacifique ; il devait desservir les différentes parties de la Sibérie et permettre d'y favoriser la colonisation.

Les difficultés à surmonter sur la plus grande partie du parcours étaient considérables. Malgré tout, le Transsibérien s'est construit : la première pierre de la voie a été posée à Wladivostok le 12 mai 1891 par l'empereur actuel, alors tsarewitch ; l'ordre de commencer les travaux fut donné le 10 décembre 1892 ; le dernier rail de cette voie de 8870 kilomètres a été posé le 3 novembre 1901.

Le tracé de la voie tout d'abord en entier sur le territoire russe, fut modifié, lorsqu'en 1895, la Russie obtint de la Chine l'autorisation de faire passer le chemin de fer en Mandchourie et d'occuper même cette province pour protéger les travaux. Le Transsibérien se rapprochait ainsi de Pékin et ne passait qu'à 500 kilomètres du golfe de Petchili : cette concession augmentait donc considérablement les moyens de pression de la Russie sur la Chine. La nouvelle ligne était du reste entièrement entre les mains du gouvernement russe : la preuve en est dans les statuts de « la Société du chemin de fer de l'Est chinois » formée par la Banque russo-chinoise après la convention du 8 septembre 1896 entre la Russie et la Chine. « Les détenteurs d'actions ne pourront être que Russes ou Chinois. La durée de la concession est

de quatre-vingts ans à dater du jour où la ligne sera ouverte dans toute son étendue... Le gouvernement russe a le droit de surveiller la marche des affaires, tant pendant la période de construction que pendant celle d'exploitation... » (1).

En 1898, quand « la cession à bail » de Port-Arthur et de Talién-Wan fut consentie au Tsar, la Russie obtint de la Chine le droit de construire un embranchement de Kirin sur sa nouvelle possession, qui devait servir de terminus au Transsibérien sur les bords d'une mer toujours libre. La Russie obtint encore la concession d'une voie ferrée de 450 kilomètres à construire entre Pékin et Taï-Yuen, capitale de la province de Cham-Si.

L'influence russe existait donc entièrement au nord de Pékin à la fin de 1898. Et le 16/28 avril 1899, la Russie et l'Angleterre « prenant en considération la gravitation économique et géographique de certaines parties de l'Empire chinois » (2), signaient un accord contenant l'engagement réciproque de ne pas se contrecarrer mutuellement dans les demandes de concessions de chemins de fer, faites par la Russie au nord de la Grande Muraille, et par l'Angleterre dans le bassin du Yang-Tzé-Kiang.

C'est dans cette partie de la Chine en effet, que l'Angleterre a surtout demandé des concessions. Les Anglais ont reconstruit pour le compte d'une com-

(1) LEROY-BEAULIEU. *La rénovation de l'Asie*, Op. cit. p. 136.

(2) *Archives diplomatiques*, 1899.

pagnie chinoise, la ligne de Shanghai à Wosung, détruite en 1877. Ils ont obtenu d'établir sur le Yang-Tzé-Kiang une ligne de 980 kilomètres, de Tien-Tsin à Tin-Kiang et Nankin, prolongée par la voie à l'étude depuis 1896, de Nankin à Shanghai et donnée à un syndicat anglo-américain. De plus, en juin 1898, et après l'acquisition de Ki-Loung, le gouvernement chinois leur fit la concession d'un chemin de fer de 160 kilomètres, de ce territoire à Canton.

Du côté de la Birmanie, les Anglais avaient rêvé de créer une voie ferrée jusqu'au Yunnan, espérant faire entrer par là, la Chine occidentale dans leur sphère d'influence économique : la ligne anglaise de Mandalay à Kunlow devait être prolongée jusqu'à Tali-fou avec embranchement sur Yunnan-fou, Sin-fou et Tchung-Kin. La Grande-Bretagne a dû reculer devant l'extrême difficulté de construction et le coût de la ligne birmane ; à la fin de décembre 1901, le gouverneur général des Indes, lord Curzon, avait déjà déclaré que la ligne en construction en Birmanie ne serait même pas prolongée jusqu'à la frontière.

Enfin une société anglo-italienne, connue sous le nom de *Pékin Syndicate*, s'est fait attribuer les lignes de Tai-Yuen à Singam et à Siang-Yuang.

Les Allemands ont obtenu la concession d'une voie ferrée de 280 kilomètres de Kiao-Tchéou à Tsi-nan-fou, d'un embranchement vers Po-chan-Sien, d'un autre de 240 kilomètres de Tsi-nan à Tsi-so-sien, sur le fleuve jaune, et de là à Y-Tchéou et Kiao-Tchéou, pour desservir les centres houillers de la province de Chan-Toung. De plus, un syndicat

allemand fut chargé de construire la ligne de Tien-Tsin à Chin-Kiang.

La France ne restait pas en arrière. Voulant surtout étendre l'influence française dans les provinces méridionales de la Chine, le gouvernement de la République décidait, en 1897, d'envoyer une mission d'ingénieurs, étudier le réseau de chemins de fer qui pourrait être construit, pour mettre le Tonkin en communication avec les grands marchés chinois. Pour les atteindre, diverses voies étaient possibles : la meilleure était la vallée du fleuve Rouge ; elle est la véritable avenue du Yun-Nan et conduit directement à la frontière chinoise.

Mais on comprit qu'il fallait d'abord construire un réseau indo-chinois qui servirait de base à notre pénétration en Chine.

Le Conseil supérieur de l'Indo-Chine en 1898, sur la proposition du gouverneur général, M. Doumer, et sur le rapport de l'amiral de Beaumont, commandant en chef l'escadre d'Extrême-Orient, émettait l'avis :

« Que le réseau des chemins de fer de l'Indo-Chine et des chemins de fer de pénétration en Chine, soit construit dans le plus court délai possible » (1).

Il considérait comme particulièrement urgente l'exécution des lignes suivantes :

1^o Chemin de fer de Haïphong à Hanoï et à la frontière du Yunnan (Laokay) ;

2^o Chemin de fer de pénétration en Chine, de Laokay à Yunnan-Sen ;

(1) M. DOUMER. *Rapport sur la situation de l'Indo-Chine.*

- 3° Chemin de fer de Hanoï à Nam-Dinh et Vinh ;
- 4° Chemin de fer de Tourane à Hué et Quang-Tri ;
- 5° Chemin de fer de Saïgon à Kan-Hoa et au plateau de Tangbian ;
- 6° Chemin de fer de Mytho à Winhlong et Cantho.

Ce programme accepté par les Chambres, fut consacré par la loi du 25 décembre 1898. Le Gouvernement général de l'Indo-Chine était autorisé à emprunter 200 millions de francs, pour être employés à construire des chemins de fer.

A la date de 1901, 230 kilomètres étaient achevés sur la ligne de Haïphong à Hanoï et Lao-Kay ; sur celle d'Hanoï à Vinh, 119 kilomètres étaient en exploitation. Les autres lignes étaient en construction.

La même loi autorisait le Gouvernement général à traiter avec une compagnie pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du Yunnan, concédé à la France par la convention du 10 avril 1898. Une société d'études qui devait devenir la société concessionnaire du chemin de fer fut constituée par les grands établissements de crédit de France. La société envoya au Yunnan une mission pour établir de concert avec les ingénieurs de l'Indo-Chine, un projet de chemin de fer entre Laokay et Yunnan-Sen. Le mouvement Boxeur de 1900 et l'ordre donné à tous les Français par le Gouvernement d'évacuer le Yunnan, apportèrent un retard assez sérieux à la solution de l'affaire, qui n'aboutit qu'en 1901.

La Banque de l'Indo-Chine, le Comptoir National d'Escompte de Paris, la Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie

en France, la Société Générale de crédit industriel et commercial, après de longues négociations, passèrent une convention le 15 juin 1901, avec le Gouvernement général de l'Indo-Chine, pour la construction de la ligne de Laokay à Yunnan-Sen, et l'exploitation pendant 75 ans, de la ligne entre le port de Haïphong et Yunnan-Sen. La longueur du chemin de fer aux deux terminus est de 853 kilomètres environ, dont 385 de Haïphong à Laokay construits par la colonie et réunis à la Compagnie concessionnaire, et 468 à construire, de Laokay à Yunnan-Sen.

Le Parlement approuva la convention, le 18 juin 1901. On lisait dans l'exposé des motifs du projet de loi : « Si l'établissement du chemin de fer de Yunnan-Sen, impose pour le présent, à notre colonie d'Indo-Chine, de lourds sacrifices, ces sacrifices se trouvent strictement limités, puisque la Société concessionnaire supporte les risques de la construction et de l'exploitation de la ligne qui lui est concédée. Pour l'avenir, les chances de voir diminuer les charges annuelles de la colonie sont des plus sérieuses, sans parler du profit indirect qu'apportera à l'Indo-Chine comme à la métropole, l'ouverture de vastes régions à l'industrie et au commerce français. »

Plus heureux que les Anglais, nous avons pu donner suite à nos projets ; au nord de nos possessions indo-chinoises, la pénétration en Chine est assurée par le chemin de fer de Laokay à Yunnan-Sen, qui est en voie d'achèvement à l'heure actuelle et qui va ouvrir de nouveaux pays à notre action. Défendant le projet de loi, M. Doumer disait à la

Chambre : « Tout le trafic possible du Yunnan sera drainé par notre chemin de fer. Vous avez donc la certitude d'ouvrir des débouchés à notre commerce et à notre industrie et vous avez aussi l'espérance d'avoir, grâce à ce chemin de fer prolongé, ce que j'ai appelé avec raison une base d'opération, au sens le meilleur du mot, commerciale et industrielle » (1).

Le prolongement en effet jusqu'à la province de Setchouen, donnera une grande valeur à ce chemin de fer.

Au nord-ouest de nos possessions indo-chinoises, la pénétration dans le Céleste Empire peut se faire en continuant le chemin de fer tonkinois de Langson à Tong-tchéou en Chine, pour aller de là sur Pé-sé, Nanning et au port de Pakoi, dans le golfe du Tonkin. En 1896, la France avait fait accorder ce travail à la Compagnie de Fives-Lille, mais des difficultés en ont retardé l'exécution.

D'autres lignes sont encore en projet, et il y aura un véritable réseau français dans les trois provinces chinoises limitrophes du Tonkin, le Kouang-Toung, le Kouang-Si et le Yunnan. Le résultat n'a pas tardé à se produire. M. Doumer, dans son rapport sur la situation de l'Indo-Chine, dit en effet que le commerce de transit à travers le Tonkin, qui n'avait pas dépassé 9 millions de francs jusqu'en 1896, est arrivé en 1901, à un total de plus de 30 millions de francs.

Malgré toutes leurs rivalités, les puissances euro-

(1) *Officiel* du 27 juin 1901.

péennes ont accompli en Extrême-Orient une œuvre considérable. Grâce à leur intervention, la Chine sans être arrivée au point atteint par le Japon, a ouvert au commerce un grand nombre de ports, donné de nombreuses concessions de voies ferrées, mines, etc. ; elle s'est entr'ouverte chaque jour davantage, ne cédant pourtant que pas à pas. Mais la Chine, au contact de l'Europe, conservera-t-elle sa civilisation, ou bien au contraire, comme le Japon, adoptera-t-elle nos progrès ? Et alors nos progrès ne se retourneront-ils pas contre nous-mêmes ? La Chine armée, modifiée et munie de nos moyens de travail industriel ne peut-elle plus tard nous menacer militairement ou économiquement ? Ainsi se trouve posée la question « du péril jaune ».

CHAPITRE VI

Le péril jaune

« Le péril jaune » prédit depuis longtemps sous les trois aspects de l'invasion armée, de l'invasion ouvrière et de l'invasion industrielle, deviendra-t-il une réalité ? Il est chimérique pour certains, ou tout au moins si éloigné qu'il n'est pas utile de s'en occuper. Néanmoins pour si hypothétiques que soient les raisonnements que l'on peut faire à ce sujet, ils doivent retenir l'attention de l'Europe : elle en a pour motifs, les avertissements que lui ont donnés les soudaines transformations de certains peuples et cette raison qu'il y a toujours des dangers à s'endormir dans le mépris ou même seulement l'insouciance de ses adversaires.

§ I. — *Le péril jaune militaire*

« Le péril jaune » militaire, d'après M. Leroy-Beaulieu, « n'est qu'une folle imagination » (1). Le chef d'une mission lyonnaise envoyée en Chine,

(1) LEROY-BEAULIEU, *op. cit.*, p. 416.

M. Brenier, le réduit « à l'état d'illusion jaune » (1). Sans considérer comme une quantité négligeable l'énorme population qui vit dans l'Empire du Milieu, il ne semble pas que la race jaune s'élève tout à coup, comme autrefois les Goths et les Huns au IV^e siècle, les Mongols et les Turcs au XIII^e, pour se précipiter sur l'Europe en franchissant les déserts et la triple rangée de montagnes qui l'en séparent. Si pour certains, le soldat chinois ne doit jamais être un envahisseur guerrier, parce que le métier de soldat est déconsidéré au Céleste-Empire et que le soldat chinois n'a généralement ni patriotisme ni courage, d'autres, comme M. Faguet, pensent au contraire que les « Etats-Unis d'Europe » seront impuissants contre la poussée formidable des Asiatiques, brûlant et détruisant tout sur leur passage. Les soutiens de cette opinion, le parti des pessimistes, peut-on dire, ont beau jeu depuis que les Japonais ont démontré qu'il faudra dorénavant compter avec les peuples d'Extrême-Orient.

« Le péril » serait en effet décuplé si les Japonais parvenant à organiser militairement la Chine comme ils se sont organisés eux-mêmes, poussaient sur notre Occident des flots d'envahisseurs irrésistibles par leur nombre et n'ayant emprunté aux mœurs des peuples civilisés que la perfection dans l'art de détruire. C'est ce que l'empereur Guillaume II a voulu représenter dans son fameux dessin, au-des-

(1) *Revue de Géographie*, 1900.

sous duquel il a écrit : « Peuples d'Europe, défendez vos biens les plus sacrés ». « Dans un décor d'incendie et de carnage, les hordes japonaises et chinoises se répandent sur l'Europe, foulant aux pieds les ruines de nos capitales, détruisant nos civilisations anémiées par toutes les jouissances du luxe et corrompues par l'orgueil de l'esprit » (1).

Il est fort possible en tout cas, pour ne pas dire certain, qu'une fois les Chinois dressés à la Japonaise, une nation aurait des difficultés à recommencer une affaire dans le genre de celle de Kiao-Tchéou. Dans quelques années, « le péril jaune » existera vraiment, car les Chinois se sentant forts, diront à l'Europe : Assez de vos procédés de brutalités, nous ne voulons plus être traités comme des nègres, mais comme des égaux.

L'armée chinoise est du reste en pleine réorganisation, sous les ordres d'instructeurs japonais. Contrairement aux errements anciens, le choix des officiers et des hommes de troupe est soumis à des règles toutes nouvelles. On ne prend plus la lie du peuple, mais les bons, sinon les meilleurs éléments de la société. L'état de soldat est entouré d'une consécration inaccoutumée ; l'officier est mis sur le même pied que le mandarin civil. Le facteur matériel a donc grandi en Chine depuis quelques années ;

(1) *Revue des Deux Mondes* : La guerre russo-japonaise et l'opinion européenne, RENÉ PINON 1^{er} mai 1904, tome 3, p. 219.

le facteur moral s'est encore plus amélioré. La guerre russo-japonaise montre que le blanc n'est pas invincible et qu'un jaune peut lui tenir tête et même le battre; c'est là un fait tout à fait nouveau et qui modifie beaucoup de choses. Le soldat chinois se sachant dirigé aujourd'hui par des officiers japonais, se révélera sous un jour insoupçonné ; le courage du reste ne lui manque pas, la mort lui est indifférente.

Peut-on croire que la pression de l'Europe n'entraînera aucune irritation ni aucune résistance ? Le monde jaune n'emploiera-t-il ses forces nouvelles que pour la plus grande satisfaction du monde blanc ? Devra-t-il nous imiter en tout, sauf dans nos ambitions et notre maladie de conquêtes territoriales ?

En même temps qu'elle est la revanche pour les Japonais de l'humiliation de Shimonosaki, la guerre russo-japonaise semble bien avoir montré la gravité du péril.

Et sans doute le Japon ne s'en tiendra pas là.

Au début de 1905 (1), on a mené grand bruit en effet, autour d'un document publié par un journal de Paris et attribué à un général japonais.

Il s'agissait d'un rapport secret adressé par ce militaire à son souverain, au sujet d'une enquête à laquelle il se serait livré sur l'opportunité de déclarer la guerre à la Russie, ou bien de s'attaquer d'abord à la France et d'envahir l'Indo-Chine et le Tonkin, avec Formose comme base d'opérations et

(1) *Le Journal*. Le péril jaune. Janvier 1905.

la Chine, passive ou armée, comme complice. Bien que la diplomatie japonaise ait déclaré ce document controuvé et apocryphe, il est suffisamment vraisemblable pour ne pas être entièrement mis de côté. Il répond parfaitement à l'idée que nous pouvons nous faire des ambitions d'un peuple jeune, fort, ayant des besoins réels d'expansion.

Tout y est étudié, tous les détails de l'attaque calculés, et si le rapport déconseille la guerre avec la France et prêche une action immédiate contre la Russie, il n'en est pas moins vrai que nous n'aurons rien perdu pour attendre.

Déjà en 1897, le rapport du Gouverneur Général de l'Indo-Chine, M. Doumer, disait : « L'attitude de la France à l'égard du Japon ne saurait être la même que celle tenue vis-à-vis de la Chine. Non seulement les Japonais n'oublient pas notre intervention en 1895 et font montre pour nous d'une hostilité trop visible, mais ils ont des ambitions et des prétentions qui, malgré qu'elles soient excessives et peut-être folles, menacent toutes les nations ayant des intérêts en Asie, et particulièrement la France. Grisés par leurs succès récents et mis en appétit par les territoires qu'ils ont conquis sur la Chine, les Japonais se croient appelés à exercer une sorte d'hégémonie en Extrême-Orient. Ils se considèrent comme les héritiers des nations européennes, spécialement de l'Espagne, de la Hollande, de la Russie et de la France pour leurs possessions asiatiques. Ils s'efforcent d'accroître leur puissance militaire et de la mettre au niveau de leurs prétentions ».

Pour que le Gouverneur de l'Indo-Chine tienne un semblable langage, il fallait bien qu'il ait eu vent des ambitions japonaises. Ces ambitions, les résultats de la guerre avec la Russie ont commencé à les satisfaire ; on peut penser que le Japon ne s'arrêtera pas en si beau chemin. Il s'est révélé comme une puissance maritime et militaire de premier ordre ; il est avant tout militariste et guerrier, « caporaliste » à l'extrême, si l'on peut employer ce néologisme. Il a montré qu'il n'avait pas besoin d'alliés pour être redoutable, et le danger n'en sera que plus grand le jour où la Chine sera à même, elle aussi, de résister au monde blanc, et où se sera opéré la fusion de la race jaune sous le même drapeau.

§ II. — *Le péril jaunè ouvrier*

Tout cela si l'on veut, est hypothétique. Mais que faut-il penser de la seconde face « du péril jaune » ? L'invasion ouvrière n'est-elle pas à craindre ? La race jaune s'infiltrera-t-elle lentement en Europe ? Elle déborde en Extrême-Orient. Le Japon à l'étroit dans ses limites naturelles, a besoin de débouchés. Le peuple chinois, après avoir peuplé les provinces du nord de l'Empire, a pénétré en Indo-Chine, aux îles de la Sonde, aux Philippines, aux Indes. L'Australie, les Etats-Unis ont cru devoir se garantir par des lois sévères, de l'invasion de trop nombreux travailleurs jaunes ; les ouvriers de la colonie du Cap ont protesté eux aussi, énergiquement contre l'introduction des coolies chinois dans les mines du

Rand. Bon nombre de Chinois chaque année, quittent leur pays pour aller chercher fortune au dehors et c'est là un péril à cause de leur endurance.

Le Chinois est en effet sobre et patient ; il trouve aisément du travail et il l'accomplit avec exactitude et discipline , se contentant d'un salaire modeste : M. Faguet a parlé de la lutte entre « l'ouvrier à 5 francs » et « l'ouvrier à cinq sous ».

Le Chinois ne se naturalise pas ; ses enfants restent chinois, malgré tous les croisements et tous les mélanges ; il garde sa nationalité et son dernier désir est de faire ramener ses cendres au pays natal (1).

Aussi le désir de protéger la main-d'œuvre nationale menacée, la crainte légitime de voir le travailleur chinois se multiplier, les réclamations qui se sont fait entendre dans certains pays, ont fait prendre des mesures de protection contre ces hommes venus pour faire fortune sur un territoire plus riche et moins peuplé que le leur ; les revendications nationales, le chacun pour soi mis à l'ordre du jour, se sont dressés contre eux.

Il est vrai que le nombre des chinois établis à l'étranger est peu considérable. Mais, peut-on dire, il ne tarderait pas à augmenter, si par exemple il éclatait en Chine une guerre civile , produisant des troubles profonds dans le pays, l'appauvrissant et substituant un état de choses nouveau à un état de

(1) Voy. *Revue politique et littéraire*, août 1888. Le chemin de fer transasien et le péril chinois, par E. Meyer.

choses ancien, un régime d'administration uniforme à un régime de tradition, à l'émiettement infini des activités et des responsabilités.

D'autre part, n'est-il pas difficile d'aller contre la nécessité où se trouve l'entrepreneur de se procurer des ouvriers au plus bas prix possible ?

N'est-il pas permis de croire qu'un jour on aura recours à l'ouvrier jaune pour certains travaux dédaignés des ouvriers blancs, comme trop peu rémunérateurs, trop pénibles ou inférieurs à leur habileté professionnelle ?

§ III. — *Le péril jaune industriel*

Et si l'on ne voit que de vaines suppositions dans cette menace de guerres civiles en Chine, pouvant amener des migrations ouvrières dangereuses pour le travailleur de race blanche, si l'on croit que la Chine ne sera pour l'Europe qu'une source de revenus et un moyen d'employer la surproduction dont elle souffre, nous dirons que la difficulté reparaît sous une autre forme, sous la forme de l'invasion industrielle.

Les pessimistes affirment en effet que cette troisième face du « péril jaune » est de nature à inspirer de sérieuses préoccupations, et qu'il y a tout lieu de craindre la concurrence que les Jaunes peuvent faire au reste du monde, sur le terrain industriel et commercial.

Le Japon qui vivait fort tranquille à l'autre bout du monde, il y a quarante ans, est devenu un rival

dangerous pour les Européens et les Américains ; il occupe en Extrême-Orient la place que les puissances occidentales croyaient y garder. Son commerce est prospère, son état industriel avancé. Les Japonais sont intelligents, leur esprit d'initiative est grand, leurs ambitions sont extrêmes. Ils produisent beaucoup à bas prix et leurs produits se répandent avec rapidité dans tout l'Extrême-Orient. Les manufactures et les usines se sont élevées partout, l'activité est générale dans le pays. Bien qu'un demi-siècle à peine nous sépare de l'ouverture des ports du Japon au commerce mondial, la valeur de ses exportations par tête d'habitant, est légèrement supérieure à celle de la Russie et sa flotte de commerce est plus importante. Rivaux déjà très redoutables, ils vont maintenant, avec l'ascendant que donne la victoire, imiter l'exemple fourni par l'Allemagne depuis 1870 et se lancer à la conquête économique du monde.

Faut-il redouter aussi la Chine de demain ? La Chine n'est pas tout à fait un colosse aux pieds d'argile ; bien qu'elle soit le type classique de l'immobilité, elle se transforme, elle est en pleine réorganisation non seulement militaire, mais aussi politique et économique.

Le vice-roi Chan-Chi-Toung est le promoteur de la réorganisation du système scolaire chinois. Chaque province possède aujourd'hui son université, ses écoles secondaires, ses écoles primaires. La Chine a de nombreux étudiants à l'étranger.

Comme commerçant, le Chinois a de l'habileté, il est un excellent trafiquant, et au point de vue indus-

triel, il a déjà prouvé qu'il possède les qualités d'initiative et d'énergie indispensables à la conduite d'une usine et à la direction des grandes affaires. La race blanche a sans doute de l'avance sur lui ; mais partout depuis quelques années, on voit surgir des exploitations nouvelles, que favorise l'abondance des produits naturels : houille, or, argent, coton, soie, etc.

A ce point de vue, la Chine se referme. Il est à peu près impossible aujourd'hui de lui arracher une concession de mine ou de chemins de fer : l'exploitation en est donnée de préférence à des syndicats purement chinois. Toutes les provinces ont constitué un petit ministère des mines et travaux publics, dont la mission est de rechercher les exploitations rémunératrices et d'examiner si les syndicats chinois candidats à l'exploitation ne servent pas à masquer une société étrangère.

L'Europe, convaincue que la Chine ne sortirait jamais de son immobilité native, a secoué l'immense empire tant qu'elle a pu, pour le réveiller de sa torpeur et le force à se modifier le plus possible sur notre civilisation. La Chine a d'abord dû ouvrir ses portes au commerce du monde, c'est-à-dire à l'importation des produits étrangers, sans trop changer ses habitudes. Mais l'empressement des puissances à s'emparer de cette riche proie, a éveillé l'instinct chinois, et aujourd'hui, dans cette Chine impénétrable, a disparu l'ancienne hostilité à toutes les inventions d'Europe.

Sans doute l'importation des produits étrangers

est considérable, dans ce pays qui a tant de besoins et une pareille masse de consommateurs ; l'importation a plus que doublé en effet depuis 1892.

Cependant une masse aussi compacte ne se pénètre pas aisément ni vite ; et ce n'est pas sans motifs que les puissances ont avancé si lentement.

Certaines industries indigènes d'abord ont résisté à l'absorption par l'étranger. Au premier rang, se trouve l'industrie du tissage du coton, très répandue dans les familles chinoises et qui fabrique le tissu à des conditions de bon marché invraisemblables. Les importateurs ne peuvent lutter contre cet état de choses qu'avec de grandes précautions.

D'autre part, des transformations se produisent : les procédés mécaniques se substituent aux procédés manuels primitifs. Le Chinois se rend compte qu'il manque d'habileté dans le filage à la main du coton, aussi achetait-il volontiers ses filés à l'étranger. Mais un jour, Li-Hung-Tchang s'avisa de faire construire à Shanghai la première filature mécanique chinoise sur le modèle européen. C'était évidemment peu de chose, mais le célèbre Chinois pensait, et avec raison, que les industriels et les capitalistes européens lui aideraient à lancer la Chine dans la voie de l'industrie moderne.

Et les choses se sont passées selon ses prévisions. Dans la région de Han-Kéou, au centre d'un district minier riche en houille et en fer, des ingénieurs belges et allemands ont aidé le vice-roi Tchen-Chi-Tong à construire de grandes usines métallurgiques, des filatures de coton à Ou-Tchang. Il en est de

même un peu partout, et de nombreuses sociétés Anglaises, Allemandes et même Chinoises se mettent à établir des filatures à l'européenne. A Shanghai, où les mandarins progressistes ont établi, dès 1897, une fabrique de fusils, une fonderie de canons, deux fabriques de poudre, existent aussi neuf usines, avec 300.000 broches, et dans le reste de la Chine, 17 autres usines avec 500.000 broches. Des neuf usines de Shanghai, quatre appartiennent à des Européens, quatre à des Chinois et une à des Japonais. Ces établissements sont placés pour la production, dans des conditions extrêmement favorables. Le coton est cultivé tout près, les communications sont faciles, la main-d'œuvre est abondante et bon marché. La lutte est déjà difficile pour la concurrence européenne, et de plus en plus la Chine travaille à son émancipation industrielle de la race blanche.

« Les étrangers, écrit un de nos consuls, sont aujourd'hui libres d'établir avantageusement des manufactures en Chine ; ils en profiteront. Dans le sud, ils fabriqueront des cotonnades, à Canton, Shanghai et ailleurs. Manchester y perdra. Ils fabriqueront aussi des soieries d'après nos modèles, et Lyon y perdra. Dans le nord de la Chine, dans les steppes de la Mongolie où abondent les troupeaux, ils fabriqueront des lainages, des feutres, du drap, des tapis ; les marchés russes, américains et allemands y perdront. Au début, sans doute, les industriels qui auront eu la hardiesse de transporter leurs usines là-bas, gagneront beaucoup d'argent... Mais jusqu'au jour où ils seront évincés, et ils le seront, car le

marché chinois s'affranchit de plus en plus des intermédiaires que son expérience acquise rend peu à peu inutiles » (1).

Le jour viendra en effet où la Chine, appréciant ce que nous lui apportons de bon et d'utile, s'appropriera, comme l'a fait le Japon, nos moyens de production, notre régime d'échanges, nos chemins de fer et le reste.

Elle n'aura plus besoin alors de nos produits ; elle se servira à meilleur marché que nous de nos machines et de nos outils ; nos navires reviendront chargés des objets similaires qui combattront les nôtres ; nos clients d'aujourd'hui seront les producteurs et les commerçants de demain. Et voilà que l'Extrême-Orient refluera sur nous. Avouons qu'il serait particulièrement dur, pour la vénérable Europe, de se voir annexée commercialement à la Chine. Mais nous vivons dans un temps où on voit des choses si étonnantes, qu'il est sage de s'attendre à tout et de tout prévoir.

§ IV. — *Ceux qui ne croient pas au péril jaune*

Tout le monde, il faut bien le dire, n'est pas aussi pessimiste.

M. Brenier, qui a conduit en Chine une mission lyonnaise, ne redoute pas le « péril jaune ». « Ou bien la Chine, dit-il, est capable d'adopter spontanément

(1) Le péril jaune, L. VIGNON. *Revue politique et parlementaire*, décembre 1897.

ment les progrès industriels modernes, c'est-à-dire s'enrichir, et l'Europe ne peut qu'y gagner, ou bien elle ne peut se transformer qu'avec le secours des étrangers, et alors c'est à ces initiateurs à s'assurer le bénéfice de leur intervention » (1).

Il a constaté que beaucoup de mandarins et de lettrés sont hostiles à toute innovation. Il refuse aux Chinois les qualités nécessaires au fonctionnement de la grande industrie et les dit dépourvus de l'esprit d'invention. Bien plus, pour lui, la transformation économique et les idées scientifiques qu'elle suppose, pourront bien être le signal de la décomposition intérieure de l'Empire Chinois. Il est bien certain que dans ce cas, le « péril jaune » est encore lointain.

M. Vignon ne croit pas à « un péril », à un bouleversement irrémédiable, mais « à des crises passagères, à une évolution. »

L'histoire prouve, qu'en vertu de la concurrence entre les peuples, le monopole de fabrication qui appartenait aux uns, à une certaine époque, passe ensuite aux autres, qui paraissaient condamnés à n'être perpétuellement que des acheteurs : chaque pays passe à son tour de l'état agricole à l'état industriel. La création de nouveaux marchés a-t-elle ruiné les anciens ? A des marchés nouveaux, correspondent des consommateurs nouveaux. Malgré la venue de nouveaux pays à la vie industrielle, le

(1) *Revue de géographie*, 1900. La Chine entr'ouverte et sa perfectibilité, P. BARRÉ, tome 46, p. 31.

commerce des autres nations n'a pas cessé d'aller en augmentant ; la richesse s'est développée, les échanges se sont multipliés. « On peut dès maintenant, dit M. Vignon, prévoir le spectacle auquel assisteront nos arrière-petits-enfants. Ils verront en Asie des millions d'ouvriers jaunes fabriquer, en concurrence avec les manufactures européennes et américaines, un grand nombre d'articles pour les expédier dans toutes les parties du monde ; mais ils verront aussi en Europe, en Amérique, des millions d'ouvriers blancs fabriquer d'autres qualités ou d'autres produits pour les expédier de même dans l'univers entier. Ainsi les nouveaux concurrents seront de nouveaux acheteurs et autant pour satisfaire le goût des asiatiques que pour solder leurs envois, le vieux monde construira des manufactures nouvelles » (1).

Pour M. Leroy-Beaulieu, « il y a une part de fantasmagorie dans le fameux péril jaune dont s'inquiètent beaucoup de personnes » (2). Le danger est lointain. Les salaires ne sont pas aussi bas que ce qu'on veut bien le dire et ils s'élèveront rapidement avec l'importance des demandes de travail. Les ouvriers jaunes sauront du reste employer les moyens de les faire monter : on a déjà vu des grèves en Chine et au Japon. Le bon marché de la main-d'œuvre ne permettra donc pas longtemps le bon marché des produits de l'industrie asiatique. Celle-ci se dévelop-

(1) *Le péril Jaune*. L. VIGNON. *Op. cit.*

(2) *La rénovation de l'Asie*, p. 405.

pera, mais les Jaunes devenus plus riches, consommeront davantage : leurs besoins nouveaux seront la source de nouvelles importations.

Tel est « le péril jaune » présenté sous ses diverses faces. L'opinion pessimiste semble bien être la plus répandue. Pour se défendre contre ce péril, l'Europe doit renoncer à l'esprit de conquête et modérer ses appétits. Elle doit mettre fin aux violences et aux empiètements territoriaux, se contentant d'assurer le progrès de l'Asie; la révolution sera nécessairement lente. Elle doit chercher à gagner les Chinois, comme Paul Bert le conseillait, faire échange de bons procédés avec leur civilisation et tenir compte des traditions du pays. Il y a nécessité à faire régner la paix entre les deux fractions de l'humanité dont le contact devient chaque jour plus intime, sinon on se condamnera à voir renaître sans cesse les conflits entre la race blanche et la race jaune. Souhaitons que la lutte ne sorte pas du terrain commercial et industriel, car tout le monde y trouvera profit.

CHAPITRE VII

Les Boxeurs

§ 1. — *Attitude confiante de l'Europe vis-à-vis de la Chine*

Dans l'année qui suivit l'occupation de Kiao-Tchéou par les Allemands en novembre 1897, les puissances étrangères déployèrent en Chine, une activité diplomatique considérable dont on a vu les résultats. Satisfaites des avantages obtenus, elles n'élevaient plus de nouvelles prétentions. Tout était au calme dans le Céleste-Empire. Les étrangers reprenaient confiance, grâce à la fois, aux loyales intentions qu'ils prêtaient à la Chine et à la faiblesse du pays. « Quelques milliers de soldats, disait Monseigneur Favier, évêque de Pékin, traverseraient sans coup férir la Chine terrifiée ». Et M. Leroy-Beaulieu, dans son livre « La Rénovation de l'Asie », considérait le gouvernement comme convaincu lui-même de l'inutilité de toute résistance à l'Europe (1).

La confiance des étrangers ne pouvait que s'accroî-

(1) LEROY-BEAULIEU. *Op. cit.*, p. 361 et 461.

tre, quand ils virent en juin 1898, l'empereur Kouang-Siu lui-même, inaugurer une série de réformes promulguées par décret, qui montraient une volonté bien décidée à en finir avec la routine légendaire du gouvernement chinois. Un premier décret qui fit crier les lettrés au scandale, introduisit des sciences étrangères dans le programme des examens. Bientôt après parut un nouvel édit destiné à faciliter l'acquisition des sciences d'Europe : l'Empereur demandait qu'on lui fasse connaître les noms de ceux qui seraient décidés à faire des voyages à l'étranger, pour y cultiver leur éducation, et il se réservait de choisir ceux qu'il croirait les plus capables de profiter de ces voyages. Il avait donné l'ordre de créer une université impériale à Pékin et des collèges dans chaque capitale de province. Il abolit un certain nombre de postes officiels, devenus de véritables sinécures dans l'administration métropolitaine et provinciale. Il défendit enfin d'empêcher ses sujets de s'adresser à lui directement.

Les puissances comptaient d'autant plus sur une situation désormais tolérable dans l'Empire du Milieu, que l'année 1899, qui avait vu se conclure au printemps l'accord russo-anglais, venait de se terminer par le succès des négociations entreprises par les Etats-Unis avec tous les autres Etats, pour se faire garantir le maintien de la « porte ouverte » en Chine. L'assurance donnée par toutes les puissances de ne pas établir de droits différentiels dans leurs sphères d'influence ou leurs territoires pris à bail, semblait devoir, en outre, mettre fin aux convoitises

territoriales et commerciales des Etats de l'Europe, et réconcilier les partisans « des sphères d'influence » et ceux « de la porte ouverte ».

§ II. — *Les obstacles aux progrès*

Tout le monde en réalité vivait dans l'illusion, alors qu'il y avait de graves raisons de craindre.

Le commerce européen d'abord, n'était pas aussi prospère que permettaient de l'espérer les facilités d'ordre général accordées par la Chine. Le gouvernement chinois en effet n'exécutait pas strictement les engagements qu'il avait pris, et de leur côté, les autorités locales faisaient preuve d'une mauvaise volonté manifeste. Les taxes douanières ou *likins* restaient aussi oppressives, aussi arbitraires que par le passé : limitant la zone de pénétration du commerce étranger, à une étendue assez restreinte autour des ports ouverts, elles rendaient impossibles toute activité des échanges, par conséquent tout développement de la richesse du pays. La *passé de transit* qui permet d'atteindre le lieu de destination sans avoir à subir de likin, fonctionnait toujours très mal, et les mandarins savaient du reste, le moyen de frapper sous une autre forme, les articles qui en étaient munis.

D'autre part l'empereur Kouang-Siu échouait dans sa tentative de réformes. L'impératrice douairière Tze-Hsi, en effet ne partageait pas ses idées. Ayant appris que l'Empereur voulait l'éloigner de la Cour, pour l'empêcher de s'opposer aux réformes qu'elle

n'approuvait pas, Tze-Hsi n'hésita pas à faire un coup d'Etat. Le 20 septembre 1898, elle faisait déposer l'Empereur et rechercher les principaux adhérents du parti réformateur, qui furent emprisonnés, jugés sommairement et décapités. L'un d'eux, Kang-You-Wei, le véritable chef du mouvement, parvint à s'enfuir.

Dans la crainte de voir intervenir les puissances étrangères dont les ministres à Pékin, avaient fait venir des troupes pour protéger les légations, l'Impératrice n'osa pas se débarrasser de l'Empereur par un crime. Elle se contenta de lui faire accepter sa déchéance et de se faire remettre le gouvernement. Dès le 22 septembre, tous les édits de réformes signés par lui étaient abolis ; tous les mandarins de la vieille école revenaient au pouvoir, et son entourage ne comprenait que les plus ignorants des choses extérieures et les plus hostiles aux progrès, si bien que notre représentant à Pékin pouvait écrire : « la confiance de l'Impératrice est acquise d'avance, à tous ceux qui la poussent à tout refuser aux ministres des puissances ».

§ III. — *L'hostilité contre les étrangers. —
Ses causes.*

A cette époque commençait à se manifester le mouvement hostile aux étrangers qui s'est terminé par la crise de 1900. L'ingérence croissante en effet des étrangers dans les affaires du pays et les nouveautés qu'ils apportaient, froissaient trop les vieilles

habitudes des disciples de Confucius pour ne pas amener un moment ou l'autre, une explosion, un réveil des forces de haine et de révolte qui existaient à l'état latent dans l'Empire du Milieu. L'hostilité des Chinois contre les Occidentaux, qui date du premier contact, était surexcitée depuis quelques années. De l'indifférence dédaigneuse, le Chinois a passé au mépris, à l'antipathie, à l'animosité. Les missionnaires étaient reçus jadis, en petits groupes, heureux d'être tolérés, prudents. Les commerçants les suivirent et furent acceptés, tant qu'ils se trouvèrent peu nombreux. Mais peu à peu les Chinois ont redouté l'invasion ; ils ont pressenti l'arrivée du soldat qui a ouvert par force les ports du Céleste Empire. Le mouvement commencé en 1860, s'est peu à peu accentué.

C'est que la poussée trop rapide des Occidentaux a blessé bien des préjugés et s'est heurtée contre de nombreux intérêts. Les Célestes en général ne voulaient pas de notre civilisation, et nous la leur avons imposée malgré eux, au mépris de leurs coutumes les plus sacrées, de leurs usages et de leurs lois. Nous n'avons pas craint de choquer les préjugés et la piété chinoises, en détruisant ou déplaçant les tombes des ancêtres, en ouvrant partout à la fois des chantiers et des chemins de fer. N'y avait-il pas là une menace de ruine prochaine, pour les nombreuses familles que faisait vivre l'industrie des transports, soit par terre soit par eau ? La transformation était trop brusque. D'un autre côté, l'occupation des ports du Petchili avait fait une impression profonde ; elle

constituait une menace pour le cœur de l'Empire, dont on parlait même de démembrement. Ce peuple, auquel on enlevait ses moyens de travailler et de vivre, ne pouvait que s'insurger contre l'invasion européenne.

C'était là un terrain admirablement préparé pour les lettrés et les agents des sociétés secrètes hostiles surtout à toute extension de l'influence étrangère.

C'est parmi les lettrés que la Chine choisit tous ses fonctionnaires, des plus petits aux plus élevés ; ils exercent une influence profonde sur l'opinion publique et sur le gouvernement ; ils forment la classe supérieure et prépondérante de la société chinoise et ils ont en général la haine de l'étranger, qui les menace de détruire le régime d'où leur viennent privilèges et prébendes ; aussi peu nombreux étaient ceux, qui appartenaient au parti réformateur renversé par l'impératrice douairière en septembre 1898.

La grande majorité des mandarins formait donc, les premiers éléments du parti anti-étranger qui a toujours existé en Chine. Les membres des sociétés secrètes, dont l'Empire du Milieu est le pays par excellence, en sont d'autre part les adeptes les plus fervents et les plus à craindre. La plupart de ces sectes ont pour principal but le brigandage, qui existe, pour ainsi dire, à l'état endémique dans plus d'une région ; la paix ne règne jamais complètement dans tout le territoire du Céleste Empire.

Quelques-unes sont au contraire des sociétés politiques et on peut citer parmi les plus importantes : *la Triade ou société des Trois Vérités*, ennemie de la

dynastie impériale; celle des *Taïpings* qui s'empara de Nanking en 1853 et ne fut vaincue qu'en 1864 ; la secte du *Grand Couteau* à laquelle se rattache « *la société des poings fermés de l'Equitable Harmonie* », dénomination que les Européens trouvant trop longue, ont résumée dans celle de *Boxeurs*. En 1900, les Boxeurs qui travaillaient dans l'ombre, allaient faire une irruption soudaine en plein jour.

§ IV. — *Les Boxeurs*

Le gouvernement ménageait ce parti auquel allaient ses sympathies secrètes. On voyait avec faveur en haut lieu, « ces loyaux sujets qui s'exercent à la gymnastique pour la protection de leurs familles et réunissent les différents villages d'un district dans un but de protection mutuelle » (1). Les Boxeurs avaient déjà lutté contre les mandarins, partisans des idées de l'empereur Kouang-Siu, et ils étaient assurés de la complicité de l'impératrice douairière ; on croyait qu'ils aideraient à expulser les Occidentaux et qu'en leur donnant des armes, on en ferait des adversaires redoutables pour les soldats étrangers. Escomptant l'impunité, les Boxeurs devenaient plus audacieux, et suscitaient de nombreux troubles dans le Chan-Toung et le Tché-Li.

Les missionnaires furent d'abord menacés ; on les

(1) *Economiste français*, 30 juin 1900, *Les Affaires de Chine*, LEROY-BEAULIEU.

accusait de rapt d'enfants et de profanations de cadavres. Au début de décembre 1899, on annonce dans le Chan-Toung un massacre général de chrétiens. Les consuls demandent que les troupes régulières chinoises protègent les missions ; il n'y eut pourtant que quelques pillages. Le 4 janvier 1900, des missionnaires anglais sont massacrés dans le Chan-Toung. La situation paraissant pleine de périls, dès la fin du même mois, les ministres de France, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Italie et des Etats-Unis demandent, dans une note adressée au Tsoung-li-Yamen, la publication d'un décret impérial prononçant la dissolution et l'interdiction des associations de Boxeurs. Le Yamen n'ayant pas accédé aux désirs des représentants étrangers, ceux-ci déclarent alors que si pleine satisfaction ne leur est pas accordée, ils demanderont à leurs gouvernements de faire une démonstration navale sur les côtes nord de l'Empire. Le Tsoung-li-Yamen finit par s'émouvoir et la *Gazette de Pékin* publia le décret prononçant la dissolution des sociétés de Boxeurs.

Ces mesures furent cependant impuissantes à faire cesser les désordres.

Au milieu du mois de mai, on put lire en effet sur les murs de Pékin, des affiches annonçant le massacre des étrangers « pour le premier jour de la première lune ». Nouvelle démarche du corps diplomatique auprès du Tsoung-li-Yamen qui donne toutes sortes d'assurances et promet toutes sortes de mesures. Les rebelles n'en sont pas moins aux portes de Pékin ; ils détruisent le chemin de fer dans le voisi-

nage de la capitale et les ministres étrangers se voient dans la nécessité de faire venir des détachements de troupes : le 31 mai, les gardes anglaise, américaine, italienne, française, japonaise et russe arrivent à Pékin : 410 hommes en tout.

La situation s'aggrave dans les premiers jours de juin. Une première colonne internationale sous les ordres de l'amiral anglais Seymour, part de Tien-Tsin le 10, mais ne peut entrer à Pékin, à cause de son petit nombre ; elle est de retour à Tien-Tsin le 26. De leur côté, les amiraux, pour conserver libre la route de Tien-Tsin et pour empêcher que la colonne Seymour et les Légations ne soient privées de communications avec le reste du monde, avaient adressé le 16, au gouverneur de Takou, un ultimatum demandant la remise des forts. Les soldats chinois qui les défendaient n'attendirent pas l'attaque des Européens et engagèrent le combat. La complicité du gouvernement chinois devenait évidente. Elle fut certaine le 19 juin : débordé ou affectant de l'être, il se voyait entraîné presque de force par un courant auquel il n'avait pu résister. Les troupes étrangères avaient occupé les forts de Takou : quand la nouvelle en arriva à Pékin, le Yamen avertit en effet les Légations que l'état de guerre existait et que les étrangers avaient 24 heures pour quitter la capitale. Le lendemain, le ministre d'Allemagne, M. V. Ketteler, était assassiné, alors qu'il se rendait au Tsoung-li-Yamen ; ses collègues, au dernier moment, n'avaient pas voulu l'accompagner.

Le soir du même jour, 20 juin, commençait le siège

des Légations par les troupes officielles chinoises jointes aux Boxeurs. Depuis cette date, jusqu'au 17 juillet, les Légations furent fusillées et bombardées ; quatre d'entre elles devinrent la proie des flammes, ainsi que les trois quarts de la Légation de France ; les pertes générales s'élevèrent à soixante morts et cent dix blessés ; les missions religieuses de Pékin furent toutes incendiées (1).

Pendant ce temps, l'Europe et l'Amérique vivent quelques semaines dramatiques, dans l'ignorance des événements qui se déroulent à Pékin et de la véritable situation des étrangers. Des télégrammes apportent les bruits les plus sinistres et le *Daily Mail* du 15 juillet annonce la destruction des Légations et le massacre de leurs défenseurs.

Ceux-ci heureusement, résistent avec courage. Le bombardement des Légations commencé le premier jour du siège, cesse le 17 juillet. A partir de ce jour-là, les coups de fusil devenus plus rares, ne font plus de victimes parmi les étrangers. Mais les Chinois n'en continuent pas moins à élever des barricades et à creuser des mines, cependant que le gouvernement chinois, pour dégager sa responsabilité, négociait pour obtenir le départ sous escorte des représentants des puissances pour Tien-Tsin ; la protection de la Chine n'offrait pas assez de sécurité pour être acceptée.

La délivrance d'ailleurs était proche. Les troupes européennes, après avoir pris Tien-Tsin (14 juillet)

(1) Télégramme de M. Pichon, du 12 août. H. CORDIER, *Op. cit.* p. 525.

marchaient sur Pékin ; les derniers épisodes de la sombre tragédie qui ensanglantait la fin du XIX^e siècle, furent marqués par la fuite précipitée de l'Empereur et de l'Impératrice et par l'entrée des troupes internationales à Pékin. M. Pichon télégraphiait le 19 août à notre Ministre des affaires étrangères : « Les troupes internationales sont entrées dans la journée du 14 ; elles ont continué leurs opérations le lendemain et ont bombardé la ville impériale et quelques Pavillons du Palais d'où les soldats chinois tiraient sur elles. Les troupes françaises ont délivré le Pé-tang le 16, après un brillant combat, auquel les détachements anglais, japonais et russe ont pris part » (1).

§ V. — *Le traité de paix*

Lès négociations pour la paix commencèrent bientôt. Dirigées du côté chinois par Li-Hung-Tchang, elles furent longues et laborieuses. Les gouvernements étrangers voulaient faire sur la cour de Pékin une impression profonde ; ils exigeaient de fortes garanties pour éviter le retour des méfaits commis. « Violation du droit des gens, cruautés, massacres, ne pouvaient rester impunis. Le châtimeut était nécessaire non seulement pour la sanction des droits de l'humanité, mais encore pour le prestige européen dans tout l'Extrême-Orient » (2).

(1) H. CORDIER. *Op cit.* p. 528.

(2) CH. LAVOLLÉE, *France et Chine*, Préface, p. 12.

L'accord s'était fait entre les Etats sur les principes de la note que M. Delcassé remettait le 27 juillet 1900, à l'ambassadeur d'Angleterre :

« 1^o La nécessité d'un accord aussi complet que possible, en vue notamment d'opérations concertées pour sauvegarder les existences qui peuvent encore être préservées dans toute l'étendue de l'Empire chinois.

2^o Intégrité de la Chine ; écarter tout ce qui pourrait amener au partage de ce pays ;

3^o Enfin, le rétablissement, l'établissement ou la reconnaissance d'un gouvernement central chinois pouvant garantir l'ordre et la tranquillité dans le pays » (1).

La tâche de l'Europe au point de vue militaire, avait été menée à bien. Le règlement diplomatique de la révolte des Boxeurs se termina de même heureusement, par la signature du protocole final du 7 septembre 1901 (2).

Des peines étaient infligées aux principaux auteurs des attentats et des crimes commis contre les gouvernements étrangers et leurs nationaux. Le démantèlement des forts de Takou et de toute fortification entre Pékin et la mer, l'occupation permanente d'un certain nombre de points sur la route de la capitale, et surtout l'installation à Pékin d'une garde nom-

(1) H. CORDIER. *Op. cit.* p. 525, vol. III. — *Livre jaune*, p. 107.

(2) H. CORDIER. *Op. cit.* p. 537, vol. III.

breuse pour les Légations pourvues de solides moyens de défense, tout cela formait autant de clauses susceptibles de rappeler au gouvernement chinois la force des puissances étrangères.

Elles avaient du reste cherché à faciliter au Fils du Ciel et à ses ministres, l'accomplissement de leurs devoirs, en ne faisant rien qui diminuât trop, aux yeux des Chinois, le prestige du gouvernement central, chargé de prévenir le retour de nouveaux désordres et d'établir un régime tolérable pour les étrangers : c'était le moyen d'obtenir la paix et la tranquillité dans le pays.

D'autre part, à côté de compensations pour la reconstruction des légations ou pour les dommages subis par les sociétés et les particuliers, les puissances recevaient une part proportionnelle de la forte indemnité stipulée dans le traité et fixée à 450 millions de taëls, soit au cours de 3 francs 75 le taël, tout près de 1.700 millions de francs. Un article du protocole du 7 septembre, détermine les revenus que la Chine donnait en garantie du paiement de l'indemnité : Ce sont le reliquat des douanes maritimes, défalcation faite des frais de perception et des arrérages de la dette étrangère existante ; le produit de l'élévation du tarif sur les importations maritimes à 5 % effectives, y compris les marchandises actuellement admises en franchise, à l'exception du riz, des céréales étrangères, de la farine, de l'or, de l'argent en lingots et des pièces de monnaies ; les produits des douanes indigènes sur les marchandises trans-

portées par les jonques ; enfin les revenus de la gabelle (1).

§ VI. — *La politique de « la porte ouverte » et de l'intégrité territoriale de la Chine.*

Ce qu'il importe surtout de remarquer dans le traité de 1901, c'est qu'il respecte la double politique de la porte ouverte vis-à-vis de la Chine et du maintien de l'intégrité territoriale du Céleste Empire. Le partage de la Chine était écarté et les puissances en admettant le *statu quo*, se conduisaient du reste sagement et faisaient preuve de prudence. La plupart préféreraient le maintien de l'intégrité territoriale de la Chine et moins nombreux étaient les partisans du partage. La meilleure preuve en est dans le traité d'alliance anglo-japonais du 30 janvier 1902 et dans la déclaration franco-russe qui l'a suivi (2).

Le traité anglo-japonais conclu à Londres par Lord Lansdowne et M. Hayashi, reproduit ces principes, qui étaient ceux en particulier du gouvernement français, comme le prouve la note reproduite plus haut, du 27 juillet 1900, remise par M. Delcassé au ministre d'Angleterre. L'Angleterre et le Japon manifestaient à leur tour leur intention de contribuer à obtenir le résultat visé par le cabinet de Paris,

(1) *Economiste français*, 9 nov. 1901. *Les affaires de Chine*.
LEROY-BEAULIEU.

(2) H. CORDIER. *Op. cit.* III. p. 546 et s.

c'est-à-dire, éloigner les complications que ne pouvait manquer de produire à brève échéance, une attitude différente en Extrême-Orient.

Dans l'article 1, les deux nations alliées reconnaissent « l'indépendance de la Chine et de la Corée » et se déclarent entièrement dégagées de toute tendance agressive contre l'un ou l'autre de ces pays ».

Mais, prenant en considération leurs intérêts respectifs, l'Angleterre et le Japon reconnaissent qu'il sera permis à tous deux de prendre les mesures qui leur paraîtront indispensables pour les sauvegarder, s'ils sont menacés, soit par une tierce puissance, soit par des troubles en Chine ou en Corée nécessitant l'intervention d'un des deux alliés, pour la protection de la vie et des biens de ses sujets.

En cas de guerre de l'Angleterre ou du Japon avec une autre puissance, la nation alliée en paix restera neutre et s'efforcera d'empêcher d'autres puissances de prendre part aux hostilités. Elle n'interviendra que dans le cas contraire. Enfin, aucun accord ne pourra être conclu par une partie contractante sans qu'elle ait préalablement consulté l'autre ; le traité devait rester effectif pendant cinq ans (art. 4, 5 et 6).

Le traité anglo-japonais fut accueilli en France avec assez de calme ; il était surtout dirigé contre la Russie. La Russie pour le Japon, était l'ennemi du Nord. Russes et Japonais s'étaient trouvés plus d'une fois en présence, depuis l'époque où malgré l'interdiction du Mikado et l'isolement volontaire du Japon, la Russie venait faire du commerce avec les habitants des îles japonaises ; l'animosité des Nippons

contre les Russes s'était accrue à la suite de l'intervention du gouvernement du Tzar après la guerre sino-japonaise, et quand la Russie s'était emparée des territoires sur lesquels le Japon estimait avoir des droits incontestables. Aussi les Japonais acceptèrent-ils avec enthousiasme le traité d'alliance qui éloignait la puissance russe de la Corée. L'Angleterre y voyait de son côté un moyen de sauvegarder ses intérêts et l'occasion de sortir de son « splendide isolement ».

La conclusion de l'accord anglo-japonais eut une conséquence importante : ce fut un motif pour les deux puissances qui s'y trouvaient visées de manifester dans les affaires d'Extrême-Orient, la politique d'entente qui les unissait en Europe. La France et la Russie chargèrent en effet, leurs représentants diplomatiques de communiquer aux ministres des affaires étrangères des puissances, signataires du protocole de Pékin du 7 septembre 1901, l'accord intervenu entre elles et signé le 19 mars 1902.

« Les gouvernements alliés de la France et de la Russie, ayant reçu communication de la convention du 30 janvier 1902... ont été pleinement satisfaits d'y trouver l'affirmation des principes essentiels qu'ils ont eux-mêmes, à plusieurs reprises, déclaré constituer et qui demeurent la base de leur politique. Les deux gouvernements estiment que le respect de ces principes est en même temps, une garantie pour leurs intérêts spéciaux en Extrême-Orient. Toutefois obligés d'envisager eux-mêmes le cas où, soit l'action agressive des tierces puissances, soit de nouveaux

troubles en Chine, mettant en question l'intégrité et le libre développement de cette puissance, deviendraient une menace pour leurs propres intérêts, les deux gouvernements alliés se réservent d'aviser éventuellement aux moyens d'en assurer la sauvegarde ».

La France et la Russie reconnaissaient ainsi les principes de la note anglo-japonaise, et garantis-
saient le maintien de l'intégrité territoriale de la Chine, ainsi que le système de la porte ouverte. L'accord signé par elles, constituait une menace d'intervention contre toute nation qui voudrait enfreindre ces principes, intervention qui pourrait se produire en Chine même, si les intérêts russes ou français s'y trouvaient liés. Il contenait enfin des avantages pour les deux nations, pour la Russie dont les intérêts sont considérables en Extrême-Orient, pour la France qui se trouve en compétition avec l'Angleterre, au sud de l'Empire du Milieu. En tout cas, la Chine se trouvait assurée pour le moment, de la sauvegarde de son indépendance, car dans sa jalousie, chaque nation veillera à ce que ses rivales respectent le *statu quo*.

CHAPITRE VIII

Situation des étrangers en Chine et au Japon

Maintenant que nous avons suivi l'œuvre considérable de la diplomatie dans les pays d'Extrême-Orient, il nous faut jeter un coup d'œil sur la situation des groupements nationaux qui s'y sont constitués. Aussi bien, présente-t-elle un réel intérêt, l'étude des droits et des privilèges accordés aux nationaux des puissances étrangères dans ces pays qui diffèrent des nôtres, sous le rapport de la religion, des mœurs, des lois et des coutumes. Les gouvernements étrangers sont arrivés à y faire reconnaître et sanctionner le fonctionnement de leur juridiction nationale et à soustraire leurs compatriotes à une partie, parfois considérable, de la législation locale. Ce n'est du reste, qu'à cette condition, que les étrangers pouvaient fonder en Extrême-Orient, des établissements durables et fructueux. Les traités conclus avec la Chine et le Japon, à la suite du développement des relations politiques et commerciales, ont en effet procuré aux nationaux des Etats étrangers une sorte *d'exterritorialité* ; ils les ont isolés de la population indigène et les ont soumis à des lois et à des usages, qui constituent comme un prolongement de la souveraineté nationale,

à des règles empruntées aux législations européennes moins défavorables à l'étranger et plus respectueuses de la liberté individuelle.

Les traités qui ont assuré ce régime aux Européens établis dans les pays d'Extrême-Orient, ont été faits par la diplomatie moderne, d'après le régime consenti par les capitulations des pays musulmans : elle l'a suivi d'aussi près que possible, mais tenant compte néanmoins, des particularités de la civilisation asiatique, elle y a introduit des clauses qui font différer ces traités, par certains points, des capitulations (1).

En premier lieu, si les Européens ont le droit de circulation et de séjour dans tout l'Empire ottoman, il n'en est pas de même dans les pays d'Extrême-Asie. Ce droit dont l'importance est considérable, surtout au point de vue commercial, se trouve limité ici au point de vue du nombre des villes où peuvent s'établir les Européens, qui ne jouissent du reste, du droit de circulation, qu'en se soumettant à de rigoureuses formalités.

Une seconde différence entre les deux régimes, se trouve dans le droit de propriété immobilière. Les Européens sont admis par les capitulations, au même titre que les sujets ottomans, à jouir de ce droit dans toute l'étendue de l'Empire, et sous la seule condition de se soumettre aux lois et règlements du pays. Au contraire, ce droit est refusé par la Chine aux

(1) DISLÈRE et de MOUY. *Droits et devoirs des Français dans les pays d'Extrême-Orient*, p. 182 et s.

étrangers ; et s'il est accordé au Siam, en Corée, etc, ce n'est que sous de nombreuses restrictions.

Enfin, c'est au point de vue de la liberté de religion qu'il y a une dernière différence entre les capitulations et les traités qui régissent la situation des étrangers en Extrême-Orient. Les premières reconnaissent simplement la liberté de religion et du culte ; les seconds consacrent de plus la liberté de propagande religieuse. Les Chinois sont libres d'embrasser toute autre religion que la leur et d'en suivre les pratiques sans être molestés ni punis ; les chrétiens doivent être traités avec bienveillance, et leur religion ne doit pas leur attirer plus de sévérité de la part des gouvernants.

SECTION I

Situation des Etrangers en Chine

C'est en 1842 que les étrangers installés en Chine, ont vu leurs droits faire l'objet d'une convention, pour la première fois au XIX^e siècle, dans le traité de Nankin, obtenu par l'Angleterre, après la guerre de l'Opium. Ce traité fut suivi en 1844, de traités conférant les mêmes avantages à la France et aux Etats-Unis, puis plus tard à d'autres nations. En 1858 les traités de Tien-Tsin, conclus avec l'Angleterre et la France, les conventions de Pékin de 1860, ont amélioré la situation des Etrangers ; il en est de même pour le traité de Shimonosaki de 1895. Mais il est rare que l'une ou l'autre des puissances ait travaillé

pour elle seule ; les privilèges obtenus par chacune d'elles, sont étendus aux autres peuples et appartiennent à tous le plus souvent.

§ 1. — *Droit de circulation*

Ce droit, mentionné en ce qui concerne la France dans le traité de Tien-Tsin, est reconnu à tous les Européens qui veulent se rendre, soit dans les villes de l'intérieur, soit dans les ports où ne sont pas admis les navires étrangers. La plus grande sécurité leur est assurée, à la condition expresse d'être munis de passeports rédigés selon la formule convenue par leur pays d'origine, et écrits dans leur langue et en chinois. Les passeports délivrés par les agents diplomatiques et les consuls, sont de plus visés par les autorités chinoises, et ne peuvent être remis qu'à des personnes présentant des garanties suffisantes d'honorabilité. Il est nécessaire d'obtenir l'autorisation du gouvernement chinois ou de son représentant, pour avoir la faculté de demeurer un certain temps dans une ville de l'intérieur, alors même qu'on ne veut pas faire du commerce. Et au cas où le porteur vient à perdre son passeport, les autorités chinoises se sont réservé le droit de diriger sur-le-champ vers le consulat le plus voisin, l'étranger qui ne peut alors réclamer l'autorisation de séjourner jusqu'à ce qu'il ait obtenu un nouveau passeport (1).

Le passeport délivré aux missionnaires est formé

(1) CORDIER. *Traité de 1858*. Art. VIII, p. 24. Vol. I.

d'une grande feuille de papier plié en deux, dont la première et la quatrième pages sont blanches ; sur la 2^e page est imprimé le texte français, sur la 3^e le texte chinois.

Voici, emprunté à l'ouvrage de M. Cordier, le texte du passeport délivré aux missionnaires par la Légation de France.

LÉGATION
de la
République Française
en Chine

N^o d'ordre

Au nom

du Peuple Français,

En vertu de l'article 8 du traité conclu à Tien-Tsin entre la France et la Chine, le 27 juin 1858. Nous...
...prions les autorités civiles et militaires, générales et provinciales, de la Chine et des pays adjacents, de laisser librement passer.....
.....
se rendant dans la province de....
..... et de lui donner aide et protection en cas de besoin.

Le présent passeport délivré en la Chancellerie de la Légation.

A Pékin, le.....18....

Signature du porteur.

N. B. — Ce passeport devra être retourné à la Légation, en cas de décès, de départ ou de changement de résidence du porteur (1).

(1) CORDIER. *Op. cit.* II. p. 629.

§ II. — *Droit d'établissement.*

Le droit d'établissement était de toute nécessité pour les nationaux étrangers ; industriels et commerçants pouvaient ainsi s'installer à demeure à l'endroit qui leur convenait et avoir des relations sérieuses et utiles avec les populations indigènes. Ce droit limité d'abord à quelques ports, nous l'avons vu, a été successivement augmenté à chaque étape de la pénétration européenne. Il s'exerce aujourd'hui dans une grande partie de la Chine.

La conséquence la plus importante de ce droit, a été pour les puissances occidentales, la faculté d'avoir dans les ports et dans les villes, des consuls ou agents consulaires, qui servent d'intermédiaires entre les autorités chinoises et les nationaux étrangers, et veillent à l'observation des règlements. Ces consuls ont des avantages et des privilèges : placés sur un pied d'égalité parfaite à côté des autorités chinoises, ils ont le droit de se plaindre de leurs mauvais procédés, à l'autorité supérieure ou à l'ambassadeur qui représente leur pays auprès de la cour de Pékin ; ils peuvent aussi assurer la protection des nationaux d'une autre puissance, en l'absence du consul de celle-ci.

Il y a cependant une limitation au droit d'établissement : elle consiste dans ce fait que les traités ont fixé la résidence des Européens dans des quartiers spéciaux des villes et des ports ouverts ; ces quartiers sont désignés par les autorités chinoises, de concert avec les consuls.

Ces quartiers sont connus sous le nom de *concessions* pour les Français et de *settlements* pour les Anglais. Les diverses puissances, dans ces dernières années, ont acquis elles aussi, des concessions dans les différents ports ouverts. » Bien que faisant théoriquement partie du territoire chinois, ces concessions sont soustraites à toute ingérence des autorités indigènes et forment des sortes de petites républiques administrées par les Européens, qui y vivent sous l'autorité de leurs consuls, lesquels détiennent à la fois le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire » (1).

C'est surtout à Shangaï, que le système s'est développé et il est intéressant de connaître l'organisation des concessions que l'on y trouve.

§ III. — *Les concessions de Shanghai*

La délimitation du *settlement* anglais de Shanghai eut lieu en 1845 ; celle de la concession française en 1849 ; dans l'intervalle, une concession américaine s'était établie. Après entente, les trois concessions avaient fusionné, formant une seule ville administrée par un conseil élu de sept membres. Un règlement du 5 juillet 1854, autorisait les étrangers des trois concessions à y faire toutes les opérations immobilières par les soins de leurs consuls, à organiser un Conseil municipal chargé de lever les impôts et à créer une police locale. Cette situation ne fut pas de

(1) LEROY-BEAULIEU, *op. cit.*, p. 397.

longue durée, car en 1855, la concession française se séparait de l'union, à la suite de conflits entre le consul de France et les consuls d'Angleterre et des Etats-Unis (1).

Il y a donc aujourd'hui deux concessions à Shanghai, la concession internationale et la concession française, soumises chacune à une administration différente.

D'après un règlement du 20 avril 1869 (2), fixant les attributions des consuls et de l'autorité chinoise dans la concession internationale, un représentant du gouvernement chinois, ayant rang de sous-préfet, réside dans le quartier des étrangers. Sa juridiction s'étend, conformément aux lois et coutumes chinoises, à toutes les contestations civiles et commerciales entre les Chinois habitant le quartier des étrangers, et à tous les procès dans lesquels les Chinois sont défendeurs contre des étrangers. Il exerce la juridiction répressive sur les indigènes. Il est assisté du consul dans les procès entre chinois et étrangers.

La concession française après s'être séparée des autres, avait été placée par le Consul de France sous l'administration d'une municipalité de 5 membres. D'après un nouveau règlement du 14 avril 1868 (3), le corps municipal du quartier français se compose du Consul général de France et de huit conseillers

(1) DISLÈRE et de MOUY, *op. cit.*, p. 26 et 287. .

(2) PERRINJAQUET, Thèse, p. 95.

(3) *Archives Diplomatiques*, année 1869, 2, p. 632.

municipaux, dont quatre Français et quatre Etrangers, désignés les uns et les autres par la voie de l'élection. La liste électorale est dressée par le Consul et comprend seulement les Français et les Etrangers, âgés de 21 ans et remplissant certaines conditions de cens. Le Conseil élu pour deux ans et renouvelable par moitié tous les ans, est présidé par le Consul. Certaines des délibérations du Conseil doivent être rendues exécutoires par le Consul dans le délai de huit jours; d'autres ne sont exécutoires qu'en vertu d'un arrêté du Consul, sous réserve de l'approbation du ministre de France à Pékin.

Le Conseil organise la voirie, établit les impôts. Le Consul est chargé des règlements de police et de tout ce qui a pour objet le maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur la Concession; le corps de police est placé sous ses ordres.

Les contraventions aux règlements établis par le Conseil, sont jugées par un délégué du Conseil municipal, sauf recours au Consul; les contraventions aux règlements consulaires, le sont par le Consul lui-même ou son délégué.

En prévision des cas où il faudrait procéder à l'arrestation d'un prévenu étranger sur le territoire de la concession française, il a été convenu entre le Consul général de France et les représentants des autres puissances que les mandats d'arrêt, jugements, etc., émanant d'un juge ou d'un jugement de tribunal étranger, seront au préalable, sauf urgence, soumis au Consul général de France ou tout au moins au chef de la police municipale. Celui-ci peut toujours

faire accompagner par des agents sous ses ordres, le porteur du jugement ou du mandat et il doit, s'il en est requis, lui prêter assistance. D'autre part, les Chinois ne peuvent être arrêtés sur la concession française que si le Consul n'accorde leur extradition, une fois qu'on lui aura donné la preuve de la culpabilité des prévenus. (Traité de 1858, article 32).

§ IV. — *Liberté de religion*

Comme cela se produit à peu près partout, les missionnaires ont été les premiers Européens qui sont entrés en contact avec les Chinois, l'idée du prosélytisme religieux ayant d'abord tenu une plus grande place que les intentions commerciales. A la fin du XVII^e siècle, l'empereur Kang-hi avait montré les meilleures dispositions pour les missionnaires, dont quelques-uns lui avaient rendu de grands services. Aussi un édit de 1692, permettait-il aux Européens « qui ne font ni n'enseignent rien contre les bonnes lois, d'avoir leurs églises particulières et d'y prêcher publiquement leur religion ». D'autre part, l'article 13 du traité de 1858 conclu par le baron Gros, contient une reconnaissance formelle de la religion chrétienne. Les étrangers jouissent donc en Chine du libre exercice du culte. Bien plus, tout Chinois est libre d'embrasser la religion catholique ou toute autre religion et d'en suivre les pratiques, sans être passible d'aucune peine infligée pour ce fait. Une entière sécurité pour leurs personnes et leurs propriétés, est assurée aux membres de toutes les communions chrétiennes.

Les autorités locales doivent protéger les missionnaires quand ils se rendent dans l'intérieur du pays, munis de passeports réguliers. Les missionnaires, contrairement aux autres étrangers qui n'ont le droit de résider que dans les ports ouverts, le peuvent dans toute localité; ils ont le droit d'y louer ou d'acheter des terrains, d'y construire des maisons ou d'élever des temples au *T'ien-Tchou*. Des peines sévères sont encourues par tout Chinois qui dégrade ou détruit les églises et les cimetières déclarés inviolables.

§ V. — *Relations commerciales*

Dans presque tous les traités conclus par les puissances étrangères avec la Chine, on trouve des conventions commerciales, des tarifs d'importation et d'exportation, des clauses ayant pour but de développer le mouvement d'échanges du Céleste Empire avec l'extérieur. La clause de la nation la plus favorisée assure aux autres nations, la jouissance des avantages nouveaux consentis par le gouvernement chinois. Celui-ci assure du reste la libre concurrence et s'est engagé à n'accorder ni privilège ni monopole préjudiciables aux étrangers.

Le système des sphères d'influence constituait cependant un véritable danger pour chacune des puissances européennes. Aussi en 1899, sur l'initiative des Etats-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon et la Russie déclaraient « que chacune dans sa sphère respective d'influence quelconque :

« Appliquera le tarif actuel du traité chinois à toute marchandise débarquée ou embarquée à tous les ports qui sont dans ladite « sphère d'intérêt », (à moins qu'ils ne soient « ports libres »), sans se préoccuper à quelle nationalité elle appartient, et que les droits ainsi perçus seront réunis par le Gouvernement chinois ;

« Ne percevra pas de droit plus élevé de port sur les navires d'une autre nationalité mouillant dans aucun port de telle « sphère », qu'il n'en sera perçu sur les navires de sa propre nationalité, et de droits plus élevés de chemins de fer sur les lignes construites contrôlées, ou mises en activité dans cette sphère, sur les marchandises appartenant aux citoyens ou sujets d'autres nationalités transportées à travers telle « sphère », qu'il ne sera perçu sur toute marchandise semblable appartenant à ses propres nationaux, transportées sur des distances égales » (1).

C'était là une déclaration formelle de politique de « la porte ouverte », dans les territoires occupés par ces puissances en Chine.

D'autre part, après l'affaire des Boxeurs, toutes les puissances signataires du traité du 7 septembre 1901, furent appelées à profiter d'une notable amélioration apportée dans le système des douanes. Le tarif sur les importations était élevé à 5 0/0, et la mise en vigueur de cette élévation devait commencer deux mois après la date de la signature du traité. Les droits sur les importations perçus jusqu'alors *ad*

(1) CORDIER, *Op. cit.* III, p. 447.

valorem, devaient être convertis en droits spécifiques, autant que possible et dans le plus bref délai, en prenant pour base d'évaluation la valeur moyenne des marchandises au moment de leur débarquement, pendant les trois années 1897, 1898, 1899, c'est-à-dire la valeur du marché, déduction faite des droits d'entrée et des frais accessoires.

§ VI. — *Droit de juridiction*

C'est là certainement le plus important des privilèges concédés par la Chine aux puissances étrangères. Aujourd'hui, en effet, les peuples civilisés tiennent pour un principe incontesté de Droit Public, que sur le territoire d'un Etat, le gouvernement seul de cet Etat a le droit de commander, de juger et d'administrer, et tous repoussent l'ingérance d'une autorité étrangère dans l'exercice de ces prérogatives de leur souveraineté (1). De nombreuses raisons ne permettaient pas l'application de ce principe à l'Empire du Milieu. La mauvaise organisation des tribunaux, la partialité redoutable des juges aisément corruptibles, les différences profondes de mœurs et de lois, sont, en effet, les motifs du droit réservé aux consuls étrangers, d'exercer sur leurs nationaux des pouvoirs fort étendus, pour le jugement des différends civils, comme pour la police, la punition des délits et la poursuite des crimes. Les étrangers issus

(1) Voyez *Pandectes françaises*. Répertoire. V^o *Consuls*.

d'un même pays et dont l'ensemble constitue ce qu'on appelle *la nation*, sont, en effet, considérés en Chine comme résidant toujours sur le sol de leur patrie et restent soumis à leurs lois nationales.

En ce qui concerne la juridiction pénale, les étrangers ont, en effet, en Chine, à raison des crimes ou délits commis par eux, le privilège précieux de n'être jugés que par un tribunal national et selon les lois de leur pays. Quelle que soit la victime du crime ou du délit, les Européens restent soumis à la juridiction de leurs consuls, en dehors de l'action des tribunaux chinois. Et l'on comprend que les nations aient voulu soustraire autant que possible, leurs nationaux à l'action de la police et de la justice locales : il convenait de ne pas les laisser à la merci de la législation chinoise, trop différente des lois européennes, quant au principe même des peines, à leur nature et à la forme de la procédure.

En ce qui touche la France, la juridiction criminelle de ses consuls en Chine, fait l'objet des articles 6 à 12 et 14 de la loi de 1852 (1) qui déclarent applicable, sauf quelques modifications, aux contraventions, délits et crimes commis par les Français en Chine, la loi du 28 mai 1836 (2) relative aux contraventions, délits et crimes commis par les Français dans les échelles du Levant et de Barbarie.

En matière de contravention, le consul juge seul,

(1) D. P. 52-4, p. 177 et 178. V. aussi *Pandectes françaises*. V^o *Consuls*, n^{os} 993 et s.

(2) DALLOZ. Répertoire. V^o *Consuls*.

car puisqu'il est chargé des règlements de police de la colonie, il lui appartient aussi d'en punir les violations.

En matière de délit, c'est le tribunal consulaire qui juge en Chine, les actes soumis aux tribunaux correctionnels en France ; le tribunal consulaire comprend le Consul comme président, deux assesseurs désignés par lui pour un an et choisis parmi les notables résidant dans le ressort du consulat, et enfin le Chancelier de la résidence remplissant les fonctions de greffier.

En ce qui concerne les crimes, une loi du 28 avril 1869 (1) qui modifie sur quelques points la loi de 1836, les soumet aux autorités judiciaires de Saïgon, alors que la loi de 1852 les avait soumis aux autorités judiciaires de Pondichéry. Là procédure se fait par l'information écrite, elle est entourée de toutes les garanties désirables.

La Cour de Saïgon est juge aussi des appels correctionnels ; elle ne peut faire comparaître que les personnes qui résident en Cochinchine française.

Les consuls étrangers en Chine, ont encore des droits de police sur leurs nationaux, mais ils n'ont d'action que sur leurs nationaux et ils ne peuvent faire arrêter ou expulser qu'eux seuls.

Ces droits, pour les consuls français, sont prévus par les articles 16 et 17 de la loi du 8 juillet 1852. Ils peuvent expulser de leur arrondissement les

(1) D. P. 1869, 4, 47.

Français dont la présence serait dangereuse ou nuisible, et par suite, les faire arrêter et les reconduire en France. S'il y a urgence et s'il est impossible de renvoyer directement en France, le Français expulsé, celui-ci peut être embarqué sur des bâtiments nationaux ou étrangers, pour être dirigé, suivant les circonstances, sur un des établissements français, dans les Indes ou dans l'Océanie, ou sur un lieu de station navale française. Le droit d'expulsion est légitime. On comprend qu'un pays se débarrasse des étrangers dont la présence sur son sol devient une cause de trouble ou de scandale, en dehors même des délits qu'ils peuvent commettre : tant que les Etats étrangers ne permettront pas au gouvernement chinois l'exercice de ce droit, il est naturel et juste qu'ils confient à leurs représentants la surveillance de leurs nationaux, et le pouvoir d'éloigner ceux qui pourraient amener des complications ou mettre en question la sécurité de tous.

En matière civile et commerciale, les procès intéressant les Européens de même nationalité, sont jugés par le consul.

Au point de vue français, c'est l'Edit de juin 1778 (1), qui règle dans ce cas la constitution du tribunal consulaire. Le consul siège assisté de deux notables comme assesseurs, qui prêtent préalablement serment et ont voix délibérative. A défaut de notables, le consul siège seul, mais il doit le mentionner

(1) DALLOZ. Répertoire. V^o *Consuls*.

expressément dans sa sentence. Les consuls français en Chine doivent envoyer directement au procureur général près la cour de Saïgon, un duplicata de leurs ordonnances et jugements. Ils connaissent de toutes les contestations entre Français ; l'article 39, paragraphe 1, du traité de 1858, est formel sur ce point : « les Français en Chine dépendront pour toutes les difficultés ou les contestations qui pourraient s'élever entre eux, de la juridiction française ».

De plus, l'exposé des motifs de la loi de 1852, nous apprend, qu'en vertu de la nécessité qu'il y avait à étendre la compétence de nos consuls en Chine, pour que nos nationaux n'aient pas à souffrir des lenteurs forcées d'une procédure dans des pays si éloignés de la France (1) les consuls français sont appelés à juger en dernier ressort dans trois cas : 1^o Quand les parties déclarent vouloir être jugées définitivement et sans appel ; 2^o lorsque les demandes n'excèdent pas 3.000 francs ; 3^o lorsque les demandes reconventionnelles ou en compensation réunies à la demande principale dépassent 3.000 francs.

Les affaires civiles et commerciales qui mettent en cause des étrangers et des chinois, sont jugées par le consul de la nationalité de l'étranger et par le magistrat indigène ; enfin le consul du défendeur est compétent, si le procès s'élève entre étrangers de nationalités différentes. Le demandeur ne doit pas

(1) D. P. 1852, 4, p. 178.

distraire son adversaire de son juge naturel et doit porter l'action devant le tribunal du défendeur, selon l'ancien principe du droit romain : *actor sequitur forum rei*. Le défendeur ne peut refuser d'être jugé par son juge à lui avec sa loi et sa procédure propres ; il ne peut en un mot, décliner la compétence de son propre tribunal, dans lequel le demandeur trouve de son côté pleine sauvegarde de ses droits.

SECTION II

Situation des étrangers au Japon

§ I. — *Avant la révision des traités*

Quand le Japon sortit de l'isolement séculaire dans lequel il s'était tenu, les puissances étrangères qui signèrent avec lui des traités, lui imposèrent le système des Capitulations, à peu près tel que nous venons de l'exposer pour leurs nationaux en Chine (1). N'avaient-elles pas les mêmes motifs de défiance pour ne pas éviter à leurs nationaux ayant leur résidence au Japon, les abus toujours possibles de la justice locale ? D'ailleurs, les divisions intérieures et la faiblesse du pouvoir central ne lui permettaient pas d'échapper, à ce moment-là, au régime arriéré et humiliant des Capitulations.

(1) Voy. *Revue de Droit public. Chronique internationale. Les capitulations au Japon*, par de Lapradelle. Année 1898. vol. 10, p. 512 et s.

Le Japon n'avait cependant accepté ce régime qu'avec la pensée de s'en défaire un jour ou l'autre. Tout en respectant les traités, il travaillait patiemment à en obtenir la révision. Il devait la voir se réaliser, avec la transformation sociale et économique du pays. Ne pouvait-il pas s'assimiler aussi bien les sciences morales comme est le Droit, que les arts ou l'industrie ? Ayant suffisamment prouvé, que son plus grand désir était de voir disparaître les anciennes barrières qui l'avaient si longtemps tenu séparé des étrangers, le jeune Empire du Mikado, renouvelé et transformé, considérait le régime des capitulations comme une anomalie et une preuve de défiance. Aussi était-ce avec persévérance, qu'il protestait contre le privilège d'exterritorialité dont jouissaient les étrangers résidant sur son territoire.

Dès 1872, il envoyait une ambassade aux Etats-Unis pour demander une révision des traités. La tentative était prématurée et n'eut aucun succès.

Le Japon avait cependant un tel désir de voir disparaître le plus tôt possible le régime des juridictions consulaires, qu'il offrait aux puissances des avantages considérables en échange de la réforme qui lui tenait à cœur. Il proposait d'ouvrir le territoire japonais en entier aux étrangers, de leur donner le droit de résider à l'intérieur et d'y faire le commerce en toute liberté, en dehors des concessions des cinq ports ouverts dans lesquels jusqu'alors ils avaient seulement accès (1).

(1) *La rénovation de l'Asie. Op. cit.* p. 315 et s.

L'opinion publique au Japon n'était pourtant pas favorable à ces concessions et s'en irritait au contraire. Le gouvernement du Mikado dut rompre toutes les négociations.

Afin d'amener néanmoins, les puissances étrangères à renoncer à ce régime des capitulations qu'elles lui avaient imposé, pour éviter à leurs nationaux les abus de la justice locale, le Japon, aidé par des jurisconsultes européens, opérait des réformes dans ses lois et ses institutions, qui furent bientôt au niveau de celles de l'Europe et de l'Amérique. Successivement le Parlement nippon dota le pays d'une loi sur l'organisation judiciaire, d'un code pénal, d'un code de procédure criminelle, d'un code civil, d'un code de commerce et d'un code de procédure civile. Le Japon pouvait offrir aux étrangers des lois propres à sauvegarder leurs droits et toutes les garanties de bonne et prompte justice, jugées nécessaires par les puissances occidentales.

Les Etats civilisés reconnurent bientôt, qu'il était juste de traiter dorénavant le Japon en égal et de lui rendre sa souveraineté.

§ II. — *Révision des traités*

Ce furent l'Angleterre et les Etats-Unis qui en 1894, firent les premiers pas dans la voie de la révision des traités, en renonçant aux juridictions consulaires, jugées jusqu'alors indispensables à la sécurité des Européens et des Américains.

Le traité Anglo-Japonais fut signé à Londres le

16 Juillet 1894. On y trouve non seulement des dispositions juridiques, mais aussi des clauses relatives au commerce et purement économiques, des clauses touchant les droits d'entrée ou de sortie des marchandises, etc.

« L'Angleterre et le Japon stipulaient la liberté de circulation et d'établissement sur leurs territoires au profit de leurs nationaux respectifs ; les deux Etats établissaient l'égalité juridique entre leurs sujets, pour tout ce qui concerne la possession des biens et effets de toutes sortes, la succession aux biens mobiliers ou autrement, la disposition des propriétés qu'ils peuvent légitimement acquérir, le paiement des impôts, le tout avec le minimum de traitement accordé à la nation la plus favorisée. Egalité encore, au point de vue judiciaire et libre accès auprès des tribunaux des deux pays, pour leurs nationaux, soit pour poursuivre, soit pour défendre leurs droits. Le traité accordait aussi la pleine liberté de conscience, le libre exercice du culte, le droit d'enterrer les morts suivant la coutume religieuse usitée, dans tels lieux convenables établis et entretenus pour cet objet (1) ».

Dès la mise en vigueur du traité, les conventions antérieures conclues entre les deux pays seront abrogées, dit l'article 20, qui est l'article principal du traité. Il ajoute : « la juridiction exercée au Japon par les tribunaux anglais, et tous les privilèges, exemptions et immunités exceptionnels dont jouissaient les

(1) PIEDELIÈVRE. Traité Anglo-Japonais. *Revue de Droit Public*, 1895, 3, p. 110.

« sujets anglais, à raison ou à l'occasion de cette juridiction, prendront fin et seront supprimés absolument et sans notification ; désormais toute ladite juridiction sera assumée et exercée par les tribunaux japonais » (1).

L'opinion anglaise ne fut pas unanime à approuver cet abandon du privilège de l'exterritorialité par le gouvernement britannique. Il est vrai que les nationaux anglais, se trouvaient au Japon, dans une situation inférieure à celle donnée par le traité, en Angleterre, aux sujets du Mikado. La soumission absolue à la juridiction territoriale, suppose en effet une certaine communauté d'idées générales, d'institutions et de mœurs, surtout au point de vue de la condition des étrangers et de l'administration de la justice, qui n'était encore que superficielle entre l'Angleterre et le Japon. Bien que doté d'un corps de lois écrites, qui ne lui permettaient de ne rien envier aux peuples étrangers, on hésitait à croire que le Japon aurait des juges à même d'inspirer confiance, ou tout au moins, capables d'appliquer leur législation conformément à l'esprit de la jurisprudence occidentale.

Les deux Etats semblent l'avoir compris, puisqu'ils convinrent, non-seulement que le traité n'entrerait en vigueur que 5 ans après sa signature, mais encore que le gouvernement japonais serait libre à ce moment-là, de son application. L'Angleterre et le

(1) LEHR. La nouvelle organisation judiciaire du Japon. *Revue de Droit International et de Législation comparée*, 1895, p. 109.

Japon ne voulaient sans doute pas, introduire des modifications trop brusques dans leurs relations mutuelles ; et le Japon désirait peut-être, avoir le temps de mettre ses institutions à la hauteur du rôle nouveau qui leur incombait.

Il n'en est pas moins vrai, que le mouvement ainsi commencé, s'est précipité, et que de 1894 à 1897, le Japon a signé avec tous les pays, sauf avec l'Autriche-Hongrie, des traités mettant fin chez lui au système consulaire ; le 17 juillet 1899, les nouveaux traités sont entrés en vigueur.

CONCLUSION

Nous avons essayé de rendre compte des efforts considérables faits en Asie par les Européens. L'Extrême-Orient est accessible aujourd'hui aux étrangers, et il est entré dans le cercle du rayonnement de la civilisation occidentale. Les événements dont il a été le théâtre, ont amené ce que M. Leroy-Beaulieu a justement appelé « la rénovation de l'Asie », commencée par la transformation sociale et économique du Japon, et que terminera le réveil de la Chine.

C'est en agissant en vue de leurs propres intérêts et dans le but d'augmenter leurs débouchés commerciaux, que les puissances sont intervenues d'abord en Extrême-Orient. Dans la suite, le Japon et la Chine surtout leur ont fourni de nombreux motifs d'intervention. On les voit intervenir tantôt en vertu de droits acquis en vertu des traités, comme en 1860 ; tantôt pour une raison de justice ou d'humanité : il en a été ainsi à la suite des massacres de 1870, de l'affaire Margary

et de l'affaire des Boxeurs ; tantôt en vertu du droit et du devoir de chaque Etat de protéger ses nationaux à l'étranger, quand ils ne trouvent pas une protection suffisante dans les lois et les autorités du pays où ils se trouvent ou dans lequel leurs intérêts se trouvent engagés : telle a été l'origine de la juridiction consulaire.

Ces raisons légitiment l'intervention des puissances et l'on peut dire pour la Chine surtout, qu'elle n'a qu'à s'en prendre à elle-même, d'avoir attiré la pression des puissances, le plus souvent par son injustice et sa mauvaise foi.

Il n'en est pas moins vrai que l'intervention et les convoitises des Etats étrangers, ont fait naître une nouvelle vie et provoqué dans les pays d'Extrême-Asie, des transformations considérables. L'Angleterre, l'Allemagne, la France et la Russie surtout, ont pratiqué la politique d'expansion à outrance, faisant tous leurs efforts pour accroître leurs territoires et leur influence en Asie.

L'Angleterre a toujours montré de grandes convoitises en Extrême-Orient, car elle a de tout temps reconnu la nécessité d'avoir en tous pays des ports de ravitaillement, des arsenaux, des bases d'opérations navales, des terres riches pour favoriser l'expansion de son commerce et de sa puissance. Désireuse d'établir solidement sa prépondérance en Extrême-Orient, elle a conquis Wei-hai-weï, qui commande l'entrée

du golfe de Pékin, et fait de Hong-Kong, un port d'attache et un arsenal. Pour ouvrir de vastes débouchés à son activité commerciale et à ses capitaux, elle a obtenu des arrangements consacrant sa supériorité sur le riche bassin du Yang-Tzé-Kiang et cette grande artère fluviale lui permet de rayonner sur toute cette région riche et peuplée et d'avoir de faciles communications avec les provinces voisines. La Grande Bretagne a aussi établi des relations entre le haut Yang-Tzé et ses possessions du sud de l'Asie. Enfin l'action anglaise qui s'étend sur une grande partie de la presque île indo-chinoise, se trouve fortifiée par le voisinage de l'Empire des Indes, véritable métropole asiatique vis-à-vis des autres possessions extrême-orientales de l'Angleterre.

Le gouvernement anglais a cependant trouvé un rival dangereux en Chine : c'est l'Allemagne qui, dans un but commercial surtout, poursuit l'expansion de son influence en Extrême-Orient. L'Empereur Guillaume II a l'ambition en effet de faire monter l'Allemagne au rang d'une puissance coloniale de premier ordre et de lui donner la maîtrise de la mer. Son intervention inattendue en Chine réveilla les autres puissances, en ajoutant un facteur nouveau à ceux qui exerçaient déjà leur influence sur la politique internationale en Extrême-Orient. Mais l'Allemagne est encore éloignée néanmoins d'exercer dans les mers de

Chine une influence prépondérante, car son action ne part que d'une simple station navale, toute récente et éloignée de la métropole.

La Russie par contre, s'est avancée dans la conquête du Nord de l'Asie d'une façon lente mais sûre. Sans rival dans les lieux où elle s'appliquait, son action s'est étendue jusqu'aux rives du Pacifique, facilitée par l'établissement du chemin de fer, qui en diminuant les distances, reliait ses possessions les plus éloignées au cœur même de l'Empire. La Russie avait un programme d'expansion économique et cherchait un débouché vers la mer ; elle obtint peu à peu des avantages politiques, économiques et commerciaux qui lui ont assuré la suprématie au nord de la Chine ; on peut dire qu'elle était devenue une puissance à demi-asiatique. Mais les résultats malheureux de la guerre avec le Japon, ont amoindri son autorité et son prestige en Extrême-Orient et lui ont fait perdre en partie, le fruit de cinquante années de travaux et d'efforts.

Quant à la France, elle n'a guère, pour le moment du moins, d'autres intérêts en Extrême-Orient, que ses intérêts indo-chinois ; et il importe de poursuivre le développement de cet empire colonial dont l'avenir s'annonce plein de promesses. Avec cette base, il lui est possible de jouer un rôle important en Extrême-Orient et d'étendre son influence dans les provinces méridionales de la

Chine. Mais pour en arriver là, pour établir solidement son domaine colonial et poursuivre ce plan d'expansion en toute sécurité, il convient que le gouvernement français entretienne d'excellentes relations avec le gouvernement chinois d'abord, avec le Japon ensuite, dont nous avons fait connaître les projets ambitieux sur l'Indo-Chine ; il doit maintenir en Extrême-Orient la double politique « de la porte ouverte et de l'intégrité territoriale du Céleste Empire » ; veiller enfin à ce que les influences qui dominent à Pékin quelles qu'elles soient, ne deviennent pas trop exclusives.

Il en résultera, semble-t-il, que la Chine pourra rester, au moins un certain temps, une sorte de « communal », où les nations civilisées exerceront simultanément leur activité économique. Le Céleste Empire est encore trop faible en effet, pour résister aux demandes des puissances. Mais en sera-t-il toujours ainsi ? La masse chinoise est à même de se convertir au progrès occidental, tout aussi bien que le peuple japonais ; le réveil de la Chine est certain ; ne sera-t-il pas suivi de sa révolte ? Obligée de subir l'intrusion inévitable du reste, de l'élément étranger, la Chine insultée et dépecée, se prépare à la lutte avec l'aide du Japon. Les difficultés avec lesquelles la Russie s'est trouvée aux prises, peuvent se renouveler bientôt pour la France, pour l'Allemagne, pour l'Angleterre elle-même, en un mot pour toutes les

puissances qui ont des intérêts en Extrême-Orient.

Que doivent donc faire les puissances en face des Jaunes, attentifs aux moindres défaillances des compétiteurs européens, sinon cesser de se jalouser et pratiquer plus que jamais une politique d'union et d'entente ? Pour être d'abord bon Français, bon Anglais, bon Allemand ou bon Russe, il faut être d'abord bon Européen. Sans doute, on peut espérer que dans un avenir plus ou moins éloigné, des mœurs et des idées nouvelles, amèneront un monde meilleur, où les différences qui existent entre les peuples des diverses races ayant diminuées, ces peuples se comprendront mieux et cesseront de se haïr. Mais s'il est bon d'exprimer ce doux optimisme, il est nécessaire aussi de prévoir les conflits, et plus nécessaire encore de les éviter. Ceci est le rôle de la diplomatie. Celui de l'Europe, est de modérer ses ambitions, et de maintenir en Asie comme en Europe, cet équilibre de forces et cette union qui sont les meilleures garanties de l'indépendance des nations et de la paix du monde.

Vu :

Le Président de la Thèse,
M. MOYE.

Montpellier, le 1^{er} Mars 1906.

Le Doyen de la Faculté,
VIGUÉ.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Montpellier, le 2 Mars 1906.

Le Recteur,
A. BENOIT.

BIBLIOGRAPHIE

- BALLERO. — *Ouverture de la Chine à l'influence française au cours des XIX^e et XX^e siècles*, thèse.
- BRY (Georges). — *Précis élémentaire de Droit International public*.
- CORDIER. — *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*.
- DELMAS. — *Les douanes impériales chinoises*, thèse.
- DISLÈRE et DE MOUY. — *Droits et devoirs des Français dans les pays d'Orient et d'Extrême-Orient*.
- DOUMER. — *Situation de l'Indo-Chine*. Rapport 1897-1901.
- FERRY (Jules). — *Discours et opinions*, tome V.
- LAPRADELLE (DE). — *La question chinoise. Revue générale de Droit international public*. 1901-1902-1903.
- LAVOLLÉE (Ch.). — *France et Chine*.
- LEFÈVRE. — *Les chemins de fer de pénétration dans la Chine méridionale*, thèse.
- LEROY-BEAULIEU. — *La Rénovation de l'Asie*.
- MURY (Francis). — *Japon, Corée, Mandchourie*. Conférence.
- NAGAO-ARIGA. — *La guerre sino-japonaise*.
- PERRINJAQUET. — *Des cessions temporaires de territoires*, thèse.
- POUVOURVILLE (DE). — *La question d'Extrême-Orient*.
- UN ANCIEN DIPLOMATE. — *Le Régime des Capitulations*.

Archives diplomatiques.

Economiste Français.

Journal officiel de la République Française.

Le Correspondant.

Pandectes françaises, V^o Consuls.

Revue des Deux-Mondes.

Revue de Droit Public et de la Science politique.

Revue de Droit International et de législation comparée.

Revue générale de Droit International.

Revue de Géographie.

Revue politique et parlementaire.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	7

CHAPITRE I

Traités avec l'Europe

§ I. — Traités de Nankin et de Whampoa.....	15
§ II. — Traités de Tien-Tsin, 1858.....	19
§ III. — Traités de 1860.....	24
§ IV. — Traités avec la Russie.....	31
§ V. — Traités avec la Prusse, la Hollande, etc.	34

CHAPITRE II

De 1860 à 1885

§ I. — Obstacles mis par la Chine à l'exécution des traités.....	37
§ II. — Révision des traités.....	43

CHAPITRE III

L'Indo-Chine

§ I. — La France en Cochinchine et au Cambodge	51
§ II. — La Conquête du Tonkin.....	55

CHAPITRE IV

Le Japon — La guerre sino-japonaise

§ I. — La Révolution de 1868 au Japon.....	82
§ II. — La guerre sino-japonaise	85
§ III. — Intervention des puissances.....	91

CHAPITRE V

Les puissances en Extrême-Orient après la guerre sino-japonaise

§ I. — De 1895 à 1897	98
§ II. — Installation des Etats européens en Chine	107
§ III. — Concessions de chemins de fer.....	121

CHAPITRE VI

Le péril Jaune

§ I. — Le péril jaune militaire.....	131
§ II. — Le péril jaune ouvrier.....	136
§ III. — Le péril jaune industriel.....	138
§ IV. — Ceux qui ne croient pas au péril jaune..	143

CHAPITRE VII

Les Boxeurs

§ I. — Attitude confiante de l'Europe vis-à-vis de la Chine.....	147
§ II. — Les obstacles aux progrès.....	149
§ III. — L'hostilité contre les étrangers. Ses causes	150
§ IV. — Les Boxeurs.....	153
§ V. — Le traité de paix	157
§ VI. — La politique de « la porte ouverte » et de l'intégrité territoriale de la Chine.....	160

CHAPITRE VIII

Situation des étrangers en Chine et au Japon 164

SECTION I

Situation des étrangers en Chine 166

§ I. — Droit de circulation.....	167
§ II. — Droit d'établissement.....	169
§ III. — Les concessions de Shanghai.....	170
§ IV. — Liberté de religion.....	173
§ V. — Relations commerciales	174
§ VI. — Droit de juridiction.....	176

SECTION II

Situation des étrangers au Japon

§ I. — Avant la révision des traités.....	181
§ II. — Revision des traités.....	183
CONCLUSION.....	187
BIBLIOGRAPHIE	193

